

DE LA NATURE
ET DE QUELQUES EFFETS
DES SOUSCRIPTIONS ORGANISÉES

Pour les individus et les personnes morales.

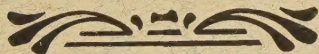
THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Vendredi 25 Novembre 1904, à trois heures et demie,

PAR

Alain QUEINNEC



CAEN

HENRI DELESQUES, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

RUE AU CANU, 34

1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA NATURE ET DE QUELQUES EFFETS
DES SOUSCRIPTIONS ORGANISÉES

Pour les individus et les personnes morales.

DE LA NATURE
ET DE QUELQUES EFFETS
DES SOUSCRIPTIONS ORGANISÉES

Pour les individus et les personnes morales.

THESE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Le Vendredi 25 Novembre 1904, à trois heures et demie,

PAR

Alain QUEINNEC



CAEN

HENRI DELESQUES, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

RUE AU CANU, 34

1904

JURY D'EXAMEN

MM. LEBRET, *Professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

CABOUAT, *Professeur*.

DEBRAY, *Professeur*.

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1904-1905

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. 1), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. 1), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. 1), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (8, A. 1), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. 1, C. 1, G. O. 1, C. I. C. 1, O. 1, L. 1), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. 1), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. 1), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*, et de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA NATURE

ET DE QUELQUES EFFETS

DES SOUSCRIPTIONS ORGANISÉES

Pour les individus et les personnes morales

INTRODUCTION

Il est peu d'institutions qui aient pris de nos jours un essor aussi considérable que les souscriptions. Actuellement, on peut dire qu'il ne se passe pas de jour qui ne donne naissance à une souscription, qu'il n'est point de journal qui n'en ait ouvert. Elles sont devenues de mode et sont appelées, croyons-nous, à prendre une extension dont on ne peut, pour le moment, fixer les limites.

Quelle est la raison de leur importance croissante? C'est sans doute qu'elles répondent à un besoin qui, bien qu'il ait toujours existé, se fait sentir aujourd'hui plus pressant

que jamais: le besoin qu'a tout homme de s'unir à ses semblables pour atteindre un but à la réalisation duquel il lui serait difficile ou même impossible de prétendre avec ses propres moyens. Les souscriptions ne sont qu'une des formes très variées sous lesquelles se manifeste l'association; elles ne font pas appel, en effet, aux ressources d'un seul, elles demandent au contraire le concours d'un ensemble de personnes; elles s'adressent tantôt aux habitants d'une cité, tantôt aux membres d'un état, parfois même, il en est qui sont organisées dans le monde entier.

Elles tirent ainsi une force très considérable de l'association, et, avec son aide, elles peuvent produire des effets très utiles, réaliser des œuvres que les activités individuelles isolées seraient impuissantes à mener à bien dans l'intérêt des individus et de la société. Nous ne voulons donner, comme preuve de notre affirmation, que le fait suivant: lors des inondations dont les départements du bassin de la Garonne ont été victimes en 1874, le montant des souscriptions a dépassé plusieurs fois les secours votés par l'Assemblée nationale.

Ajoutons d'ailleurs que leur domaine est

très vaste. Elles interviennent dans des cas très nombreux et sont un instrument merveilleux pour secourir des infortunes privées ou collectives, pour remédier aux calamités imprévues, récompenser des services, édifier des monuments, faciliter l'exécution de travaux publics, la fondation d'œuvres de bienfaisance ou d'instruction, etc., etc. Il nous serait facile de multiplier les exemples pris dans les événements de chaque jour. Nous nous contenterons de citer : les souscriptions récentes, ouvertes dans tout l'univers au profit des sinistrés de la Martinique ; celle qui a été organisée par le journal *Le Matin* pour la construction d'un sous-marin destiné à la flotte française ; celle de Dumas père faite dans le journal *Le Mousquetaire* pour élever un monument à Balzac, auteur de la *Comédie humaine* ; celle qui a contribué à édifier l'église de Montmartre, à Paris ; et celle qui a permis tout récemment de soulager les pêcheurs bretons privés de leur gagne-pain par suite de la disparition momentanée de la sardine, etc., etc.

Dignes de remarque par leur multitude et l'importance des capitaux qu'elles peuvent grouper, elles ont en outre l'avantage de donner souvent l'occasion de s'exercer aux plus

nobles sentiments de l'humanité, tels que la bienfaisance, le désir instinctif de l'homme de venir en aide à ses semblables qui sont dans le besoin ; elles sont ainsi l'auxiliaire de la charité, facilitent la réalisation de pensées généreuses, et on peut alors les placer auprès d'autres actes, comme le prêt, le dépôt, le cautionnement, qui sont la plupart du temps inspirés par les mêmes motifs. Trop nombreux sont les avantages des souscriptions pour que nous tentions d'en faire une énumération complète ; mais, nous autorisant de ces quelques exemples, nous ne craignons pas d'assurer qu'elles constituent le plus souvent un acte à la fois méritoire et utile aux intérêts de la société.

A tous ces titres nous pouvons affirmer qu'elles méritent de fixer l'attention, et c'est pour ces raisons que nous avons entrepris d'en faire l'étude juridique.

Nous ne nous dissimulons pas la difficulté de la tâche que nous nous assignons. L'organisation d'une souscription, disons-le tout de suite (nous en fournirons plus tard la preuve), met en jeu une foule de principes de droit, notamment la distinction des actes à titre gratuit et des actes à titre onéreux, les questions connexes de la représentation

et de la stipulation pour autrui ; elle donne naissance à des droits aussi nombreux que variés, à des obligations aussi multiples que diverses. Il ne peut en être autrement, car une souscription organisée fait jouer un rôle à trois personnes au moins ; il en résulte une situation complexe qui engendre plusieurs relations juridiques.

Nous ferons tous nos efforts pour éclairer cette situation, déterminer le caractère de chaque relation en lui donnant son véritable fondement juridique ; il nous sera ensuite plus aisé de définir les droits et les obligations des diverses parties en cause.

En cela, les auteurs nous seront d'un bien faible secours, car leur laconisme en la matière paraît tout au moins singulier (1). Sauf MM. Laurent et Huc qui en parlent d'une façon incidente, l'un dans ses *Principes de*

(1) V. note de M. Claro. Toutefois il serait injuste de les en blâmer, non pas parce que l'importance des souscriptions est née d'hier, mais surtout parce que leur silence s'explique, si l'on considère que les souscriptions organisées une fois décomposées en leurs éléments simples, rentrent, comme nous le verrons, dans des institutions qui, régies par le Code civil, ont été soigneusement analysées dans leurs ouvrages. — V. aussi Demolombe : Cours de Code Napoléon, Donat. et Test., t. III. nos 35 et 52 *bis*.

droit civil français (t. XII, n^o 361, p. 445), le second dans son *Commentaire du code civil* (t. VIII, p. 376), sauf M. Ruben de Couder, dont nous trouvons une note sous un arrêt de la Cour de Besançon du 26 mai 1882 (1), nous sommes en présence d'un silence presque absolu de la doctrine. Le Répertoire alphabétique de Dalloz, publié sous le nom de Jurisprudence générale, et le Supplément audit Répertoire ne contiennent pas davantage de théorie générale sur la question, mais seulement des solutions éparses de jurisprudence (2). M. Claro, seul à notre connaissance, dans deux notes fort intéressantes (3), a exposé d'une façon directe et plus étendue les droits et obligations naissant des souscriptions publiques ; il y a développé un système dont la fine analyse nous permet de tenter une étude plus approfondie de ce sujet.

On ne peut certes pas reprocher à la jurisprudence la même pénurie de documents, mais ses décisions assez nombreuses, basées

(1) V. Sirey, 83, 2, 121 ; D. 82, 2, 236.

(2) V. lesdits Répertoire et Supplément au Répertoire, au mot souscription.

(3) V. notes sous Bourges, 1^{er} mai 1900 ; D. 1900, 2, 425 ; sous Paris. 24 octobre 1902 ; D. 1903, 2, 121. V. aussi plus loin l'exposé du système de M. Claro.

sur des circonstances de fait, semblent au premier abord peu harmonieuses et parfois embrouillées. Nous aurons à nous demander s'il est possible de les concilier.

Toutefois, encouragés par l'actualité et aussi par la nouveauté de la question, nous allons nous engager sur ce terrain peu battu, à première vue, et tâcher d'en extraire des notions précises.

Notre étude comportera trois parties.

Dans une première partie, qui sera la principale, nous nous occuperons de la nature des souscriptions organisées et nous nous prononcerons après avoir fait l'exposé et la critique des divers systèmes soutenus à ce sujet.

Le problème de la nature des souscriptions résolu, nous indiquerons, dans une deuxième partie, quelques effets généraux des souscriptions organisées pour les individus.

Enfin, dans une troisième partie, nous passerons en revue certaines règles spéciales qui s'imposent lorsque les souscriptions sont ouvertes pour les personnes morales (1).

(1) Nous envisagerons les souscriptions spécialement au point de vue du droit civil, cependant notre troisième partie contiendra nécessairement des matières qui se trouvent sur les confins du droit public et du droit privé.

PREMIÈRE PARTIE

De la nature des souscriptions en général.

CHAPITRE I^{er}

De la façon dont les souscriptions sont organisées. Des personnes qui y prennent part.

Il nous paraît utile de donner ici, dès le début, quelques renseignements sur la manière dont les souscriptions sont organisées. Ces explications préliminaires permettront de saisir et d'apprécier plus facilement les divers systèmes que nous allons rencontrer.

Voici ce qui se passe d'ordinaire lorsqu'une souscription est organisée : Une personne, que l'on est convenu d'appeler organisateur (1),

(1) Les journalistes se trouvent dans des conditions particulièrement favorables, à cause des moyens de publicité dont ils disposent, pour ouvrir des souscriptions de ce

voulant par exemple (1) améliorer la situation digne d'intérêt dans laquelle se trouve une autre personne (2), mais ne disposant pas elle-même de ressources personnelles suffisantes pour lui venir en aide, s'adresse à d'autres personnes pour que celles-ci lui prêtent leur concours pécuniaire. Dans cette intention, elle ouvre ce qu'on est convenu d'appeler une souscription et demande au public de s'inscrire pour une somme quelconque. Il pourra alors se faire que les personnes sollicitées approuvant les démarches de l'organisateur, ou bien versent directement et immédiatement entre ses mains, ou s'inscrivent sur une liste qui leur sera présentée à cet effet.

Il convient de remarquer que tout ceci à lieu d'ordinaire à l'insu du bénéficiaire; on

genre. Aussi les voyons-nous souvent jouer le rôle d'organiseurs (Paris, 21 octobre 1902; Dalloz, 1903, 2, 121; Besançon, 26 mai 1882; Dalloz, 82, 2, 236; Sirey, 83, 2, 121).

(1) Nous disons : par exemple, parce que l'organisateur peut avoir un autre but que l'amélioration de la situation du bénéficiaire. Nous prenons ce cas uniquement parce que c'est l'hypothèse peut-être la plus fréquente.

(2) Il va sans dire que cette personne peut être une personne morale, comme une commune, un département et même un État, ou encore une collectivité, c'est-à-dire une agglomération d'individus ne jouissant pas des avantages que confère la personnalité civile.

ne lui demande pas son consentement, soit parce que ce consentement est impossible à obtenir (1), soit parfois parce qu'on veut avec raison ménager sa susceptibilité, ses sentiments de dignité et d'indépendance, soit encore parce qu'on ne veut pas transformer la manifestation de sympathie plus ou moins spontanée que fait naître son état, en une sorte d'appel adressé par lui à la générosité d'autrui. S'il en était autrement, le but de la souscription serait moins facilement atteint.

Quelquefois, au lieu d'un seul organisateur, c'est une commission spéciale qui remplit cette mission. Ceci se produit notamment lorsque la souscription s'adresse à un très grand nombre de souscripteurs ; on comprend alors très bien qu'un seul homme ne puisse mener à bonne fin une tâche aussi considérable. Parfois aussi, comme nous le savons, la souscription n'est pas ouverte pour un seul mais pour plusieurs bénéficiaires. D'ailleurs, ces circonstances ne changent en rien la situation juridique créée par la souscription ; il n'est pas plus intéressant de distinguer les

(1) Ainsi si le bénéficiaire est une personne future ou indéterminée.

organisateurs entre eux qu'il n'est intéressant de distinguer les bénéficiaires entre eux, car les organisateurs, comme les bénéficiaires, ne font qu'un au point de vue qui nous occupe.

Il faut surtout retenir dès à présent que la souscription organisée met en jeu trois parties : la première est celle qui promet son concours, elle fait la soumission de fournir quelque chose, c'est le souscripteur ; la seconde, celle à laquelle est faite cette soumission, c'est l'organisateur ou le promoteur ; la troisième enfin, celle qui recueille le produit de la souscription, c'est le bénéficiaire. Le souscripteur fournit sa contribution, le bénéficiaire la reçoit unie à celles des autres souscripteurs, l'organisateur la lui fait parvenir et sert pour ainsi dire d'intermédiaire entre l'ensemble des souscripteurs et le bénéficiaire.

Tels sont les faits les plus saillants et les personnes qui constituent la situation juridique que nous nous sommes proposé d'étudier.

Avant d'entrer dans les controverses qu'elle a fait naître, nous avons tenu à les présenter aussi simplement que possible. Mais, la simplicité est souvent voisine de l'impré-

cision. On nous fera grâce de l'emploi des termes élastiques dont nous nous sommes servis. Nous ne pouvions faire autrement, sous peine de porter un jugement prématuré et hors de place.

CHAPITRE II

Exposé des divers systèmes soutenus pour rendre compte de la nature des souscriptions. — Conséquences et critiques de ces théories. — Leur insuffisance.

Quelle est la nature des souscriptions? C'est le problème qui se pose tout d'abord, son importance est capitale car les effets des souscriptions varient suivant que l'on adopte telle ou telle solution. Pour le résoudre plusieurs systèmes ont été ou peuvent être employés. Nous allons les exposer en indiquant en même temps les arguments que l'on a invoqués ou que l'on peut invoquer pour les soutenir.

SECTION PREMIÈRE

Exposé des divers systèmes.

§ 1^{er}. — *La souscription est une déclaration de volonté unilatérale productive d'effets contractuels.*

D'après certains auteurs (1) un engagement peut naître d'une déclaration de volonté

(1) Voy. René Worms : De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligations, *thèse*, Paris, 1891 ;

unilatérale; en d'autres termes, des actes émanant d'une volonté unique, isolée, engendrent des obligations, ce qui revient à dire que l'offre simple, non encore acceptée, engage la personne qui l'a faite.

Cette théorie se base sur des raisons historiques.

Les législations modernes, dit-on, sont principalement formées de deux sources : la source romaine et la source germanique.

Or, le droit romain admettait dans certains cas l'effet obligatoire de l'engagement unilatéral. C'est ce qui se produisait dans la *dotis dictio*, dans la *confessio in jure*, dans la promesse faite à la personne indéterminée qui

Siegel : Das Versprechen als verpflichtungskund, p. 110 ; Dernburg : Pandekten, t. II, p. 24, § 9 ; Brunner : Encyclopédie, v^o Auslobung. Voyez aussi, dans notre ancien droit, le président Favre, « de erroribus pragmaticorum », década 47, « error primus » à propos de la loi 3, « de donationibus quæ sub modo » ; il applique sa thèse spécialement sur le terrain de la donation : « Nihil enim aliud requirit Justinianus, nisi ut donator dixerit se donare, quam in rem neque præsentia, neque acceptatio donatorii aut alterius illius pro donatorio necessaria est. Pendet enim id ex sola voluntate donantis. » Et plus loin : « Sed cum hodie donatio fieri potest ex sola voluntate donatoris, non est necesse ut concurrat affectus donatorii sed sufficit ut non repugnet. Non repugnat autem quoties absenti quis donat et ignorant. »

accomplira certains faits, dans le *votum*, promesse faite dans un but religieux, et (ce qu'il nous importe surtout de signaler) dans la *pollicitatio*, promesse faite dans un but d'utilité commune (1).

Quant au droit germanique, il reconnaît aussi l'effet obligatoire de la volonté unilatérale. Ainsi la récompense promise à une personne indéterminée, est, d'après le Code civil allemand, pourvue d'effet avant même qu'un tiers l'ait acceptée, les offres faites au moyen d'affiches ou prospectus et publications lient dans la même législation ceux qui les ont faites; le même Code reconnaît comme valable une forme particulière d'engagement unilatéral dans l'*Auslobung*, promesse faite à une personne qui accomplira une prestation déterminée (2).

(1) Comp: loi 46, Pr. dig. de jure dotium; Brinz: Pandecten, t. II, p. 141, n. 37; Arudts, Pandecten, § 397, n. 2. On peut citer, dit-on, des textes qui confirment cette manière de voir: Justinien, dans ses Institutes, livre II, titre 7, § 2, la présente ainsi: *Perficiuntur autem (donationes intervivos) cum donator suam voluntatem scriptis aut sine scriptis manifestaverit*; v. aussi loi 8, Code, livre VIII, titre 54, de *donationibus*; une donation y est faite par un père à ses fils au moyen d'une inscription des fonds sous leurs noms sur les registres du fisc. V. Édouard Lambert: De la Stipulation pour autrui, *thèse*, Paris, 93, 1^{re} partie, p. 249 et suiv.

(2) V. sur ce point: Enner, dans *Kritische Vierteljah-*

Pourquoi ne pas admettre chez nous ce que le droit romain et le droit germanique reconnaissent ?

Nous n'avons pas à insister davantage sur l'exposé de cette opinion. Mais si elle est exacte, ce que nous examinerons plus loin, il semble à *priori* qu'on peut fort bien voir dans la souscription une application de cette théorie, car il est incontestable que, lorsqu'une souscription publique ou privée est organisée, le souscripteur, dans des cas très nombreux, offre de se dépouiller d'une fraction de son patrimoine au profit d'une ou plusieurs autres personnes (1); notons même que lorsqu'il souscrit dans un but d'utilité commune, sa situation se trouve singulièrement rapprochée de celle de l'auteur de la *pollicitatio* romaine (2).

licesschrift, t. II (1869, p. 361); Tzschirner: Dissertatio de indole ac natura promissionis popularis Auslobung quam vocant (Berlin, 1849); Brunner, précité.

(1) Ainsi, d'après l'arrêt précité de la Cour de Paris du 21 octobre 1902, (D, 03, 2, 121), les souscripteurs font au bénéficiaire par l'intermédiaire de l'organisateur « une proposition de libéralité ».

(2) Un jugement du tribunal civil d'Oran (Journal *Le Droit* du 11 octobre 1894) semble consacrer la théorie de l'engagement unilatéral à la souscription; car il définit celle-ci: « une soumission écrite par laquelle on s'engage à contribuer à une entreprise, à une opération d'utilité publique

Les autres systèmes que nous allons maintenant exposer ont un point de contact commun ; ils considèrent la souscription comme un contrat, un concours de volontés, une offre acceptée. Mais, d'accord sur ce point, ils s'écartent complètement les uns des autres quand il s'agit de se prononcer sur la nature même du contrat. L'un y voit une donation, l'autre un contrat intéressé, celui-ci trouve qu'elle constitue un mandat, celui-là qu'elle est un contrat *sui generis*, qui est en même temps à titre gratuit et à titre onéreux (1).

§ 2. — *Exposé du système qui considère la souscription comme une donation.*

La souscription est une donation. Voici le raisonnement qui fait arriver à cette

ou privée, telle que la construction d'un monument, le soulagement ou la récompense d'un ou plusieurs individus ». Il n'est question dans cette définition que de la volonté unique du souscripteur.

(1) Ce dernier système, qui est celui de M. Claro (voyez note précitée dans D. 1903, 2, 121), est le seul qui ait été incontestablement édifié pour expliquer les souscriptions organisées ; quant aux autres, nous devons dire qu'ils se trouvent beaucoup moins bien dessinés chez les auteurs ou dans les décisions de jurisprudence, ils s'y trouvent plutôt à l'état latent. Il nous a paru cependant indispensable, dans

conclusion. Qu'est-ce, en effet, qu'une donation? Aux termes de l'article 894 du Code civil, c'est « un acte (lisez contrat) par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte ». La souscription se présente bien sous cet aspect; car le souscripteur, mû par un sentiment de générosité, par une intention libérale, fait sortir de son patrimoine une certaine somme ou valeur qui parvient dans le patrimoine du bénéficiaire. Et celui-ci reçoit sans rien déboursier, sans diminuer en aucune façon sa fortune; il ne contracte aucune obligation pécuniaire, l'opération est tout profit pour lui.

D'ailleurs, si parfois le souscripteur ne se dépouille pas purement et simplement, s'il n'entend s'engager que sous condition parce qu'il veut qu'on fasse de ses deniers tel emploi déterminé, par exemple qu'ils servent à élever un monument, à effectuer un travail quelconque, ceci n'empêche pas la souscription d'être une libéralité. Il n'y a plus, dans ce cas, un contrat pur et simple, voilà tout;

un intérêt de clarté, de méthode et surtout de classification, de les mettre sur pied, quitte à les renverser plus tard.

mais c'est toujours un contrat qui conserve le caractère d'acte à titre gratuit, c'est une donation affectée d'une modalité, c'est une donation avec charges (1).

Le Conseil d'État envisage bien la souscription comme une donation ; car, dans un avis interprétatif du 16 mars 1868, relatif à la propriété des souscriptions recueillies par les fabriques paroissiales pour la restauration ou la reconstruction des églises et des presbytères, il s'exprime ainsi: « Considérant que les sommes résultant des souscriptions publiques pour la restauration des églises et presbytères, quand ces souscriptions sont ouvertes ou recueillies exclusivement au nom des fabriques, appartiennent à ces dernières, qu'en effet ces sommes ne sont autres que des *offrandes* ou des *libéralités* faites par les fidèles. »

La jurisprudence, d'ailleurs, bien qu'elle admette sur ce point, d'une façon générale, une solution tout à fait opposée, comme nous

(1) V. Laurent: Principes de droit civil français, t. XII, n° 361, p. 445, *op. cit.*; v. aussi en ce sens: N. de M. Ruben de Couder sous arrêt de Besançon, 26 mai, *op. cit.*; tribunal de Clamecy, 3 mai 1861, D. 63, 1. 402; tribunal d'Auxerre, 18 juillet 1826, D., Répertoire de législation, au mot: Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 1300.

allons le voir au prochain paragraphe, est bien forcée, elle aussi, de reconnaître à la souscription le caractère de donation. Elle se laisse trahir par ses propres expressions. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Versailles du 16 février 1866 assimile les souscriptions aux *dons*, qu'un arrêt de la Cour de Paris du 15 février 1867 considère le bénéficiaire comme un *donataire*, et qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 5 juillet 1870 (1) tient le même langage; de même, la Cour de Toulouse (2), ayant à statuer dans l'hypothèse d'une souscription ouverte dans le but de procurer les fonds nécessaires à la construction d'une église, a rendu un arrêt ainsi motivé: « Attendu que l'église a été construite aux frais des habitants au moyen de leurs *dons* », et plus loin: « Attendu que l'organisateur recevait les *dons*, provoquait les *offrandes*, centralisait les *libéralités*... qu'il faisait appel à tous les *bienfaiteurs*. » Des termes identiques se trouvent contenus dans un jugement du tribunal de Chateauroux du 1^{er} mai 1899 (3).

(1) Ces trois décisions dans Sirey, 70, 1, 383.

(2) Arrêt du 27 juin 1890; S. 91, 2, 194; D. 91, 2, 31.

(3) D. 1900, 2, 425.

Et le tribunal de la Seine, dans un jugement du 23 mai 1900, confirmé par la Cour de Paris le 21 octobre 1902 (1), reconnaît à une mère, en vertu des articles 935 et 463 du Code civil, le droit de refuser le bénéfice d'une souscription qui a été ouverte au profit de ses enfants mineurs; or, ces deux articles sont relatifs à l'acceptation, et par suite au refus des donations échues aux mineurs, les juges ont donc tenu la souscription pour une donation véritable; les expressions employées par le jugement ne laissent d'ailleurs aucun doute à cet égard: « Attendu, dit-il, que la personne à laquelle on propose une *libéralité* a le droit de la refuser, . . . qu'ayant le droit de refuser la proposition de libéralité faite pour ses enfants, la dame X est fondée à demander que les fonds de la souscription, dont elle répudie le bénéfice, ne puissent être attribués ni à elle-même ni à ses enfants sous quelque forme et par quelque personne que ce soit » (2).

(1) D. 1903, 2, 121.

(2) Rappelons que lors de la discussion de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, un amendement, déposé à la Chambre des députés par M. Jules Baron, le 5 février 1901, en vue de permettre aux associations déclarées de recevoir des souscriptions, fut rejeté parce qu'on ne voulait

Certes, il faut reconnaître que, dans presque toutes les hypothèses que nous venons de citer, les tribunaux n'avaient point à se prononcer d'une façon directe sur la nature des souscriptions ; la question qui leur était posée n'était point celle de savoir quel était leur caractère ; mais il est permis de penser que si tel avait été leur rôle, ils auraient décidé que c'était une donation.

Pourtant, lorsque la question s'est présentée directement devant eux, ils l'ont en général tranchée d'une façon toute différente ; ils ont décidé que la souscription était un contrat à titre onéreux et commutatif. Nous sommes ainsi amenés à présenter ce système.

§ 3. — *Exposé du système de la jurisprudence* (1) : *la souscription est un contrat à titre onéreux et commutatif.*

Cette théorie de la jurisprudence se trouve contenue dans la formule suivante, tirée d'un

pas donner à ces associations le droit d'acquérir à titre gratuit (V. Léon Jouïtou: De la petite personnalité des associations civiles déclarées d'après la loi du 1^{er} juillet 1901, p. 63). Il en résulte un nouvel argument en faveur de la thèse de la donation.

(1) Cette affirmation (v. note de D. 1903, 2, 121) ne doit être faite que sous toutes réserves.

jugement du tribunal civil d'Oran précité : « Un don fait à la charge de construire (il s'agissait dans l'espèce d'une souscription pour bâtir une synagogue) constitue un contrat « *do ut facias* », c'est-à-dire un contrat synallagmitique, commutatif et à titre onéreux, dans lequel chacune des parties prend une obligation corrélative à celle qui est prise envers elle. »

Nous la trouvons encore reproduite dans un arrêt de la Cour de Paris du 11 décembre 1827 (1), qui, en même temps, fait ressortir pourquoi il en est ainsi : « C'est un contrat intéressé qui doit profiter aux souscripteurs comme aux autres habitants, cet acte doit être rangé dans la classe des simples engagements par lesquels on s'oblige à payer telle somme, à fournir telle chose, moyennant tel service qui sera rendu en compensation. »

Un arrêt de la Cour de Bourges du 12 février 1862, confirmé par la Cour suprême le 14 avril 1863 (2), nous donne la même solution avec les mêmes motifs ; voici dans quelles circonstances cette décision a été rendue :

(1) V. Dalloz : Répertoire de législation, au mot : Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 1300.

(2) D. 63, 1, 402 ; S. 63, 1, 362.

une fabrique d'église avait conclu un contrat avec un fondeur de cloches pour le rétablissement de sa sonnerie ; à ce contrat était intervenu M. X qui s'engageait à payer une somme considérable si la sonnerie était rétablie dans son état primitif. Plus tard, le souscripteur ne voulut point remplir son engagement, et, mis en demeure de payer ce qu'il avait promis, il soutint notamment qu'il n'était point lié parce qu'il avait fait une libéralité non constatée par acte authentique. La Cour de Bourges, appelée à statuer, répondit : « Considérant qu'on ne saurait assimiler à une donation pure et simple un contrat qui contient des obligations réciproques telles qu'elles se formulent au traité..... Qu'au respect de la fabrique, quelque part qu'on fasse à la pensée de bienfaisance qui pouvait l'animer, le souscripteur ne faisait rien moins qu'une offrande désintéressée ; qu'il stipulait non pas même pour une sonnerie quelconque, au gré, selon les possibilités et les convenances de la fabrique et de la mairie, sans autre but que l'intérêt général, mais uniquement pour le rétablissement dans des conditions spéciales et singulièrement onéreuses de l'ancienne sonnerie de la paroisse telle qu'il la rêvait dans les vagues réminiscences de son jeune âge, telle qu'il la lui fallait

et qu'il la voulait pour la satisfaction de sa fantaisie ou la vanité du millionnaire, souscripteur généreux, si l'on veut, et non sans quelque mérite dans sa large participation à une œuvre d'utilité publique, mais n'en faisant pas moins sa propre affaire et imposant ses exigences personnelles pour prix de son concours ; qu'un tel engagement, à le bien apprécier, constitue donc principalement même entre le souscripteur et la fabrique un contrat commutatif et intéressé. »

Le souscripteur, en effet, dit-on, ne se dépouille pas de la somme ou valeur qui constitue sa souscription sans attendre quelque chose d'équivalent en échange ; il ne fait pas une libéralité pure et simple, il entend contribuer à la réalisation d'une œuvre collective entreprise dans un but déterminé ; guidé par un intérêt, sinon pécuniaire, du moins moral, il donne pour que ce but soit atteint. Ce n'est donc point un donateur, c'est plutôt un stipulant, un créancier ; il se fait promettre quelque chose en échange de la promesse ou de la prestation qu'il fait lui-même. Les éléments du contrat synallagmatique, commutatif et à titre onéreux se trouvent réunis ; il y a une obligation à la charge de chaque partie (contrat synallagmatique), l'obligation de l'une

est équivalente à l'obligation de l'autre (contrat commutatif), il y a aussi par là même un but intéressé poursuivi par chacune d'elles (contrat à titre onéreux). La souscription est donc un contrat synallagmatique, commutatif et à titre onéreux.

Tel est l'exposé du système que l'on donne comme triomphant en jurisprudence (1).

§ 4. — *Exposé du système qui voit dans la souscription un mandat.*

Qu'est-ce qu'un mandat? — MM. Aubry et Rau (2) nous en donnent la définition suivante: « C'est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre le pouvoir, que celle-ci accepte, de la représenter à l'effet de faire en son nom et pour son compte un ou plusieurs actes juridiques. » M. Guillaud (3) est plus complet: « C'est, dit-il, un contrat unilatéral, gratuit par sa nature, dans lequel l'une des parties donne à l'autre le pouvoir, accepté par celle-ci, d'accomplir un acte ou une série d'actes juridiques licites pour le compte de celui qui donne le pouvoir,

(1) V. note D. 1903, 2. 121.

(2) T. IV, p. 634, § 410.

(3) Du mandat, p. 333.

en agissant soit au nom de ce dernier, soit même au nom de celui qui fait l'acte et à la charge de rendre compte. » Celui qui donne le pouvoir s'appelle le mandant, celui qui accepte d'accomplir l'acte se nomme le mandataire.

En donnant cette définition, on définit du même coup la souscription ; car, dans la souscription, la situation du souscripteur est bien celle d'un mandant, et la situation de l'organisateur, celle d'un mandataire. En effet, le souscripteur charge l'organisateur de le représenter pour l'accomplissement d'un ou plusieurs actes. Ainsi, s'agit-il, par exemple, d'une souscription ouverte pour l'érection d'un monument, l'organisateur s'engage envers le souscripteur, auquel il doit rendre compte, à accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de ce but ; s'agit-il d'une souscription faite pour soulager un individu tombé dans la misère, le souscripteur, ne pouvant ou ne voulant pas verser directement entre les mains du bénéficiaire la somme qu'il a souscrite, la remet à l'organisateur qui accepte de la lui faire parvenir ; l'organisateur ne demande aucun salaire au souscripteur en rémunération de ses services. La souscription constitue donc bien un mandat donné par le souscripteur à l'organisateur de la souscription.

Cette opinion ressort de ce passage de M. Huc (1) : « Que décider quand il s'agit de personnes qui se sont constituées en commission pour recueillir des fonds en vue de secourir les victimes d'un accident? Il a été jugé qu'il y avait de leur part gestion d'affaires dans l'intérêt des victimes. (Tribunal de Mons, 4 avril 1873; B. J. 73, 38.) Cela est fort contestable, les membres de la commission n'ont pas entendu obliger à leur égard les victimes de l'accident à l'effet de leur faire supporter par voie de déduction, sur les sommes recueillies, les frais généraux occasionnés par la souscription. Ils ne peuvent pas non plus être leurs *negotiorum gestores*; car le fait de recueillir pour quelqu'un des souscriptions, c'est-à-dire des aumônes, n'est pas un *negotium juris*. Ils sont plutôt les *mandataires* des souscripteurs et ne peuvent être comptables que vis-à-vis d'eux. »

D'assez nombreuses décisions de jurisprudence paraissent également la consacrer : notamment un arrêt de Cassation du 3 mars 1885 (2), dont nous extrayons ce qui suit :

(1) T. VIII, n° 376.

(2) D. 85, 1, 411. V. aussi en ce sens : Cassation, 5 juillet 87; D. 87, 1, 325 et la note, et note sous Cass., 6 février 1888 (D. 88, 1, 79), où il est dit : « Assurément, en thèse générale, les organisateurs d'une souscription, ceux qui en recueillent

« Attendu que le comité institué pour faire entre les victimes. . . la distribution des sommes provenant des souscriptions reçues à la mairie avait incontestablement le droit, au nom des souscripteurs, ses *mandants*, d'imposer aux personnes auxquelles partie de ces sommes était remise, les conditions et renonciations qui ne seraient ni illicites ni contraires à l'intention des souscripteurs ; que ces derniers étaient seuls maîtres de désavouer les stipulations faites par le comité qui les *représentait*.... »

La Cour de Bourges (1), appelée à statuer sur un cas analogue, c'est-à-dire sur la situation juridique de l'organisateur d'une souscription pour l'érection d'une croix de mission, décide qu'il n'est point propriétaire de la croix, mais que c'est « un *mandataire* chargé par les souscripteurs d'assurer l'érection de la croix ».

La même affirmation se trouve dans le jugement du tribunal civil de la Seine (2), dont nous avons déjà parlé. « L'organisateur de la

les fonds, doivent être considérés comme les mandataires des personnes qui y ont participé (Civil rejet, 5 juillet 1870; D. 71, 1, 42) et leur mission finit avec l'emploi de ces fonds à la destination convenue ».

(1) Bourges, 1^{er} mai 1900; D. 1900, 2, 425 et la note.

(2) Tribunal de la Seine, 23 mai 1900; D. 1903, 2, 121.

souscription détient les fonds comme *mandataire* des souscripteurs, il ne doit de compte qu'à ceux-ci, et la question de l'emploi à faire de la somme recueillie est à débattre entre eux et lui ».

§ 5. — *Exposé du système qui attribue à la souscription le caractère de contrat « sui generis » à la fois à titre gratuit et à titre onéreux.*

Après l'exposé des systèmes extrêmes, passons à celui auquel M. Claro a donné le jour dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Paris (1) précité. D'après cet auteur, la souscription ne peut pas rentrer dans le cadre trop étroit d'un contrat prévu par le Code civil; il est inexact de dire que c'est une donation, il n'est pas plus juste d'en faire un contrat à titre onéreux; en réalité, il y a là un contrat *sui generis* qui tient à la fois de la donation et du contrat à titre onéreux. M. Claro ne fait pas table rase des systèmes de la donation et du contrat à titre onéreux, il y a recours au contraire en prenant une solution intermédiaire, et par leur réunion explique la souscription. Pour présenter fidèlement cette conception, nous ne pouvons mieux faire que de repro-

(1) Paris, 21 octobre 1902, D. 1903, 2, 121.

duire textuellement les termes qu'il a lui-même employés (1):

« La souscription publique est à la fois une donation et un contrat commutatif.

« Le contrat de souscription publique n'est pas uniquement une donation parce qu'il donne naissance à des engagements vis-à-vis du souscripteur que la donation seule ne peut expliquer, il n'est pas davantage un contrat intéressé parce que nous y trouvons dominante une intention libérale et un enrichissement sans compensation exclusifs du contrat à titre onéreux; il est à la fois l'un et l'autre. La présence de trois personnes juridiques au lieu de deux, qu'on rencontre généralement dans les contrats, nous fournit l'explication de ce fait au premier abord étrange.

« Dans les rapports du souscripteur et du bénéficiaire il y a donation; il y a contrat commutatif dans les rapports du souscripteur et de l'organisateur de la souscription.

« La première de ces propositions est facile à justifier; le système de la donation n'est inexact qu'autant qu'il veut ramener le contrat tout entier à une donation. Quant à la deuxième proposition, elle peut, au premier abord,

(1) Paris, 21 octobre 1902, D. 1903, 2, 123, 2^e colonne.

paraître se heurter à une objection. En effet, aux termes de l'article 1104 du Code civil, un contrat est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire quelque chose qui constitue l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle. Or on voit bien le souscripteur remettre quelque chose à l'organisateur, mais on ne voit pas quelle est, au profit du souscripteur, la contrepartie de ce qu'il remet ainsi à l'organisateur, et comment, par suite, le contrat entre ce dernier et lui peut paraître commutatif. Cette objection est spécieuse. Le souscripteur trouve à s'adresser à l'organisateur un avantage sérieux qui peut constituer à ses yeux l'équivalent de l'engagement qu'il contracte vis-à-vis de lui. Faire une libéralité, surtout sous une forme déterminée, n'est pas toujours chose facile. Les sommes généralement modiques, dont la réunion constitue le montant de la souscription, seraient incapables, si elles restaient isolées, de procurer aux souscripteurs le résultat qu'ils désirent. Elles ne se multiplient que par le groupement, et celui-ci seul leur permet de produire un effet utile. C'est de cette constatation d'expérience qu'est né le contrat commutatif qui forme l'un des éléments du contrat de souscription publique,

Le souscripteur, en recourant à l'intermédiaire de l'organisateur, s'évite une foule de difficultés et de démarches. Entre eux il intervient le contrat *do ut facias* que la jurisprudence a relevé. Le souscripteur remet ou s'engage à remettre à l'organisateur une certaine somme ; celui-ci, en échange, s'engage à faire servir cette somme concurremment avec d'autres, qui lui ont été ou lui seront remises, à la poursuite d'un but déterminé dont la réalisation fait l'objet de la souscription. »

En résumé, la souscription serait une convention d'une nature spéciale résultant de la combinaison de deux contrats, l'un de donation, l'autre innommé (1).

SECTION II

Examen critique des divers systèmes.

§ 1^{er}. — *Examen critique de la souscription considérée comme un engagement par déclaration de volonté unilatérale.*

La théorie de l'engagement par déclaration de volonté unilatérale n'est pas neuve. Le

(1) V. aussi une note sous Conseil d'État, 27 juin 1884, D. 85, 3, 53, 54, qui considère les souscriptions pour concourir à l'exécution d'un travail public comme constituant des « contrats *sui generis* ne pouvant être assimilés

président Favre, dans notre ancien droit, l'avait déjà développée (1) en l'appelant *pollicitatio*. Les jurisconsultes allemands n'ont fait que la ressusciter en la changeant de nom et en appliquant à tous les actes juridiques ce que le président Favre soutenait spécialement en matière de donations. L'idée est restée la même. La volonté d'un seul suffit à le rendre débiteur.

Mais cette conception n'a eu aucun succès dans notre ancien droit, et la tentative de résurrection qui a été faite ces temps derniers n'a trouvé auprès des jurisconsultes modernes qu'un accueil peu chaleureux (2).

C'est qu'elle est contraire à tous les principes reçus jusqu'à ce jour, aussi bien à ceux du droit romain qu'à ceux du droit germanique.

Chez les Romains, même quand les contrats consensuels sont devenus obligatoires, la volonté expresse ou tacite ne peut suffire en principe pour créer une obligation civile

à aucun des contrats de droit privé prévus par le Code civil ».

(1) « De erroribus pragmaticorum, décades 47 et 48 ».

(2) V. les traités généraux de droit civil, en particulier : Wahl dans son ouvrage sur les titres au porteur ; Planiol, Cours de droit civil, 2^e édition, t. I, n° 270, et note.

à la charge de son auteur (1). Les textes romains qui semblent contraires (v. p. 16, n. 1) ont simplement eu pour but de dire que la tradition n'était plus nécessaire pour la perfection du contrat de donation (2). Mais on ne saurait en conclure que la nécessité de l'acceptation était disparue avec la nécessité de la tradition. Pour que la loi *si quis argentum* puisse être interprétée dans ce sens, il faudrait prouver que Justinien a entendu non seulement innover, mais renverser les anciens principes; une telle transformation du droit des obligations n'a pu être opérée tacitement; la loi 35, § 5, dit qu'il n'est plus besoin de tradition, mais elle ne va pas plus loin, elle n'écarte pas la nécessité de l'acceptation. C'est donc que celle-ci doit intervenir même sous Justinien.

Le droit germanique n'est guère plus favora-

(1) V. Paul: Sentences, livre V, titre 12, § 9: « Ex nuda pollicitatione nulla actio nascitur ». Qu'il y ait exception dans les cas du votum (promesse à une divinité) et de la pollicitatio faite à une cité, la chose est contestable. En tout cas, il n'y aurait là qu'une exception qui confirme la règle.

(2) C'est Justinien qui a supprimé l'exigence d'une forme quelconque pour la formation du contrat de donation. Loi *si qui argentum*, 35, § 5, Code, de donationibus, livre VIII, titre 54.

ble à la théorie de l'engagement par déclaration de volonté unilatérale. Le Code civil allemand la prohibe en principe. (Art. 130 à 132.) (1).

Elle repose d'ailleurs sur une équivoque, car elle suppose l'action d'une volonté unique là où en réalité deux volontés agissent, ne remarquant pas suffisamment que la deuxième déclaration de volonté n'a pas besoin d'être contemporaine de la première (2).

Envisagée non plus comme l'expression de notre droit positif mais comme conception législative, elle serait dangereuse. Lorsque l'obligation sort d'un contrat, le promettant est éclairé par les pourparlers qui précèdent le contrat, l'intervention de son cocontractant le met en garde ; mais si cette obligation pouvait sortir de toute manifestation unilatérale

(1) V. Siegel, *op. cit.*, p. 44.

(2) Planiol, t. I^{er}, 2^e éd., n° 270 et n. : « L'unité de volonté n'est qu'apparente. Ainsi le testament ou l'offre de vente ne peuvent avoir d'effets par eux-mêmes ; il faut que plus tard une autre volonté se rencontre qui vienne se joindre à la première, et c'est alors seulement que l'effet juridique se réalisera par l'acceptation du legs ou l'acceptation de l'offre. » « On veut par exemple que celui qui crée un titre au porteur (promesse de payer au porteur du billet quel qu'il soit) s'oblige par sa seule volonté ; mais comme on subordonne la naissance de l'obligation à la négociation du titre, c'est-à-dire à son acceptation par quelqu'un, on suppose la formation d'un contrat. »

de volonté, chacun devrait peser rigoureusement ses paroles et ses écrits, sinon la preuve par témoins, par exemple, telle qu'elle est organisée chez nous, serait pour lui pleine d'embûches. Elle rendrait la propriété instable, la consistance du patrimoine incertaine. Tant que l'acceptation n'est pas intervenue, on ne peut savoir qui sera finalement titulaire du droit.

Aussi n'éprouvons-nous aucune tentation d'accepter cette théorie ; nous ne voulons pas nous mettre en contradiction avec les principes les plus élémentaires de notre législation. Il n'y a là qu'une mauvaise explication de réserve que l'on donne en désespoir de cause au moment où l'on ne sait plus quelle nature juridique attribuer à un acte. Nous nous garderons bien d'y recourir pour fonder l'obligation du souscripteur. Nous considérons le point suivant comme acquis : le souscripteur ne peut s'obliger par l'effet de sa seule volonté ; tant qu'une autre volonté n'aura pas concouru avec la sienne, il ne sera pas obligé.

Serait-elle exacte, elle serait insuffisante à expliquer la situation créée par l'organisation d'une souscription. Il y a ici autre chose qu'une question de naissance d'obligation à la charge du souscripteur. Si cette obligation est née, qui doit en être le titulaire ? Qui pourra en

poursuivre l'exécution ? Le bénéficiaire sans aucun doute est-on tenté de répondre. Mais l'organisateur ne peut-il pas être investi du droit et par là le faire exécuter ? Quelle est la position de ce dernier aussi bien à l'égard du souscripteur qu'à l'égard du bénéficiaire ? La théorie de l'engagement par déclaration de volonté unilatérale, fût-elle, vraie est trop simple pour qu'avec son aide on puisse répondre à toutes ces questions que nous aurons plus tard à trancher avec d'autres qu'il nous est inutile d'indiquer pour le moment.

§ 2. — *Examen critique du système de la donation.*

Il est impossible de voir dans la souscription organisée uniquement une donation pure et simple. — Avec le système de la donation, on affirme qu'il y a dans la souscription, comme dans la donation, dépouillement de l'un des contractants et enrichissement à titre gratuit de l'autre ; le souscripteur s'appauvrit, dit-on, en faveur du bénéficiaire. Que cela se produise très souvent, nous l'admettons. Il en est ainsi en dernière analyse dans toutes les souscriptions ouvertes dans un but charitable ou philanthropique, et elles sont nombreuses, mais il en existe qui répondent à d'autres buts. Les trois exemples suivants, dont l'importance

pratique est indéniable, vont nous en fournir la preuve.

Un éditeur, avant de publier un ouvrage, veut, par mesure de prudence, consulter l'opinion publique pour savoir s'il trouvera des preneurs en quantité suffisante. Pour cela il organise une souscription, lance un prospectus, et invite le public à s'inscrire à des conditions déterminées. Ce mode de publication a pris le nom de souscription littéraire (1). Si l'ouvrage plaît aux conditions offertes, le public souscrit. Mais le souscripteur, en payant ou en s'engageant à payer sa souscription, entend avoir droit à l'œuvre littéraire lorsqu'elle paraîtra ; il n'a pas l'intention de se dépouiller purement et simplement et de procurer à l'éditeur un enrichissement gratuit. A y regarder de près, il n'est autre chose que l'acheteur d'une chose future (2). Or, il ne viendra à l'idée de personne d'assimiler la vente à la donation.

Un état a besoin de capitaux. Il peut ouvrir une souscription publique. Il appelle alors à souscrire tous les particuliers. Mais ceux-ci

(1) Sur les souscriptions littéraires, v. Ruben de Couder, v^o Libraire-éditeur ; Dalloz : Répertoire alphabétique et Supplément audit Répertoire, v^o Souscription littéraire.

(2) Sur la vente de choses futures, v. Planiol, II, 2^e édit., n^{os} 1008 et 1368.

ne consentiront à souscrire qu'après avoir examiné la sécurité du placement et le taux de l'intérêt qui leur aura été offert. Ce n'est que si l'État leur donne satisfaction sur ce point qu'ils répondront à son appel. L'opération sera alors en réalité un prêt à intérêt. Il ne peut encore ici être question de donation (1).

Une société est en voie de formation. Les fondateurs ont besoin d'argent. Ils organisent une souscription publique et émettent des actions; ils promettent par là, personnellement, d'attribuer à chaque souscripteur, sinon toutes les actions qu'il aura souscrites, du moins un nombre proportionnel à sa souscription. Quant au souscripteur, il s'engage à effectuer les versements appelés sur les titres,

(1) Cependant l'État, quand il s'adresse à ses nationaux, dans des périodes particulièrement critiques, fait quelquefois appel à leur patriotisme, à leurs sentiments, pour obtenir d'eux les ressources qui lui sont nécessaires, en ne leur offrant que des avantages bien inférieurs à ceux que comporte l'état du marché. Les emprunts contractés dans ces conditions prennent le nom de souscriptions patriotiques. Il est juste d'y trouver une donation.

Des emprunts de ce genre ont été tentés en France en 1830 et en 1848. Dans les deux tentatives, les résultats furent médiocres, puisque sur 100 millions demandés par l'État, celui-ci n'en obtint qu'un vingtième. Après la guerre de 1870, les deux grands emprunts de 2 et 3 milliards ont pleinement réussi. Sur ces points, v. Cauwès, t. IV, n° 1305.

mais ce n'est qu'en retour des avantages promis ; il entend devenir associé et participer aux profits qui résultent de cette qualité. Pas de place encore ici pour la donation (1).

Dans ces trois cas de souscription il est facile de reconnaître le but intéressé poursuivi par le souscripteur. S'il s'engage à payer ce n'est qu'en considération du bénéfice qu'il retirera de l'acte. Il veut avant tout faire une opération utile. C'est une spéculation.

Il est donc évident que le souscripteur ne s'appauvrit pas toujours en faveur du bénéficiaire. En serait-il ainsi, on ne pourrait considérer la souscription comme une donation pure et simple, car on y trouve en principe non pas deux personnes, comme dans la donation, mais trois personnes.

En outre du souscripteur et du bénéficiaire, la souscription nous met en effet en présence d'une troisième personne dont on ne peut, au moyen de l'idée seule de libéralité, déterminer ni la situation juridique, ni les droits qui peuvent lui être conférés, ni les obligations dont

(1) V. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 686 *bis* ; Deloison, t. II, n° 320 ; Ostrorog, p. 72 ; Boistel, n° 224. Ces auteurs considèrent la souscription d'actions comme un contrat synallagmatique. M. Thaller, n° 402, prétend qu'il est simplement unilatéral, le preneur d'actions étant, dit-il, seul obligé.

elle peut être tenue. Nous voulons parler de l'organisateur de la souscription. Il est téméraire d'en faire abstraction, on peut même dire que son rôle est fort important. N'est-ce pas lui qui prend l'initiative de l'œuvre à réaliser, qui la dirige ? N'est-ce pas envers lui que les souscripteurs s'engagent ? Ne faut-il pas lui reconnaître action vis-à-vis d'eux pour les contraindre à exécuter vis-à-vis de lui leurs engagements ? D'un autre côté, n'est-il pas obligé envers les souscripteurs à réaliser le but visé par eux, à rendre compte de ses actes ? Il faut pouvoir expliquer ces droits et ces obligations, ces rapports de droit actifs et passifs. Le système de la donation est aussi silencieux que la théorie de l'engagement par déclaration de volonté unilatérale sur tous ces points qui résultent de faits certains ; il est impuissant à les expliquer.

Il conduit, peut-on ajouter, à des conséquences suffisantes pour le faire rejeter (1).

Si l'on déclare, en effet, que la souscription est une donation, il y a lieu de lui appliquer les

(1) Toutefois cet argument, tiré des conséquences, n'est pas très probant. Les meilleurs principes ont parfois des conséquences funestes : il en est ainsi de la prescription. Excellente en principe, nécessaire à l'ordre social, il lui arrive de fournir les moyens de consacrer une iniquité, de couvrir une spoliation.

règles de forme contenues dans les articles 931 et 932 du Code civil :

ART. 931. — Tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats; et il en restera minute, sous peine de nullité.

ART. 932. — La donation entre vifs n'engagera le donateur et ne produira aucun effet que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès. L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur, par acte postérieur et authentique dont il restera minute; mais alors la donation n'aura d'effet à l'égard du donateur que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié.

L'absence de ces formalités rend la donation existante : d'où toute personne intéressée peut en demander la nullité ou plutôt la faire constater en justice ; ce qui aura été payé en exécution de cet acte pourra être répété.

Ainsi si la souscription est une donation, les souscripteurs, ou leurs héritiers, pourront se soustraire à l'exécution de leurs engagements, qui n'auront pas été pris en la forme authentique ou qui n'auront pas été acceptés dans cette forme ; il leur suffira pour cela d'opposer l'omission des formalités requises pour la validité des donations. D'un autre côté, il faudra que l'acceptation de la souscription par le bé-

néficiaire soit notifiée aux souscripteurs ; jusqu'à cette notification les souscripteurs seront considérés comme ignorant légalement l'acceptation ; par suite le contrat ne sera pas formé, les souscripteurs resteront toujours propriétaires, chacun d'eux pourra rétracter son offre et, s'il meurt avant la notification, il n'y aura pas eu de convention. Mais, en exigeant ces formalités, on rend impossible toute souscription. Comment organiser une souscription, s'il faut recourir à l'intervention notariale pour constater l'engagement des souscripteurs qui, la plupart du temps, ne déboursent qu'une somme minime ? Comment se fera l'acceptation du bénéficiaire ? Et, ce qui est plus rigoureux encore, comment exiger la notification de l'acceptation à chaque souscripteur ? La souscription, pour réussir, doit être faite rapidement et sans frais. Avec ce système, nous n'avons aucune célérité, aucune économie. On peut même dire que le montant de la souscription sera presque toujours absorbé par les frais.

Voilà les résultats auxquels on aboutit en considérant la souscription comme une donation ordinaire. Il faut bien avouer qu'ils sont de nature à faire réfléchir ; il serait injuste de n'en tenir aucun compte. Mais nous n'avons pas besoin de les prendre en considération ;

nous ne tenons pas à les invoquer pour écarter le système de la donation pure et simple. Nous avons démontré que le souscripteur n'est pas toujours un donateur, que l'idée de donation ne nous renseigne pas sur la situation de l'organisateur. Ces deux points établis sont suffisants pour nous permettre d'affirmer qu'une souscription organisée n'est pas une donation pure et simple.

Ne serait-elle pas alors une donation avec charges ?

La question devient ici plus délicate, car la donation avec charges, que les anciens auteurs appelaient *donatio sub modo, modalis*, peut mettre en jeu, comme la souscription organisée, trois personnes : le donateur, le donataire et le bénéficiaire de la charge. Si on considère la souscription organisée comme une donation avec charges, on ne peut donc s'attirer le reproche de faire silence sur la situation de l'organisateur, de donner une réponse simple à une demande compliquée. Mais est-il exact qu'il y ait identité de situation entre le souscripteur et le donateur, entre l'organisateur et le donataire en premier, entre le bénéficiaire de la souscription et le donataire en second d'une libéralité *sub modo* ?

Les trois arguments suivants peuvent être produits à l'encontre du système de la donation avec charges.

1^{er} argument. — La donation avec charges est soumise, comme la donation pure et simple, aux formalités des articles 931 et 932 du Code civil. La souscription organisée serait impraticable si elle y était sujette. Elle n'est donc pas une donation *sub modo*.

2^e argument (1). — Dans la donation avec charges, les charges sont une condition ou plutôt une restriction à la donation, le donateur, qui pouvait ne rien donner, donne, mais en imposant une condition qui diminuera d'autant la libéralité, la charge et la libéralité s'adressent à la même personne, au donataire. Dans la souscription, au contraire, le produit de la souscription va tout entier au bénéficiaire et la charge s'adresse à l'organisateur.

3^e argument. — Admettre que l'organisateur est donataire du montant de la souscription, à charge par lui d'employer les fonds au but visé par les souscripteurs, est inadmissible. Il faudrait alors lui reconnaître un droit propre

(1) V. note de M. Claro.

sur le montant. En conséquence, il pourrait ou le réclamer pour lui ou le garder, s'il lui avait été déjà versé, au cas où, sans aucune faute de sa part, il ne pourrait plus accomplir la mission qu'il a promise. Ceci arrivera notamment lorsque le but de la souscription ne pourra plus être atteint par suite d'un événement indépendant de la volonté de l'organisateur, d'un cas de force majeure dont il ne serait pas responsable, comme la mort de la personne en faveur de laquelle la souscription était ouverte.

Ces raisons ne nous paraissent pas assez solidement fondées pour faire écarter la donation avec charges dans tous les cas.

D'abord, s'il est vrai que les donations avec charges doivent en principe être soumises, comme les donations directes, aux formes des articles 931 et 932 du Code civil, il n'en est pas moins certain que ce principe comporte de nombreuses exceptions. La souscription organisée peut, nous le verrons, rentrer parfois dans l'une de ces exceptions ; les formes solennelles ne pourront plus alors l'entraver. Ce n'est d'ailleurs pas parce qu'une règle est rigoureuse qu'il faut l'abandonner.

Avec le second argument, on a tort de dire que la souscription va tout entière au bénéficiaire et la charge à l'organisateur. Certes, en

dernière analyse, c'est le bénéficiaire qui recueille la souscription, mais celle-ci ne peut-elle pas séjourner dans le patrimoine de l'organisateur avant de prendre place dans celui du bénéficiaire? Nous verrons que la chose est non seulement possible juridiquement, mais qu'elle est même quelquefois très pratique. Et il n'en résulte pas pour cela que l'organisateur aura le droit de garder pour lui le montant de la souscription, lorsque, sans qu'il y ait faute de sa part, il ne pourra plus exécuter la charge. Nous fournirons cette preuve plus loin. Le troisième argument, à l'encontre de la donation avec charges, sera alors également détruit.

Donc, si l'on veut repousser la donation *sub modo* comme explication de la souscription organisée, il faut invoquer une autre raison meilleure que les trois précédentes. Pour nous, elle est toute trouvée, nous n'avons qu'à nous rappeler pourquoi nous avons critiqué la donation ordinaire. Un des principaux griefs que nous lui avons adressés est de prendre le souscripteur pour un donateur dans tous les cas. Ce même grief peut être adressé à la donation *sub modo*, car le donateur *sub modo* se dépouille gratuitement (1). Nous avons

(1) Toutefois, il en est autrement dans le cas spécial où le

démontré qu'il n'en est pas de même du souscripteur.

Nous n'avons pas à nous attarder à la réfutation des divers arguments tirés des textes de jurisprudence que nous avons cités en faisant l'exposé du système de la donation. Il en découle simplement que la souscription organisée peut contenir et contiendra souvent une libéralité. Mais nous savons désormais qu'il ne faut pas leur attribuer une portée qu'ils n'ont pas, et dire que la souscription est uniquement une donation.

Nous pouvons conclure : jamais une souscription organisée ne pourra être considérée comme une donation pure et simple ; elle ne sera pas toujours une donation avec charges.

§ 3. — *Examen critique du système de la jurisprudence.*

La jurisprudence, effrayée sans doute par les conséquences auxquelles mène l'idée de donation appliquée à la souscription, et guidée

donateur a stipulé la charge à son profit, et où la charge est égale à la donation ; mais alors il est vrai de dire qu'il y a là non une donation, mais un acte à titre onéreux dans lequel le prétendu donateur se fait payer par l'autre partie le profit qu'elle réalise. V. Pau, 4 juin 1873 ; S. 73, 2, 140 ; D. 74, 2, 84.

aussi par le peu de faveur que méritent les souscripteurs repentants ou récalcitrants, qui, pour ne point exécuter leurs engagements, invoquent l'inaccomplissement des règles de forme des articles 931 et 932, a, nous l'avons vu, reconnu à la souscription un caractère tout à fait opposé ; elle a envisagé la souscription comme un contrat synallagmatique, commutatif et à titre onéreux.

Mais cette manière de voir, appliquée d'une façon absolue à la souscription organisée, n'est pas à l'abri de toute critique.

Pour la combattre nous n'allons point prétendre que le souscripteur se dépouille toujours gratuitement ; nous nous mettrions ainsi en contradiction avec nous-mêmes, puisque nous avons prouvé par les exemples du souscripteur littéraire, du souscripteur d'actions, qu'il fait parfois un contrat commutatif.

Nous désirons seulement établir le point suivant : dans les trois cas que nous allons passer en revue et dans lesquels les tribunaux ont décidé que le souscripteur faisait un contrat commutatif, il ne faisait en réalité qu'un acte à titre gratuit.

Examinons les raisons données comme fondement à son assertion par la jurisprudence elle-même.

S'agit-il d'une souscription pour la construction d'une église ? elle considère que la souscription faite par un particulier « est un contrat intéressé pour un service public qui doit profiter au souscripteur comme aux autres habitants ». (Arrêt de la Cour de Paris du 11 décembre 1827 précité).

Sommes-nous en présence d'une souscription pour une sonnerie d'église ? elle trouve que le souscripteur reçoit en échange de ce qu'il débourse un équivalent qui est dans l'espèce « la satisfaction de sa fantaisie ou de sa vanité ». (Bourges, 12 février 1862, précité.)

Dans le cas d'une souscription pour la construction d'une synagogue, le souscripteur conclut encore d'après elle « un contrat intéressé pour l'édification d'un monument qui doit lui profiter comme aux autres fidèles du culte israélite ». (Tribunal d'Oran, 2 octobre 1894, précité.)

Nous sommes persuadés que ces motifs n'ont aucune valeur, et que le pourvoi formé contre l'arrêt de Paris que nous venons de citer, bien qu'il ait été rejeté, suffit à les repousser : « Il importe peu, y est-il dit, que la donation fût intéressée, c'est-à-dire que le donateur dût participer à l'avantage commun qui devait résulter de la construction projetée :

il n'y a pas de fondation, pas de legs à un établissement public ou à une commune, dont l'avantage ne doive être partagé par le donateur, le testateur ou sa famille. »

Et en effet, en se plaçant au point de vue des décisions que nous venons de signaler, on pourrait se demander quelle est la donation qui ne constitue pas un contrat commutatif. Celui qui donne poursuit toujours dans une certaine mesure une satisfaction personnelle. Celui-ci donne par charité, pour soulager une misère, pour secourir une infortune ; celui-là pour se procurer le plaisir de faire un heureux ; un troisième pour s'attacher quelqu'un par les liens de la reconnaissance ; un autre pour satisfaire un devoir de conscience, un sentiment de délicatesse, d'honneur, de respect humain ; un autre est poussé par la vanité, par l'ambition de se faire une réputation de richesse ou de générosité.

Donc s'il suffit, pour que le contrat soit commutatif, que la partie qui s'oblige poursuive une satisfaction personnelle, il faut logiquement décider que la donation est commutative, car nous venons de voir que le donateur n'agit pas sans but ; et il faudrait en dire autant de tout contrat, car un homme sensé ne contracte pas sans motifs. Tous les contrats seraient

donc des contrats commutatifs. C'est là que nous mène sûrement le système de la jurisprudence, s'il faut décider avec elle que la souscription est un contrat commutatif, parce que le souscripteur, en échange de la somme qu'il débourse, satisfait sa vanité, son ambition. Mais personne n'oserait accepter une pareille solution.

La jurisprudence a eu le tort incontestable, pour déterminer la nature du contrat, pour savoir s'il est à titre onéreux ou à titre gratuit, de prendre en considération les mobiles qui ont poussé le souscripteur à agir. Ces mobiles ne sont autre chose que les motifs de l'action du souscripteur ; ces motifs peuvent être aussi multiples que variés, mais ils n'exercent pas plus d'influence sur la nature du contrat que sur son existence.

Elle aurait plutôt dû tenir compte de la cause directe, immédiate de l'acte du souscripteur, de celle qui est la même dans tous les actes juridiques du même genre ; elle se serait alors aperçue que la vraie cause de l'acte du souscripteur est dans les trois espèces qu'elle avait à trancher, une intention libérale (1),

(1) Avec la majorité des auteurs, nous croyons que la cause de la donation est l'intention libérale. V. cependant

l'animus donandi. Elle n'aurait pas alors décidé, comme elle l'a fait, que la souscription est un contrat intéressé commutatif.

Certes, il est parfois délicat de dire quand tel acte est à titre onéreux et quand il est à titre gratuit (1). Toutefois, en employant le procédé suivant que nous empruntons à M. Planiol (2), il devient facile de se prononcer. Il nous donnera la preuve que le souscripteur ne faisait pas, dans les trois cas signalés, un contrat intéressé. Voici en quels termes s'exprime le savant auteur : « Le caractère gratuit ou onéreux d'un contrat s'apprécie uniquement d'après les relations des parties entre elles ; il dépend de la réciprocité des prestations ou des engagements qu'elles échangent. Si chacune d'elles donne à l'autre quelque chose ou prend envers elle un engagement en retour de ce qu'elle reçoit, l'acte est à titre onéreux ; son résultat est caractéristique et facile à reconnaître. Vérifiez la valeur des patrimoines des deux parties avant et après

Planiol, 2^e édit., t. II, p. 322 ; Laurent, t. XI, n^o 506. Ces auteurs décident que la cause de la donation n'est que son motif.

(1) Sur cette question, v. Tribunal de Langres, 15 mars 1900 ; D. 1900, 2, 422 ; Chambéry, 8 juillet 1891 ; D. 92, 2, 137.

(2) Note sous Nîmes, 22 janvier 1890 ; D. 91, 2, 113.

l'opération ; dans les conditions normales vous devez trouver le même chiffre, ou du moins les variations qui doivent être constatées ne doivent pas dépasser les limites d'incertitude que comporte toujours une estimation de ce genre. Si cette réciprocité fait défaut, c'est-à-dire si l'une des parties donne ou fait quelque chose sans rien recevoir en retour, l'acte est à titre gratuit. Peu importe que la personne ainsi gratifiée se trouve engagée en vertu de l'acte dans des dépenses nouvelles. L'acte ne perd pas pour cela son caractère, car elle n'en a pas moins reçu une valeur qu'elle n'a pas payée et qui a augmenté d'autant sa puissance d'action ».

Faisons l'application de ces règles si clairement exposées aux cas qui nous occupent. Examinons le patrimoine du souscripteur avant et après l'opération. Il ne nous paraît pas téméraire d'affirmer qu'après l'opération son patrimoine est diminué de tout le montant de sa souscription ; nous ne trouvons plus le même chiffre d'actif dans sa fortune. En conséquence, il a fait un acte à titre gratuit et non un contrat commutatif.

On peut objecter : dire que le souscripteur ne fait pas un contrat commutatif, c'est oublier qu'il est stipulant, qu'il ne se dépouille pas

purement et simplement; il souscrit pour que l'œuvre, en vue de laquelle la souscription a été ouverte, soit réalisée; il donne pour que l'église ou la synagogue soit bâtie.

Nous reconnaissons que le souscripteur est un stipulant. Il est clair, en effet, que lorsqu'il s'engage à payer ou paye effectivement, il entend bien obtenir l'engagement qu'on fera emploi de ses deniers selon son intention, et il compte pouvoir poursuivre, au besoin, l'exécution de cet engagement.

Mais en résulte-t-il qu'il fasse un contrat commutatif? Nullement. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que l'obligation qu'il a stipulée soit d'une valeur égale à ses déboursés, et aussi que cette obligation lui profite à lui personnellement, ou que la charge qu'il a fait promettre soit établie en sa faveur. Or il n'en est point de même ici. Une fois l'église construite, c'est la commune seule qui en deviendra propriétaire, et c'est elle seule, et non point les souscripteurs, qui profitera de la charge.

De ce que le souscripteur s'est obligé et s'est aussi fait promettre un engagement, il découle simplement qu'il a fait un contrat synallagmatique, et encore faut-il supposer pour cela qu'il a obtenu cet engagement de la personne

qui doit profiter du montant de la souscription.

Nous avons ainsi établi que le souscripteur ne fait pas un contrat commutatif dans les espèces que nous venons d'étudier ; le système de la jurisprudence est donc erroné : on ne peut recourir à lui pour expliquer la nature de ces souscriptions.

Disons mieux : Supposons qu'il soit exact que le souscripteur fasse un contrat commutatif dans tous les cas. Cette manière de voir ne nous donnerait pas entière satisfaction, car elle n'expliquerait pas suffisamment la souscription organisée. Ce qui nous a fait rejeter les opinions précédentes, sauf celle qui fait de l'acte du souscripteur une donation avec charge, c'est que ces opinions ne nous rendent aucun compte de la situation de l'organisateur. Cette raison existe avec la même force pour faire écarter le système de la jurisprudence, car, pas plus que l'engagement par déclaration de volonté unilatérale, pas plus que la donation simple, le contrat commutatif de la jurisprudence ne nous renseigne sur les droits et les obligations de l'organisateur.

Concluons que jamais une souscription organisée n'est uniquement un contrat commutatif, bien qu'il soit possible, comme nous

l'avons vu, qu'elle contienne un contrat de ce genre (1).

§ 4. — *Examen critique du système du mandat.*

Nous avons adressé à la plupart des opinions que nous venons d'examiner un reproche fondamental: celui de faire silence sur la situation de l'organisateur. Le système qui considère la souscription comme un mandat donné par le souscripteur, à l'organisateur ne peut être blâmé sur ce point: l'organisateur n'y est pas, en effet, laissé de côté, on comprend qu'il joue un rôle important dans la souscription puisqu'on lui donne la qualité de mandataire du souscripteur. — Toutefois, cette façon d'envisager la question peut être et a été l'objet de plusieurs griefs.

(1) Le système de la jurisprudence conduit notamment aux conséquences suivantes :

1° Aucune règle de forme n'est exigée pour la validité de la souscription ;

2° La condition résolutoire y est sous-entendue pour le cas où l'une des parties ne satisferait point à son engagement (Art. 1184, Code civil) ;

3° Si les parties veulent constater la souscription par acte sous seing privé, cet écrit doit être dressé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct (Art. 1325).

Tout d'abord on peut remarquer que le mandat est un contrat unilatéral, ce qui veut dire qu'au moment de la formation du contrat, il n'y a qu'un seul obligé, le mandataire, qui s'engage à accomplir le fait promis. Quant au mandant il ne s'oblige à rien par le contrat, ce n'est que plus tard qu'il peut se trouver obligé envers le mandataire. Avec le mandat nous sommes donc en présence d'un contrat synallagmatique imparfait ; ce n'est pas, en effet, un contrat synallagmatique ordinaire, car l'obligation du mandant ne naît pas directement du contrat, mais de certains faits postérieurs qui peuvent ne pas se produire (1).

Dans la souscription, au contraire, il est impossible de ne pas s'apercevoir qu'il peut y avoir, dès le début, naissance d'obligation non pas seulement à la charge de l'organisateur, mais aussi du souscripteur. Dès l'origine le souscripteur doit payer le montant de sa souscription, et l'organisateur doit employer les fonds suivant leur destination.

En outre, dans le mandat, le mandant doit rendre indemne le mandataire des déboursés qui lui sont occasionnés par l'exécution de

(1) V. articles 1103, 1999 et suivants du Code civil.

sa mission; dans la souscription le souscripteur n'indemnise pas nécessairement l'organisateur de ses dépenses.

Enfin, d'après l'article 2003 du Code civil, « le mandat finit : par la révocation du mandataire, par la renonciation de celui-ci au mandat, par la mort, l'interdiction ou la déconfiture soit du mandant, soit du mandataire ».

Comment faire l'application de ce texte en matière de souscription? Suivant un principe applicable à toutes les conventions, le caractère et les effets d'une souscription se déterminent par l'intention de ceux qui y ont pris part; or, il est évident que le promoteur d'une souscription et les souscripteurs ont voulu faire quelque chose de réalisable, et leur but serait le plus souvent manqué s'il n'existait entre eux que les rapports de mandant et de mandataire; celui-ci, en effet, dans une œuvre d'une réalisation surtout lente, serait incessamment arrêté si le contrat prenait fin par les causes énumérées dans l'article 2003.

Ces considérations ont fait tenir à M. Ruben de Couder le langage suivant (1): « Il faut

(1) Note sous Besançon, 26 mai 1882; Sirey, 83, 2, 121 précités.

écarter résolument toute idée de mandat donné par les souscripteurs à la ville (organisateur). Celle-ci n'accomplit pas un mandat, autrement il y aurait lieu d'admettre que les souscripteurs seraient libres de révoquer à tout instant leur mandataire, de retirer de ses mains les fonds qu'ils y auraient versés, d'arrêter l'achèvement de l'œuvre, de changer l'affectation des sommes recueillies, toutes conséquences absolument inadmissibles. »

Nous trouvons à peu près la même pensée, bien qu'elle soit exprimée en termes moins catégoriques, dans une note sous un arrêt de la Cour de cassation du 3 mars 1885 (1): « Le lien de droit formé entre les souscripteurs et le comité, s'il participait du mandat, était d'une nature particulière; les mandants qui ne constituaient point dans leur ensemble un corps organisé, ayant une personnalité civile, avaient contracté individuellement avec le comité par le fait même de leurs versements, le chargeant uniquement de répartir les souscriptions; ils eussent pu sans doute à ce moment subordonner leurs souscriptions à une condition quelconque, pourvu qu'elle fût licite, mais le mandat, une fois donné,

(1) D. 85, 1, 411.

ne paraissait plus susceptible d'extension ni de modification. On comprendrait difficilement en effet que chaque souscripteur, considéré isolément, ait pu après coup révoquer le mandat confié au comité, ou changer l'affectation des fonds par lui versés ; les mandants ne conservaient d'autre droit que celui d'agir contre le comité, leur mandataire au cas où il serait fait de ces fonds un usage contraire à leurs intentions. »

Le lien de droit qui unit le souscripteur à l'organisateur est-il ou non un mandat ? Est-il un mandat spécial ? Nous réservons cette question. Qu'il nous suffise de dire, pour le moment, qu'il est impossible de voir dans la souscription simplement un mandat. Il se peut qu'elle contienne un mandat ; mais il nous paraît certain que le mandat à lui seul ne peut expliquer les droits et obligations qui naissent de la souscription. Nous avons établi que la souscription n'est pas une donation, qu'elle n'est pas davantage un contrat commutatif, il nous est facile de fournir la preuve qu'elle n'est pas non plus un mandat.

Le mandat, en effet, tout comme la donation et le contrat commutatif, est une convention simple intervenant entre deux personnes ; il se peut qu'il rende compte des droits et des

obligations du souscripteur et de l'organisateur entre eux, comme il se peut que le contrat commutatif ou la donation explique la situation du souscripteur et du bénéficiaire entre eux ; mais, de même que nous avons constaté l'impuissance de la donation et du contrat commutatif à déterminer la situation de l'organisateur, de même il faut bien avouer que le mandat contient, en ce qui concerne le bénéficiaire, une véritable lacune. Le reproche d'insuffisance adressé aux systèmes précédents peut aussi être adressé au système du mandat ; ce dernier perd de vue le bénéficiaire comme les premiers ont perdu de vue l'organisateur. C'est précisément pour cela que la souscription organisée ne peut être uniquement un mandat.

Il nous reste à examiner le système de M. Claro, dont nous avons donné plus haut l'exposé.

§ 5. — *Examen du système de M. Claro.*

Ce système a sur les précédents des avantages indiscutables. Tout d'abord il nous montre avec raison que la souscription n'est pas, comme la donation et le mandat, un contrat simple, mais qu'elle crée une situation complexe entre trois personnes juridiquement

distinctes : le souscripteur, l'organisateur et le bénéficiaire. Pour expliquer le fonctionnement de cette institution, il faut, comme le dit lui-même M. Claro (1) : « non pas la faire rentrer dans le cadre trop étroit des contrats simples prévus par le Code civil, lesquels par essence ne mettent en présence que deux personnes juridiques », mais, « ainsi que cela se passe pour cet autre contrat complexe qu'est l'assurance sur la vie, faire appel à plusieurs de ces contrats simples chevauchant en quelque sorte l'un sur l'autre ».

C'est là une assertion que l'analyse de la souscription et le bon sens lui-même nous présentent comme entièrement fondée. Il est, en effet, naturel, conforme à l'intention des parties, de distinguer dans la souscription organisée plusieurs rapports, de ne pas confondre la situation du souscripteur à l'égard du bénéficiaire avec celle que le même souscripteur a vis-à-vis de l'organisateur. Il y a là deux relations qui doivent être soigneusement séparées sous peine de tomber dans l'erreur. M. Claro a su dégager par l'analyse une distinction qui s'imposait et nous ne pouvons que l'approuver sur ce point.

(1) Note sous arrêt de Paris, 21 octobre 1902; D. 03, 2, 121, 2^e colonne.

Après avoir distingué les rapports du souscripteur avec le bénéficiaire d'une part, et les rapports du souscripteur avec l'organisateur d'autre part, M. Claro nous indique en quelle qualité le souscripteur agit. Vis-à-vis du bénéficiaire il agit en qualité de donateur, il fait au contraire avec l'organisateur un contrat commutatif.

Examinons ces deux propositions :

1^{re} Proposition. — Est-il vrai que le souscripteur soit un donateur par rapport au bénéficiaire ?

Nous connaissons la réponse qu'il faut donner à cette question. En combattant le système de la donation, nous avons démontré que le souscripteur ne se dépouille pas toujours sans stipuler pour lui-même un avantage égal à sa promesse. En combattant le système du contrat commutatif nous avons mis en lumière qu'il se dessaisit souvent gratuitement en faveur du bénéficiaire ; alors c'est bien en qualité de donateur que le souscripteur agit, et il devient juste de voir dans le bénéficiaire un donataire *lato sensu* (1) du souscripteur. Il en est ainsi dans l'espèce visée dans l'arrêt de

(1) Donataire *lato sensu*, c'est-à-dire donataire direct ou parfois donataire en second.

la Cour de Paris sous lequel M. Claro a exposé sa théorie.

2^e Proposition. — L'organisateur fait-il avec le souscripteur un contrat commutatif *do ut facias* ?

Un premier point est certain. Il ne peut s'agir ici d'un contrat *do ut facias* ordinaire. En effet, dans ce contrat une partie s'engage à transférer la propriété d'une chose à une autre qui, en retour, s'engage à accomplir pour celle-ci un fait. Cette convention est commutative lorsque le transfert de la propriété au profit de l'une peut être considéré comme constituant pour elle la compensation de l'engagement qu'elle a pris d'accomplir une prestation pour l'autre (1). Il ne se passe rien de semblable entre le souscripteur et l'organisateur. D'abord, nous verrons qu'il n'est point nécessaire et qu'il ne se produira pas toujours que le souscripteur fasse reposer sur la tête de l'organisateur le produit de la souscription. En second lieu, le fait que l'organisateur promet

(1) C'est bien ce que dit l'art. 1104 du Code civil ainsi conçu : « Le contrat est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est considérée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle. »

d'accomplir ne profite pas au souscripteur, mais au bénéficiaire.

D'un autre côté, admettons que la propriété passe sur la tête de l'organisateur et que le fait accompli par celui-ci profite au souscripteur, qu'il y ait, en d'autres termes, contrat *do ut facias* ordinaire entre le souscripteur et l'organisateur, il paraît difficile d'y voir toujours un contrat commutatif. Il suffit pour en être convaincu de supposer, ce qui arrive fréquemment, que le souscripteur s'engage pour une somme considérable, prenons par exemple une souscription de 10.000 fr. faite au profit des sinistrés de la Martinique. Dira-t-on que cette somme de 10.000 fr., fournie par un souscripteur généreux, n'est que l'équivalent de l'engagement pris envers lui par l'organisateur de joindre cette souscription aux autres et de la faire parvenir aux bénéficiaires? Ce n'est guère admissible. Certes, lorsque les souscriptions sont minimales, il n'est point déraisonnable de considérer le patrimoine du souscripteur comme diminué d'une valeur à peu près égale à celle qui sort du patrimoine de l'organisateur qui consacre à la souscription son temps et sa peine; mais un tel rapprochement choque l'esprit dès qu'il s'agit de souscriptions importantes.

Il n'y a donc pas un contrat *do ut facias* ordinaire entre le souscripteur et l'organisateur ; il est impossible aussi de lui reconnaître le caractère commutatif dans tous les cas.

Il ne peut donc être question que d'un contrat *do ut facias* spécial. Et sa spécialité consisterait précisément : d'une part, en ce que la propriété de la souscription ne ferait que passer sur la tête de l'organisateur qui servirait de personne interposée entre le souscripteur et le bénéficiaire, tout le profit de la souscription devant être, en fin de compte, recueilli par ce dernier ; et, d'autre part, en ce que le fait promis par l'organisateur serait aussi au profit du bénéficiaire et non du souscripteur.

Remarquons qu'ainsi entendu, ce contrat *do ut facias*, lorsqu'on l'examine de près, n'est autre chose qu'une donation avec charges dans laquelle le donateur ou souscripteur dispose de biens en faveur du donataire, à charge par celui-ci, organisateur, de transmettre la totalité de ces biens au bénéficiaire. C'est l'organisateur, le grevé, qui est seul donataire en droit, il a seul un titre à la revendication de la souscription, mais c'est le bénéficiaire qui finalement doit profiter de la disposition.

Un pareil contrat est-il conforme aux principes ?

Les arguments ne manquent pas en faveur de la négative.

On ne peut, dit-on, considérer le grevé comme donataire puisqu'il doit faire de la totalité des biens un emploi qui ne lui profite personnellement en rien. On ne peut le traiter comme bénéficiaire en droit puisqu'il ne retire aucun avantage de la disposition faite en sa faveur, puisqu'il n'est enrichi en aucune mesure; il n'est pas un donataire sérieux, son titre est mensonger, il n'est que donataire fictif; le vrai donataire, le seul, c'est le bénéficiaire car c'est à lui que s'adresse la pensée de libéralité du disposant (1). Tout au plus, si l'on veut que le grevé soit donataire, faut-il admettre qu'il puisse espérer profiter de la disposition, en garder le montant au cas où, sans qu'il y ait aucune faute de sa part, l'exécution de la charge serait devenue impossible; mais, si le grevé ne peut jamais escompter s'enrichir effectivement, il est absolument impossible de le considérer comme titulaire réel du droit.

Cependant nous croyons qu'une telle dona-

(1) V. Cassation, 21 juillet 1868; D. 69, 1, 40.

tion est permise alors même que le grevé ne pourrait jamais espérer retirer le plus faible avantage de la disposition.

Voici ce que M. Beudant (1) dit à propos d'un legs universel avec charge pour le légataire d'affecter à une fondation tous les biens transmis: « L'héritier ne reste pas moins héritier quoique la succession soit obérée ou même absorbée par les dettes ou charges; pourquoy en serait-il autrement des légataires et notamment du légataire universel, s'il accepte le legs ainsi fait et se contente du rôle d'intermédiaire qu'il implique? Où donc est-il écrit qu'un legs n'est sérieux que s'il doit enrichir le légataire? Ce qui constitue un legs c'est le droit qui résulte de la disposition, avec les charges qui y sont inhérentes; s'il est nécessaire que les biens transmis entrent dans le patrimoine de l'institué, il ne l'est nullement qu'ils y restent. Qu'importe alors qu'ils soient absorbés en partie ou même pour le tout par les dettes à payer ou les charges à exécuter? Qu'un

(1) Beudant : Note sous Besançon, 26 mars 1891 ; D. 93, 2, 1. Comp. Labbé : Note dans Sirey, 90, 1, 241 (Cassation, 6 novembre); Demolombe: Don. et test., IV, 533, 613; Aubry et Rau, VII, § 714; Labbé : Note sous Cass., 5 juillet 1886 ; Journal du Palais, 1890, 1, 609.

semblable legs ne réponde pas à l'idée vulgaire et courante, cela est certain; mais il répond à la notion juridique des legs et nul ne peut être inquiété quand il use d'un droit conformément à sa nature juridique. »

Ce raisonnement doit, il nous semble, s'appliquer avec la même force à la donation avec charges. Quelle est la nature juridique de la donation? C'est d'être une transmission de biens entre vifs. Dès lors que toutes les conditions requises pour la validité de cette transmission sont remplies et que le donataire est devenu, en vertu de son titre, propriétaire, il ne saurait être inquiété à raison de circonstances absolument étrangères à son droit de propriété. En attaquant une telle disposition par ce seul motif que le donataire s'est obligé en fait à tout rendre, on confond la charge réelle et la charge personnelle. La charge réelle consiste dans un démembrement du droit de propriété, si on l'apposait à une donation nul doute qu'elle n'affectât le droit même du donataire sur les objets donnés. Mais ce n'est pas dans ce sens qu'il faut entendre la charge d'une donation. Le mot charge employé par le Code civil en matière de donation exprime

en général l'idée d'obligation (1). Cette charge personnelle consiste essentiellement dans une obligation de faire, imposée par le disposant à son donataire ; cette obligation peut consister dans l'exécution d'un pur fait de sa part, elle peut aussi avoir pour objet l'accomplissement d'une prestation à exécuter sur la valeur des biens donnés. Susceptible dans ce dernier cas de réduire à néant l'avantage effectif que le donataire retire de la disposition faite à son profit, cette charge n'affecte cependant en rien l'étendue de son droit de propriété sur les biens donnés, par cela même qu'elle ne porte que sur l'emploi à faire de la valeur de ces biens. Le donataire est bien propriétaire, son droit n'est pas une simple espérance, il est réel, actuel, exclusif. Il n'y a pas à se poser la question de savoir s'il pourra profiter en fait de la disposition (2).

Et puisque le donataire est propriétaire, peu importe que le fait promis par lui soit à l'avantage du bénéficiaire, et non du souscripteur ou donateur, en d'autres termes, que la convention intervenue entre le donateur et le donataire, ou entre le souscripteur et l'organisateur, fasse

(1) V. art. 945, 954, 963 ; en matière de legs, 1009, 1012.

(2) Comparez Planiol : *Rev. crit.*, 1892, p. 518.

naître un droit au profit du tiers bénéficiaire. Cette stipulation est également valable. On ne saurait tirer argument de l'article 1119 du Code civil, qui défend de stipuler pour autrui ; car, si l'on discute le point de savoir si cet article doit encore recevoir de nos jours son application, personne ne doute de la validité des stipulations pour autrui dans les cas expressément prévus par l'article 1121. Ce texte décide que l'on peut stipuler pour autrui « lorsque telle est la condition d'une donation que l'on fait à un autre ». Or tel est bien le cas ici : le souscripteur donne à l'organisateur à charge par lui d'accomplir un acte qui profite au tiers, et lui confère un droit.

Il n'est donc exact de voir entre le souscripteur et l'organisateur un contrat *do ut facias* qu'à la condition de lui donner des caractères spéciaux qui l'assimilent en réalité à la donation avec charges ; et, nous venons de le montrer, il est conforme aux principes du droit.

Cependant si nous reconnaissons l'existence possible et la légalité d'une convention de cette nature entre le souscripteur et l'organisateur, nous désirons faire remarquer que cette convention n'interviendra pas toujours entre eux, qu'il n'y a même pas lieu de la pré-

sumer parce qu'elle est anormale, contraire aux notions courantes, et, par là, susceptible d'être en opposition avec l'intention des parties. L'explication que M. Claro donne des rapports du souscripteur et de l'organisateur peut être juste, nous verrons même qu'elle est parfois nécessaire si on veut faire produire effet à la souscription, mais il nous est impossible de l'adopter dans tous les cas de souscription. La raison qui nous empêche de l'accepter sans restrictions, est que l'organisateur devra être parfois considéré non comme un donataire, mais comme un représentant. Nous établirons qu'il pourra être le représentant non seulement du souscripteur, comme le veut le système du mandat que nous avons étudié, mais aussi du bénéficiaire. La seconde proposition de M. Claro sera alors, comme la première, insuffisante.

En résumé, l'opinion de M. Claro qui nous présente la souscription publique comme un contrat *sui generis*, formé de deux éléments : une donation et un contrat *do ut facias*, s'il est plus complet que les précédents systèmes, est encore trop étroit pour résoudre toutes les difficultés soulevées par l'organisation des souscriptions.

Elle a, comme conséquences, l'avantage de

permettre à l'organisateur d'agir directement contre le souscripteur pour le faire payer, mais encore faut-il qu'on ait observé les formalités prescrites par les art. 931 et 932 du Code civil, car, le fait que la charge est dans l'intérêt d'un tiers, n'empêche pas l'acte de conserver son caractère de donation.

SECTION III

Examen d'ensemble des divers systèmes. — Leur insuffisance. — Conclusion à en tirer.

Nous avons terminé l'examen détaillé des divers systèmes soutenus pour expliquer la nature des souscriptions organisées.

D'une façon générale, on peut dire : pour n'avoir pas aperçu que la souscription organisée met trois personnes en jeu, les quatre premiers systèmes nous ont renseigné d'une manière parfois fausse et toujours insuffisante. Le système de l'engagement unilatéral, comme celui de la donation pure et simple, et celui dit de la jurisprudence, oublie de nous parler de l'organisateur, comme le système du mandat laisse de côté le bénéficiaire. Dans une quatrième opinion, on a remarqué que la situation est plus complexe, et on a distingué

deux rapports : le rapport qui unit le souscripteur au bénéficiaire, et celui qui unit le souscripteur à l'organisateur. Cette manière de voir est exacte, bien que n'étant pas à l'abri de toute critique. On peut en effet lui objecter, comme au système de la donation pure et simple, que le souscripteur n'est pas toujours un donateur. Et il n'est nullement nécessaire, peut-on dire aussi, alors que le souscripteur est donateur, que ce soit l'organisateur qui soit donataire direct, car ce dernier peut très bien n'être qu'un représentant, c'est-à-dire une personne concluant le contrat, mais n'en recueillant pas les effets. Dans ce cas, ce sera le bénéficiaire qui les recueillera directement et non l'organisateur.

Désormais nous pouvons répondre à la question que nous nous sommes posée au début de cette étude : Parmi ces systèmes, en est-il un que nous puissions adopter intégralement ? Notre réponse ne peut être que négative. Il n'y en a pas un qui nous donne complète satisfaction ; nous avons démontré l'insuffisance des uns et des autres.

CHAPITRE III

Véritable nature des souscriptions organisées.

SECTION PREMIÈRE

Définition de la souscription indépendante de toute organisation. — Situations diverses de l'organisateur.

Après l'œuvre de destruction, du moins partielle, que nous avons accomplie, il nous faut construire une théorie générale des souscriptions organisées. Cette tâche peut paraître difficilement réalisable, surtout lorsqu'on songe aux idées contradictoires qui ont été émises et dont nous avons été les témoins. Elle le serait en effet si l'on parlait de l'idée de contrat unique.

Il est évident, pour nous maintenant, qu'un contrat simple, quel qu'il soit, ne peut servir de base à cette théorie ; et un contrat *sui generis*, quelque complexe qu'on le présente, ne peut obtenir plus de succès même en le décomposant et en y distinguant plusieurs relations juridiques. En effet il est nécessaire, pour lui donner une physionomie particulière qui le distingue des autres contrats, d'établir à

quels signes on le reconnaîtra, quels seront ses éléments essentiels. Il faudra, par exemple, déterminer le caractère intrinsèque de chaque relation, dire si le souscripteur fait un acte à titre gratuit ou un acte à titre onéreux, si les effets de cet acte doivent se produire dans le patrimoine de l'organisateur ou dans celui du bénéficiaire, etc., etc. Or, si bien que l'on s'y prenne, il sera impossible d'y répondre d'une façon toujours exacte et précise, car nous savons que le souscripteur fait tantôt l'un, tantôt l'autre, que les effets peuvent se produire parfois chez celui-ci, parfois chez celui-là.

Cependant cette tâche devient relativement facile, la plupart des décisions judiciaires, en apparence contradictoires, se concilient, et le laconisme des auteurs disparaît dès qu'on prend pour point de départ non plus l'idée de contrat, mais, comme nous allons le voir, une notion plus générale; lorsqu'on éclaircit les deux points suivants :

1° En quoi consiste une souscription abstraction faite de toute organisation ?

2° Quelle peut être la situation d'un organisateur ?

Pour répondre au premier point nous allons indiquer quelle est la signification du mot souscription.

Pris dans son sens étymologique (1), ce terme indique l'action, le fait matériel d'apposer une signature au bas d'un écrit; souscrire est alors synonyme de signer. Mais, en signant, le souscripteur manifeste la volonté de confirmer le contenu de l'écrit, il accepte les énonciations qu'il renferme; et c'est, sans doute, pour cette raison qu'on a été amené à donner au mot souscription un sens plus étendu et qu'on l'emploie au figuré pour désigner d'une façon générale l'acte par lequel une personne donne son adhésion à quelque chose (2).

En appliquant ce dernier sens aux notions juridiques et en le transportant plus particulièrement sur le terrain des obligations, il paraîtrait logique de dire que la souscription est l'acceptation d'une offre, l'adhésion à une sollicitation, l'expression d'une volonté qui se joint à une autre volonté et qui engendre ainsi une convention.

Toutefois nous ne pouvons accepter entiè-

(1) Il dérive du mot latin *subscribere*, écrire au-dessous.

(2) V. Dictionnaire de l'Académie et Dictionnaire de Littré.

rement cette définition de la souscription. Certes celle-ci n'est souvent qu'une acceptation, mais parfois elle est elle-même une offre. Les termes employés par la jurisprudence du Conseil d'État, surtout en matière de travaux publics, sont là pour l'attester. Le Conseil d'État emploie indifféremment les mots souscription, offre de concours, offre de subvention pour désigner la promesse faite de concourir à l'exécution d'un travail public (1).

La souscription n'est donc pas dans toutes les hypothèses une acceptation d'offre et ce n'est pas toujours une offre.

Pour la définir il faut recourir à une notion plus générale, découvrir l'élément essentiel qui se rencontre dans chacun de ces actes. Avec un peu d'attention il est facile de le trouver. Cet élément qui apparaît comme prépondérant dans toute offre et dans toute acceptation d'offre c'est la déclaration de volonté. La souscription n'est au fond qu'une déclaration de volonté. Isolée elle ne peut

(1) V. Conseil d'État, 23 décembre 1852; S. 53, 2, 425; 17 décembre 1886; D. 88, 5, 511; 4 mai 1888; D. 89, 3, 87; 26 décembre 1890; D. 92, 3, 64; 15 janvier 1892; D. 93, 3, 51; D. 83, 3, 82; D. 85, 3, 53, 54.

produire aucun effet (1); elle n'est pas une convention, mais une simple pollicitation. Si, au contraire, cette déclaration de volonté est une réponse à une offre qui lui a été antérieurement faite, alors nous sommes en présence d'un accord de volontés; une convention productrice d'effets juridiques est formée, à condition toutefois qu'elle ait une cause licite et un objet certain. Mais *a priori* cette convention n'a rien de spécial, de *sui generis*, elle est régie par les règles posées dans le Code civil au titre des contrats ou obligations conventionnelles en général, et commentées par tous les auteurs de droit civil; il ne peut être question de déclarer sans plus ample informé quels sont les caractères de cette convention, de ce contrat de souscription si l'on veut; on ne peut dire s'il est unilatéral ou synallagmatique, à titre gratuit ou à titre onéreux, commutatif ou aléatoire, car il pourra être tantôt l'un tantôt l'autre; le tout dépendra des circonstances.

(1) Bien que l'offre accompagnée d'un délai soit obligatoire, cette force obligatoire n'est pas le résultat de la volonté unique de l'offrant. Pour l'explication, v. Demolombe, t. XXIV, nos 64 et 65.

2° *Quel est le rôle, la situation de l'organisateur d'une souscription? Son influence sur la souscription?*

En prenant le mot organisateur dans un sens étendu, on conçoit rationnellement et juridiquement que sa situation puisse être très variée.

Il est d'abord possible que l'organisateur soit simplement un *nuntius*, un messenger, c'est-à-dire « un individu qu'une personne adresse à une autre pour faire à cette dernière une communication » (1). Il se charge gratuitement de communiquer l'offre que le souscripteur fait à un tiers. Il y a alors entre le souscripteur et l'organisateur d'une part un contrat de mandat (2) puisque celui-ci accepte d'accomplir un fait pour le souscripteur ; il y a d'autre part entre le souscripteur et le tiers bénéficiaire l'élément de la formation d'un second contrat, l'offre faite au tiers par le souscripteur. Si le souscripteur, au lieu de faire une promesse verbale ou écrite, fait une offre réelle en remettant une somme d'argent entre

(1) Valéry : Des contrats par correspondance. Paris, 1895, p. 22.

(2) Nous ne voulons pas dire qu'il y a ici un mandat proprement dit, mais simplement que l'organisateur contracte une obligation de faire.

les mains de l'organisateur, il intervient alors un contrat de dépôt entre le souscripteur et l'organisateur, c'est-à-dire un contrat réel, et le contrat en formation entre le souscripteur et le tiers sera réel s'il s'accomplit de même que le dépôt l'est lui-même.

On peut aussi, mais ce sera rare, concevoir que l'organisateur soit chargé par le tiers de communiquer une offre au souscripteur ; alors la situation de l'organisateur est vis-à-vis du tiers bénéficiaire ce qu'elle était tout de suite vis-à-vis du souscripteur : il est mandataire du tiers et porte-parole de la proposition que le tiers fait au souscripteur. Si cette proposition est acceptée par le souscripteur, un nouveau contrat se forme, de même qu'il s'en forme un lorsque le tiers accepte l'offre du souscripteur. Dans ces deux cas les volontés du souscripteur et du tiers entrent seules en contact, la volonté de l'organisateur n'a au contraire aucune influence directe sur la formation de ce contrat.

Mais il n'en est pas toujours ainsi : l'organisateur peut jouer un rôle plus important. Au lieu d'être un porte-parole, un instrument de la volonté du souscripteur ou du tiers, on peut le considérer comme ayant reçu pouvoir de ce souscripteur ou de ce tiers, non pas seulement de porter leur offre à la

connaissance de leur cocontractant éventuel, mais de conclure lui-même le contrat pour leur compte. L'organisateur est alors investi du mandat restreint d'accomplir un fait et aussi de celui d'accomplir une opération juridique pour autrui et au nom d'autrui, de déclarer sa volonté propre, de donner naissance à un acte dont les effets se produiront uniquement et directement dans le patrimoine de la personne qui lui a donné cette mission. Il est alors un représentant agissant sur les ordres du représenté (souscripteur ou tiers), un mandataire proprement dit.

L'organisateur peut aussi, et nous verrons que c'est le cas le plus fréquent, agir au nom et pour le compte du tiers bénéficiaire sans en avoir reçu de pouvoir ; il conclut alors le contrat avec le souscripteur, de sa propre autorité, sous la condition de la ratification de ce tiers, parce qu'il trouve les propositions du souscripteur avantageuses pour le bénéficiaire. L'organisateur est un représentant agissant sans pouvoir : c'est un gérant d'affaires.

D'autre part, il se peut que l'organisateur se substitue, comme nous l'avons vu, au tiers bénéficiaire d'une façon encore plus complète. Il contracte avec le souscripteur en son nom, et il recueille les effets du contrat ; une charge

est uniquement insérée dans la convention en faveur du tiers, bénéficiaire alors d'une stipulation pour autrui. Ainsi le souscripteur donne et remet une somme d'argent à l'organisateur, en imposant à ce dernier une charge dont le tiers doit profiter. Il y a alors don manuel avec charges.

C'est sous ces différents aspects que se manifeste le plus souvent l'activité juridique de l'organisateur d'une souscription. Qu'il intervienne pour faciliter la conclusion de contrats entre personnes éloignées l'une de l'autre en mettant en face l'offre et l'acceptation, qu'il contracte lui-même en représentant l'une de ces personnes (1), ou qu'il fasse la convention en son nom personnel en la rendant en même temps productrice d'une obligation en faveur d'un tiers, il nous apparaît comme venant aider, compléter l'activité d'autrui par la sienne propre.

(1) Il n'y a même aucune impossibilité juridique à ce que l'organisateur soit à la fois le représentant du souscripteur et le représentant du bénéficiaire et contracte dans ce cas avec lui-même. V. sur le contrat avec soi-même. E. Pilon : Essai d'une théorie générale de la représentation dans les obligations, Thèse, Caen, 1897, p. 155 et suiv ; L. Gouget : Théorie générale du contrat avec soi-même, Thèse, Caen, 1903 ; v. aussi note sous Cassation, 3 mars 1885 ; D. 85, 1, 411.

Nous connaissons maintenant la nature d'une souscription indépendante de toute organisation, nous savons également quelle peut être la situation de l'organisation d'une souscription.

Il nous est déjà possible de répondre à la question que nous nous sommes posée : Quelle est la nature juridique d'une souscription organisée ?

Une souscription organisée n'est ni un contrat simple ni un contrat *sui generis* ; c'est une situation juridique essentiellement complexe et variable. Complexe, parce que les personnes qui y prennent part sont en principe au nombre de trois ; variable, parce que la situation juridique de chacune de ces personnes, comme leur intention, peut différer d'un cas à un autre.

Cette réponse, vague pour le moment, prendra de la clarté, son exactitude sera confirmée par les développements qui vont suivre.

Nous allons établir : d'une part quelles sont les relations juridiques qu'il convient de distinguer dans une souscription organisée ; d'autre part quelle nature il convient de donner à chacune de ces relations.

SECTION II

Relations à distinguer dans toute souscription organisée.

Quand on analyse une opération ou plutôt une situation juridique, il ne faut pas, sous prétexte de simplification, laisser dans l'ombre une partie des relations qu'elle produit. En agissant ainsi on dénature, on fausse la situation. L'examen critique qui précède nous l'a suffisamment démontré. Il est donc très important de nous demander quelles sont les diverses relations juridiques que nous rencontrons dans la souscription organisée. C'est un point capital que nous désirons mettre en vedette.

Nous pouvons poser en principe, qu'à cause de la présence déjà plusieurs fois signalée de trois personnes dans la souscription organisée, il y a trois relations juridiques à distinguer, à séparer l'une de l'autre. Ce sont : le rapport qui existe entre le souscripteur et l'organisateur, celui entre le souscripteur et le bénéficiaire, et enfin un autre qu'il ne faut pas omettre, celui qui lie le bénéficiaire et l'organisateur (1).

(1) La figure suivante aide à comprendre cette distinction

Cette conception, qui peut paraître au premier abord compliquée, s'impose, car elle seule donne de la situation, créée par l'organisation d'une souscription, une analyse juste et complète.

SECTION III

Examen de chaque relation.

Nous allons passer en revue ces diverses relations en indiquant à propos de chacune d'elles les solutions qu'il convient d'adopter. Cette tâche nous sera rendue plus facile par nos observations précédentes ; certains points sont connus, il suffira de les rappeler brièvement, d'autres, à cause de leur importance, et parce qu'ils ont été à peine effleurés, devront retenir plus longtemps l'attention.

Le principe suivant doit servir de guide dans cette étude : En matière de conventions, la volonté est souveraine, l'intention des

tripartite. Soit trois individus S, O, B (souscripteur, organisateur, bénéficiaire) :

S peut être en relations juridiques avec O et B, donc 2 rapports S O, S B ;
O — — S et B — O S, O B ;
B — — S et O — B S, B O .

Nous trouvons et nous ne pouvons trouver en définitive que trois rapports : S O, S B, O B.

parties fait loi. Le point le plus délicat est de déterminer cette intention. Pour y arriver, il est bon de ne pas oublier les règles que le législateur a eu soin de poser dans les articles 1156 et suivants du Code civil.

§ 1^{er}. — *Relations du souscripteur avec l'organisateur.*

1^o Il peut exister entre le souscripteur et l'organisateur un contrat de mandat.

Il en sera ainsi lorsqu'il sera constant, ce qui est une question de fait, que le souscripteur a simplement voulu faire une offre au bénéficiaire, et que l'organisateur s'est chargé vis-à-vis du souscripteur d'être l'agent de transmission de cette offre (1).

Il en sera de même lorsque l'organisateur aura accepté, non pas seulement de transmettre l'offre du souscripteur, mais de conclure lui-même au nom de ce dernier le contrat avec le bénéficiaire. Dans ce cas, son mandat sera plus étendu que dans l'hypothèse précédente, il s'agira du mandat proprement dit.

Ramené dans ces justes limites, le système du mandat, que nous avons étudié, ne peut

(1) Il ne s'agit pas ici d'un mandat proprement dit.

plus prêter aux critiques que nous lui avons adressées ; il est bien un contrat unilatéral, et l'article 2003 du Code civil devra lui être appliqué, s'il est conforme à l'intention des parties.

Dans le cas où l'offre est réelle, parce que par exemple le souscripteur a remis une somme d'argent entre les mains de l'organisateur, alors le contrat de mandat se trouve doublé d'un contrat de dépôt entre les mêmes personnes (1), l'organisateur possédera l'argent à titre précaire, pour le souscripteur.

Nous n'insistons pas sur ces deux hypothèses. Bien qu'il soit très possible que l'organisateur ne soit qu'un mandataire ou un dépositaire du souscripteur, il ne faudra l'admettre que lorsque leur intention ne pourra laisser aucun doute à cet égard. En effet, dans le mandat et dans le dépôt, c'est le mandant, le déposant qui prend les devants, il va trouver le mandataire ou le dépositaire et lui demande un service d'ami. Lorsqu'une

(1) Comparez : Douai, 31 décembre 1834 ; Sirey, 35, 2, 345 ; Caen, 12 mars 1827 ; S. 28, 1, 240. V. Paris, 21 octobre 1902 ; D. 03, 2, 121. Il résulte des termes de cet arrêt que la Cour a considéré en fait l'organisateur « comme un mandataire du souscripteur », chargé de faire à un tiers « une proposition de libéralité ».

souscription est organisée, c'est, au contraire, l'organisateur qui se déplace, qui fait des démarches auprès des souscripteurs; et il faut bien reconnaître qu'il apparaît plutôt comme un représentant du bénéficiaire que comme un mandataire du souscripteur. Ajoutons que dans le langage courant le mot souscription désigne plutôt une acceptation qu'une proposition.

2° Il peut exister entre le souscripteur et l'organisateur une donation avec charges et surtout un don manuel avec charges (1).

Nous avons reconnu, avec plusieurs auteurs et l'opinion actuelle de la jurisprudence (2), la validité d'une libéralité avec charges absorbant le montant de la disposition et aussi la possibilité de la formation d'un contrat de ce genre entre le souscripteur et l'organisateur (p. 74). A ce propos nous avons eu soin de faire remarquer pour quelles raisons il faut adopter cette interprétation seulement dans le cas où elle est nécessaire pour permettre à la souscription de produire effet.

(1) V. une espèce intéressante, Tribunal de la Seine, 18 janvier 1884; v. Droit, 19 janvier 1884.

(2) Du moins en ce qui concerne le legs.

Mais quand cette interprétation est-elle nécessaire pour que la souscription soit valable ?

Il en est ainsi toutes les fois que la libéralité ne peut être adressée directement au véritable bénéficiaire, parce que l'obstacle qui empêche de le gratifier est seulement une situation de fait et non une incapacité légale.

C'est ce qui arrive lorsque la souscription est organisée en faveur d'une personne incertaine mais déterminable (1), ou au profit d'une personne future, c'est-à-dire non encore conçue. Le souscripteur ne peut leur faire directement une libéralité, car la libéralité directe suppose une transmission immédiate, et celle-ci est impossible parce que le bénéficiaire est actuellement indéterminé ou inexistant. Mais le législateur n'a nulle part frappé ces personnes d'une incapacité générale.

D'après l'article 906 du Code civil « pour être capable de recevoir entre vifs il suffit d'être conçu au moment de la donation », mais cet article ne vise que les donations directes ; il serait contraire aux traditions de notre ancien

(1) V. sur la distinction entre les personnes incertaines, indéterminées mais déterminables, Lambert: Thèse précitée, 2^e partie, § 129, et Demolombe: Donations et testaments, n^{os} 606 et 607.

droit consacrées par le législateur puisqu'il n'y a pas dérogé, d'empêcher les personnes incertaines ou les personnes futures de profiter d'une charge, insérée en leur faveur, lorsque leur incapacité de fait aura pris fin (1).

Le souscripteur peut donc gratifier ces personnes par le moyen de la libéralité avec charges.

Mais si l'acte du souscripteur est nul lorsqu'on l'envisage comme adressé directement au bénéficiaire, et est valable au contraire lorsqu'il est adressé à l'organisateur, il reste à se demander si le souscripteur n'a pas plutôt entendu faire un acte valable qu'un acte nul. La réponse, toute de bons sens, ne peut être que celle dictée par l'article 1157 du Code civil ainsi conçu : « Lorsqu'une clause (ou convention) est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun. »

C'est donc que le souscripteur a voulu trai-

(1) V. Lambert: Thèse précitée, 2^e partie, p. 137 et suiv., et 185 et suiv. Laurent, t. XI, n^o 193; Planiol, t. III, 2^e édit., n^{os} 3020. La jurisprudence est en ce sens en matière de fondations. V. aussi Audouin: Des dispositions en faveur des personnes incertaines. Thèse, Paris, 1890, 2^e partie, p. 94 et suiv., p. 60 et suiv.

ter directement, non pas avec le bénéficiaire, ce qui est impossible et rendrait son acte radicalement nul, mais bien avec l'organisateur, tout en ajoutant à sa convention avec ce dernier une stipulation pour autrui.

Toutefois, nous ne voulons pas donner à cette interprétation une portée qu'elle n'a pas. Elle ne pourra sauver de la nullité l'acte du souscripteur s'il n'est pas conforme aux formalités des articles 931 et 932 du Code civil ; sa volonté doit nécessairement être exprimée solennellement, sinon la loi n'en tient aucun compte. Telle est la règle. Il n'y aura donc pas lieu d'interpréter sa volonté puisqu'elle sera expresse. Il suffira de se référer aux termes de l'acte s'il existe, et s'il n'existe pas, peu importe l'intention.

On peut se demander alors pourquoi nous nous sommes occupés d'interpréter cette volonté. C'est surtout parce que la règle de la solennité des donations souffre de nombreuses exceptions, dont la plus importante peut-être est celle relative aux dons manuels. Alors la volonté, l'intention, dégagées de tout formalisme reprennent leur empire et l'interprétation que nous avons donnée peut trouver naturellement à s'appliquer. Ainsi le souscripteur remet à l'organisateur

d'une souscription pour personne future une somme d'argent sans que sa volonté soit autrement exprimée. S'il résulte des circonstances que le souscripteur n'a pas entendu se dépouiller actuellement, il n'y aura là nous l'avons vu, qu'un contrat de dépôt; mais la souscription apparaît plutôt, nous le savons aussi, comme une acceptation, l'élément qui forme le contrat et crée l'obligation, que comme une proposition; et si la souscription est une acceptation de donner, par laquelle le souscripteur entend se dépouiller actuellement, il est nécessaire, pour que la disposition soit valable, que ce soit l'organisateur qui soit donataire. La personne future ne peut être titulaire directe du don. Il y aura alors entre le souscripteur et l'organisateur un don manuel. La remise de la chose accompagnée de la volonté commune du donateur et du donataire suffit à le rendre parfait. Sans doute, le bien ne fera que passer dans le patrimoine du donataire, mais il n'est pas nécessaire que celui-ci en retire un avantage pour lui-même. En fait, ce sera la personne future, le bénéficiaire, qui profitera du don, mais il n'y aura pas moins entre le souscripteur et l'organisateur un don manuel, seulement ce don sera affecté d'une charge.

Il importe de justifier ce dernier point, car tout le monde n'admet pas qu'une charge puisse être apposée à un don manuel. La loi positive est muette à cet égard, ce qui se comprend d'ailleurs, car le don manuel n'offrait guère d'intérêt lors de l'élaboration du Code.

Voici comment M. Labbé (1) soutient qu'une charge, imposée comme condition d'un don manuel, est nulle. Il part du principe que le don manuel est formellement pros crit par l'article 931 ; si néanmoins en pratique il est toléré, « c'est, dit-il, à raison de l'impuissance avouée à y mettre obstacle », en présence de l'article 2279 qui permet à tout bénéficiaire d'un don manuel de se retrancher derrière le fait de la possession, laquelle, sauf le cas de mauvaise foi, « vaut acquisition de propriété et dispense le possesseur d'un juste titre ». Ce serait en vain qu'on le déclarerait non avenu puisque, grâce à l'article 2279, le donataire pourrait opposer une fin de non recevoir à l'action en revendication du donateur. La seule « force du don manuel résidant dans le fait de la possession transmise », ce fait est nécessaire pour révéler la libéralité. Dès qu'il faut un titre ou toute autre preuve pour établir la portée du

(1) Labbé : *Revue critique*, 1882, p. 338.

don, on se trouve « hors des limites de la nécessité attachée au fait de la possession », et l'article 931 reprend son empire, car, si l'article 2279 force le jurisconsulte à tolérer le don manuel, il ne l'oblige pas à accepter le pacte qui y est adjoint. Ce pacte est donc nul. La possession « étant un fait simple et en lui-même indécomposable », le donataire, qui détient l'objet, en a la propriété entière sans que le donateur puisse la lui contester. En effet, pour démontrer qu'il y a décomposition de la possession, qu'il y a charge, il faudrait qu'il le fasse au moyen de l'acte authentique, exigé par l'article 931, et cet acte n'a pas été rédigé ; la preuve est donc interdite devant le formalisme de la loi.

M. Bressolles arrive à proscrire les charges dans ces dons par un raisonnement analogue.

« Le don manuel, dit-il, appartient à la théorie du Code civil sur les donations, qui est restrictive de la volonté des parties, et de plus il y figure avec le caractère d'acte exceptionnel. A ce double titre, le don manuel doit être envisagé avec rigueur et n'être reconnu valable que dans les limites où le Code civil l'a permis. L'interprète ne doit pas dire ici : en principe la liberté, sauf dérogation ; mais : en principe le formalisme et la rigueur, par

exception la liberté. Dès lors, en la question actuelle, loin de constater simplement que rien ne s'oppose aux pactes accessoires au don manuel, il faut voir avant de les valider si la loi, de façon expresse ou tacite, les autorise » (1).

M. Bressolles annule le don tout entier avec la charge, car il serait contraire aux principes généraux des conventions de donner effet à la libéralité sans tenir compte de la charge. « Il est de règle en effet que les contrats sont indivisibles et que l'on ne peut retrancher telle ou telle clause que les contractants y ont mise. » Ce serait violer la volonté du disposant qui n'aurait pas consenti le don s'il avait su que la charge ne devrait pas être exécutée.

Malgré ces raisons, il nous paraît préférable de reconnaître la validité du don manuel avec charges tout entier.

En effet, M. Labbé part de ce point que le don manuel est contraire à l'article 931 et que l'article 2279 peut seul le faire tolérer. Mais ce point de départ est instable.

L'article 931 ne soumet à la solennité que « les actes portant donations entre vifs », donc par *a contrario* il ne vise pas les donations

(1) Bressolles: Théorie et pratique des dons manuels, p. 268 et suiv.

faites sans écrit, c'est-à-dire les dons manuels. Les travaux préparatoires sont en ce sens. Cette opinion aboutit d'ailleurs à une conclusion funeste dans ses conséquences puisqu'elle tend à substituer à la volonté des parties une convention arbitraire, et à permettre à des donataires de conserver un bien qu'on n'a pas eu l'intention de leur donner exempt de charges.

Quant à M. Bressolles, il n'a pas tort d'affirmer, qu'en matière de donations, c'est le formalisme qui est la règle et la liberté l'exception ; mais il semble oublier que les dons manuels sont précisément exempts de ce formalisme qui d'ordinaire étreint les libéralités entre vifs ; que, dès lors, par cela seul qu'ils échappent à l'article 931, c'est à leur égard la liberté qui est le principe. De même que la validité du don manuel peut être établie par actes sous seings privés, des papiers domestiques ou tout autre mode de preuve, de même l'existence de la charge, qui est partie intégrante du don, peut être prouvée de la même façon. D'ailleurs, le système de M. Bressolles conduit aux mêmes conséquences déplorables que celui de M. Labbé : il a beau dire qu'en droit la disposition tout entière doit disparaître, en pratique chaque fois qu'un donataire

peu scrupuleux aura le dessein de ne pas exécuter ses obligations, il dénierait la charge et se considérerait comme propriétaire ; le disposant ne pouvant apporter la preuve exigée par l'article 931, se trouverait désarmé et verrait maintenir sa libéralité malgré lui.

Il vaut mieux dire que le don manuel obéit aux règles fondamentales des donations, et dès lors peut être grevé d'une charge à l'instar des autres libéralités entre vifs. D'autre part il ne faut pas s'arrêter à l'objection qui déclare la preuve de la charge impossible ; comme le don est affranchi des règles de forme de l'article 931, la charge accessoire du don peut aussi être établie par les moyens de droit commun. Ce dernier système, au lieu de méconnaître l'intention des parties, ou de n'en pas tenir compte, a le grand avantage de respecter leur volonté ; si le gratifié se refuse à remplir ses obligations, le donateur aura la faculté soit de l'y contraindre, soit de faire révoquer sa disposition. Il est d'ailleurs suivi par la majorité des auteurs (1) et par la jurisprudence (2).

(1) Sic. Demolombe, XX, n° 78 : « La donation manuelle est valable telle qu'elle a été faite et acceptée sous les conditions et les charges qui l'accompagnent dès qu'elles sont

Il faudra donc parfois considérer l'organisateur comme un donataire du souscripteur (3). Cependant, nous le répétons, une pareille interprétation ne devra être adoptée, en l'absence de tout moyen de découvrir la volonté des parties, que si les nécessités pratiques le commandent et s'il n'est pas possible de valider autrement l'acte du souscripteur.

3° D'ordinaire, il n'existera aucun lien entre le souscripteur et l'organisateur. Mais s'il est rare qu'il existe entre le souscripteur et l'organisateur un contrat de mandat, s'il est non moins rare qu'il existe entre ces mêmes personnes une libéralité avec charges, quel est donc le rapport qui d'ordinaire les unit? — En principe il ne se forme aucun lien de droit entre le souscripteur et l'organisateur, et ceci pour la raison bien simple (nous l'avons déjà indiquée et nous y reviendrons) que l'organisateur doit d'or-

avérées ou prouvées légalement de toute manière. » Laurent, XII, n° 290 ; Colin : Étude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels, p. 121.

(2) V. Cass., 11 août 1880 ; D. 80, 1, 461 ; S. 81, 1, 15 ; Paris, 30 décembre 1881 ; S. 82, 2, 36 ; Dijon, 22 janvier 1896 ; D. 96, 2, 326.

(3) En ce sens, Cassation, 6 février 1888 ; S. 88, 1, 158 et la note.

dinaire être regardé comme le représentant du bénéficiaire ; or il est de règle (1), dans notre droit moderne, que lorsqu'un représentant contracte au nom d'autrui avec un tiers, aucune obligation, aucun droit ne naît de ce contrat à sa charge ou à son profit dans ses rapports avec le tiers. Après s'être substitué au représenté pour conclure le contrat, une fois que cette convention est formée il s'efface complètement, sa personnalité disparaît, son patrimoine reste en dehors des effets produits. C'est le représenté qui devient directement créancier ou débiteur de ce tiers, qui recueille les droits et assume les obligations. Là se trouve contenu l'effet fondamental de la représentation. C'est pourquoi toutes les fois que l'organisateur sera représentant du bénéficiaire, aucun rapport obligatoire ne se formera entre lui et le tiers (souscripteur).

§ 2. — *Relations du souscripteur avec le bénéficiaire.*

Ces relations entre le souscripteur et le bénéficiaire présentent la même diversité que celles qui existent entre le souscripteur et l'or-

(1) Cette règle découle du rapprochement des articles 1375 et 1998 du Code civil.

ganisateur. Les solutions que nous avons admises pour celles-ci vont avoir leur retentissement sur les solutions que nous allons adopter pour celles-là, car les unes et les autres sont dans un état de dépendance entre elles.

Il est nécessaire, pour se rendre un compte exact de la situation du souscripteur vis-à-vis du bénéficiaire, de distinguer de nouveau les hypothèses suivantes ; nous indiquerons à propos de chacune d'elles les rapports du souscripteur avec le bénéficiaire.

1° Dans le cas où le souscripteur a donné à l'organisateur le simple mandat de faire une proposition au bénéficiaire, il est évident qu'avant l'adhésion du bénéficiaire il ne se forme aucun lien de droit entre le souscripteur et le bénéficiaire.

2° Il en est de même dans le cas où le souscripteur a chargé l'organisateur de le représenter pour conclure la convention, et où le bénéficiaire n'a pas encore accepté les offres faites par l'organisateur au nom du souscripteur.

3° Mais supposons maintenant que, dans la première hypothèse, le bénéficiaire a accepté l'offre de l'organisateur messenger du souscripteur. Une convention s'est-elle immédiatement formée entre le souscripteur et le bénéficiaire ?

La question ainsi posée n'est autre que la question générale de savoir à quel moment est conclu le contrat entre absents (contrat par messenger, par correspondance). Est-ce au moment précis où l'acceptant a déclaré adhérer aux propositions ? Ou est-ce seulement à l'instant où l'auteur des offres a été informé de leur acceptation (1) ?

La doctrine et la jurisprudence (2) sont divisées sur ce point. Nous inclinons à penser que le contrat se forme au moment où l'offre est acceptée. Que faut-il en effet pour qu'un contrat existe ? Que les volontés concourent. Or ce concours de volontés a lieu dès que la volonté de l'acceptant, se trouvant en présence de celle de l'offrant, adhère à celle-ci ; donc, si le messenger chargé de faire une offre a porté

(1) Cette distinction est importante à divers points de vue, notamment lorsqu'il s'agit de savoir à quel moment l'auteur de l'offre, ou l'auteur de l'acceptation, peut utilement la rétracter, de fixer la limite des délais ayant leur point de départ à la formation de la convention, et de savoir quel est le lieu où la convention a pris naissance, etc.

(2) V. dans le sens du système dit de la déclaration : Demolombe, t. XXIV, n° 72 ; Baudry et Barde, t. 1^{er}, n° 27. En sens contraire (système de l'information) : Bordeaux, 13 juin 1853 ; D. 55, 2, 322 ; Planiol, 2^e éd., t. II, n° 986 ; Baudry-Lacantinerie : Précis de Droit civil, t. II, 6^e éd., p. 13, n° 18.

cette offre à la connaissance du tiers, et que celui-ci déclare l'accepter, c'est au moment de cette acceptation que le contrat se forme. A ce moment, en effet, le consentement des parties existe, il n'y a plus seulement une offre, leurs volontés ont pris possession l'une de l'autre, le contrat est parfait avant que l'auteur de l'offre ait eu connaissance de l'acceptation.

La même solution est admise sans difficulté, cette fois, lorsque l'offre a été faite par un représentant et que cette offre a été acceptée. Le contrat se forme au moment où la volonté du représentant a concouru avec celle du tiers ; il n'est nullement nécessaire que le représenté soit informé de l'acceptation du tiers pour que le contrat existe. Nous faisons ici allusion à la deuxième hypothèse.

Donc, lorsque l'organisateur est un messenger, ou un représentant du souscripteur, tant que le bénéficiaire n'a pas accepté les propositions qui lui sont faites, aucun lien de droit ne se forme entre le souscripteur et le bénéficiaire ; au contraire, dès qu'il a accepté, il s'est créé une convention entre lui et le souscripteur.

Quelle est la nature de cette convention ?

Il est impossible de se prononcer *a priori*.

Ce peut être un acte à titre gratuit (donation simple, donation avec charges, don manuel simple, don manuel avec charges, etc.), ce peut être un acte à titre onéreux (vente, prêt, société, etc.). Cette convention peut donc être unilatérale ou synallagmatique, commutative ou aléatoire, etc. Il n'y a rien de particulier à dire à son sujet. Pour la déterminer, il faut tenir compte des circonstances et se référer aux règles posées par le législateur en matière de conventions.

Nous venons d'indiquer les relations du souscripteur avec le bénéficiaire dans les cas assez rares où l'organisateur est mandataire du souscripteur.

4° Examinons ces mêmes relations dans l'hypothèse, peu fréquente également, où le souscripteur a consenti à l'organisateur une donation avec charges dans l'intérêt du bénéficiaire. Quelle est alors la situation respective du souscripteur et du bénéficiaire entre eux ?

La solution de cette question dépend de la façon dont on tranche celle plus générale de savoir quelle est la nature de la stipulation pour autrui. Lorsqu'on a pris parti sur ce point, on a par là même résolu les rapports du stipulant et du tiers, du souscripteur et du bénéficiaire.

Examinons donc le plus sommairement possible ce qu'est une stipulation pour autrui.

Cette matière a fait l'objet d'études remarquables, mais on n'est pas encore parvenu à se mettre d'accord à son sujet. Nous ne pouvons ici qu'indiquer les systèmes dominants.

Une première opinion (1), qui a été celle de la jurisprudence pendant la première moitié du siècle dernier, mais qui est aujourd'hui abandonnée, considérait la stipulation pour autrui comme une offre faite par le stipulant au bénéficiaire. Le stipulant acquérait le droit du promettant et devait l'offrir au tiers. Celui-ci ne retirait aucun droit du contrat passé entre le stipulant et le promettant, ce droit ne naissait qu'au moment où il acceptait l'offre du stipulant, qu'en vertu d'une seconde convention dans laquelle il apparaissait comme partie.

Nous ne nous attarderons pas à indiquer les critiques fondamentales qui ont fait tomber cette théorie. Disons simplement, qu'appliquée à la donation avec charges qui nous occupe, elle nous conduirait à un résultat que nous avons voulu précisément éviter en employant la donation avec charges comme explication

(1) Laurent, t. XV, n° 559 et suiv.

de certaines souscriptions organisées. Nous voulons parler des souscriptions pour personnes incertaines et futures. En effet, avec la théorie de l'offre, il est impossible de créer un droit en leur faveur ; or nous avons recouru à la donation avec charges pour permettre de les gratifier. (V. ci-dessus, p. 49.)

D'après une deuxième opinion (1), la stipulation pour autrui serait une exception à la règle de la personnalité des effets des conventions ; un droit, que le stipulant et le promettant auraient créé, naîtrait directement au profit du bénéficiaire. Ce tiers, bien que complètement étranger au contrat, en recueillerait les effets ou une partie des effets.

Nous ne croyons pas devoir nous rallier à cette doctrine parce qu'elle ne fait que constater un résultat qu'il s'agirait d'expliquer. Elle ne nous dit pas comment il se fait que le promettant soit lié envers le tiers.

Nous préférons voir dans la stipulation pour autrui un cas de gestion d'affaires. Cette troisième opinion, déjà professée par Pothier (2),

(1) Lambert : Thèse précitée, p. 70 et suiv. ; Pilon : Thèse précitée, p. 207, notes ; Saleilles : Théorie générale de l'obligation, n° 247.

(2) Pothier : Obligations, n° 59.

a été fort bien développée par M. Labbé (1) et par Demolombe (2) ; M. Planiol (3), en répondant aux critiques (4) qui lui avaient été adressées, lui a imprimé une vigueur nouvelle.

Elle peut être résumée dans la formule suivante : Celui qui se fait promettre quelque chose pour un tiers qui stipule pour lui, sans en avoir reçu pouvoir fait en réalité l'affaire de ce tiers. Pour que cet acte produise tous ses effets, il suffit que le tiers ratifie plus tard l'opération ; cette ratification rétroagit au jour du contrat, et le tiers obtient contre le promettant un droit personnel et direct.

Nous avons répondu par là même à la question de savoir quelles sont les relations du souscripteur et du bénéficiaire, lorsque le souscripteur a fait à l'organisateur une donation avec charges au profit du bénéficiaire. Il y a alors entre le souscripteur et le bénéficiaire, après la ratification, un rapport de gérant à géré (5) ; aucun rapport immédiat ne naît

(1) Labbé: Ratification des actes d'un gérant d'affaires, p. 55, et Sirey, 77, 1, 393.

(2) Demolombe, t. XXIV, n° 236 et suiv.

(3) Planiol, t. II, 2^e éd., p. 381, nos 1222 à 1226.

(4) Levillain; D. 79, 2, 25.

(5) On ne saurait objecter qu'il est impossible qu'une même personne, le souscripteur, soit à la fois donateur et

entre eux par l'effet du contrat que le souscripteur a conclu avec l'organisateur.

5° Il nous reste à examiner ces mêmes relations dans l'hypothèse normale ordinaire, celle qui devra être présumée en l'absence de toute manifestation de volonté des parties : nous faisons allusion au cas où le bénéficiaire est représenté par l'organisateur agissant soit comme mandataire, soit, presque toujours, comme gérant d'affaires. Quel est le rapport qui unit alors le souscripteur au bénéficiaire ?

Pour répondre à cette question, il suffit de se rappeler ce que nous avons dit récemment de l'hypothèse où l'organisateur est un mandataire du souscripteur, chargé par ce dernier de conclure une convention avec le bénéficiaire. La solution que nous avons alors adoptée doit être admise ici. Dans les deux cas, dès que le représentant a contracté, il s'est formé une convention dont la nature est soumise aux règles générales posées par le législateur, mais dont on ne peut *a priori* déterminer les caractères. (V. ci-dessus) Ainsi, si le souscripteur s'est dépouillé en

représentant du tiers donataire, car ici le souscripteur n'est donateur que vis-à-vis de l'organisateur, vis-à-vis du tiers il n'est que stipulant.

faveur du bénéficiaire, il a fait à celui-ci une libéralité ; s'il ne s'est engagé que moyennant la promesse par l'organisateur, au nom du bénéficiaire, d'accomplir une prestation égale à ses déboursés et dont il doit profiter, il existe entre le souscripteur et le bénéficiaire un contrat à titre onéreux, commutatif, etc.

§ 3. — *Des relations de l'organisateur et du bénéficiaire entre eux.*

Les solutions suivantes découlent naturellement de celles que nous avons adoptées dans nos deux paragraphes précédents.

Il va de soi que l'organisateur et le bénéficiaire sont complètement étrangers l'un à l'autre, non seulement lorsque le souscripteur a simplement chargé l'organisateur de faire une offre au bénéficiaire, ou même de conclure le contrat avec ce dernier, mais aussi lorsque le bénéficiaire a accepté les offres faites par l'organisateur au nom du souscripteur.

Il n'en est plus de même lorsque le souscripteur a fait à l'organisateur une donation avec charges au profit du bénéficiaire. Nous avons suivi sur ce point l'opinion qui fait jouer au souscripteur ou stipulant le rôle de gérant d'affaires du bénéficiaire. Étant gérant

du bénéficiaire, le souscripteur, en contractant avec l'organisateur, a fait naître dans la personne du bénéficiaire l'effet du contrat (en ce qui concerne la stipulation pour autrui) sous la condition de ratification dudit bénéficiaire. Cette ratification intervenue, tout se passe comme si l'organisateur et le bénéficiaire avaient réellement contracté ensemble. Ils sont donc alors liés l'un à l'autre.

Quelle est la nature du lien qui les unit ? Y a-t-il là un acte à titre gratuit ou un acte à titre onéreux ? — C'est une donation si le bénéficiaire a reçu de l'organisateur sans lui rien donner en équivalent ; dans le cas contraire, l'acte est à titre onéreux.

Laissons de côté ces relations de l'organisateur et du bénéficiaire entre eux, et occupons-nous enfin d'établir que lorsqu'une souscription est organisée par une personne pour une autre personne, il faut normalement voir dans l'organisateur de la souscription, un représentant du bénéficiaire, ordinairement un gérant d'affaires.

Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre que l'organisateur de la souscription peut très bien être un mandataire du bénéficiaire (1) ; il suffit pour cela qu'il ait reçu du

(1) V. Besançon, 26 mai 1882 ; S. 83, 2, 121 et la note ;

bénéficiaire le pouvoir d'accepter les engagements des souscripteurs (1). Nous savons d'ailleurs qu'il est rare que l'organisateur agisse sur les ordres du bénéficiaire (v. plus haut, page 11).

Mais il devient plus délicat de décider que l'organisateur est le gérant d'affaires du bénéficiaire lorsqu'il agit sans avoir reçu pouvoir de ce dernier. En effet l'organisateur n'apparaît guère comme un gérant ordinaire, car on ne se trouve pas dans l'hypothèse classique de la gestion d'affaires.

Cette hypothèse classique est la suivante : Une personne est absente, elle n'a laissé personne derrière elle pour pourvoir à l'administration de ses biens. Aussi ses biens périclitent et il devient urgent de conserver son patrimoine. Sur ces entrefaites une autre personne, guidée par un sentiment charitable, prend en mains les intérêts de l'absent ; elle laboure ses terres, les ensemeince, recueille les

Toulouse, 27 juin 1890 ; S. 91, 2, 194 et la note ; D. 91, 2, 31.

(1) Il est très important de remarquer que l'organisateur peut représenter le bénéficiaire non seulement en vertu d'un pouvoir conventionnel mais même légal. Ainsi l'organisateur de la souscription peut être le mandataire légal de la personne morale pour laquelle la souscription est organisée.

récoltes, les vend, fait aux bâtiments les réparations nécessaires, elle fait pour l'absent ce qu'elle aurait voulu qu'on fit pour elle dans les mêmes circonstances; elle s'ingère dans l'administration du patrimoine d'autrui pour lui éviter un préjudice; elle accomplit un acte matériel sur un bien existant déjà dans le patrimoine du géré, à la condition, lorsque ce dernier sera de retour, d'être remboursée par lui des dépenses qu'elle a faites dans son intérêt. L'intervention du gérant est commandée par la nécessité ou une utilité reconnue indiscutable; elle n'a lieu qu'à titre provisoire, provoquée par l'inaction de l'intéressé, elle cesse dès que celui-ci se trouve en état de s'occuper par lui-même de ses affaires; elle est relative à des actes conservatoires; elle fait face à des intérêts et à des besoins déjà nés; elle ne crée point des intérêts ou des besoins nouveaux. Le gérant s'attribue pour unique mission le maintien en bon état de conservation des éléments du patrimoine du maître. A ces termes est limitée son initiative généreuse, il ne peut entreprendre rien de nouveau: « nullum negotium quod non sit solitus absens ».

Il est aisé de s'apercevoir que, si on limite ainsi les pouvoirs du gérant d'affaires, on ne pourra donner à l'organisateur d'une sous-

cription la qualité de gérant d'affaires. L'organisateur, en effet, ne s'occupe pas à administrer un bien qui fait déjà partie du patrimoine du bénéficiaire, il agit plutôt pour faire entrer un bien dans ce patrimoine. Son acte n'est pas un acte conservatoire proprement dit, c'est plutôt un acte d'acquisition; il ne se contente pas d'améliorer les éléments actuels du patrimoine du bénéficiaire, il y ajoute, y introduit un élément nouveau. D'autre part, à la différence du gérant ordinaire, l'organisateur n'a pas toujours l'intention de se faire rembourser par le bénéficiaire les dépenses et les frais qui lui ont été occasionnés par la gestion, par ses démarches.

Néanmoins l'organisateur d'une souscription doit, selon nous, être considéré comme le gérant d'affaires du bénéficiaire.

La notion de la gestion d'affaires ne doit pas en effet être restreinte à l'hypothèse classique que nous venons d'examiner.

Il est possible que l'action de gestion d'affaires n'ait été créée au début que pour sanctionner des actes accomplis sur des biens existant déjà dans le patrimoine du géré, qu'elle ait eu uniquement pour objet des actes conservatoires, et que, par conséquent, elle ait été accordée dans des cas assez peu nom-

breux. La raison en est peut-être que, dans le droit romain primitif comme dans notre ancien droit, on regardait en principe comme une faute l'immixtion dans les affaires d'autrui : *culpa est immiscere se rei ad se non pertinenti* (1). Mais cette idée strictement appliquée et rigoureusement entendue viole parfois l'équité, et est un obstacle à la satisfaction des nécessités pratiques. Aussi a-t-elle reçu dans le cours des temps des exceptions de plus en plus nombreuses ; la notion de la gestion d'affaires en s'élargissant, grâce aux écrits des jurisconsultes, lui a fait une brèche considérable.

Il nous est impossible de tracer ici l'évolution de cette institution (2), nous nous contenterons de faire quelques constatations nécessaires pour nous prononcer sur l'étendue de

(1) Beaumanoir voit la gestion d'affaires d'un œil peu favorable, il avertit ceux qui « s'entremettent sans prière ou mandement de servir autrui, que cette voie de service est moult périlleuse et que celui qui s'entremet s'expose à être privé de son impense et même à être confondu avec un voleur qui veut s'emparer de la chose d'autrui » (Coutume de Beauvoisis, ch. xxix, n° 12).

(2) Sur ce point, v. Vignes : Rapports de la gestion d'affaires et de la stipulation pour autrui. Thèse, Paris, 1892, p. 8 et suiv., 120 et suiv.

son domaine et pour décider si l'organisateur est un gérant d'affaires.

1^{re} constatation. — Si nous nous reportons à l'époque classique de la législation romaine, nous remarquons que les jurisconsultes romains, et particulièrement l'école sabinienne, rapprochent la gestion d'affaires du mandat. Dans le cas où l'utilité de la gestion est discutable, si le maître ratifie cette gestion, il admet que l'affaire a été utilement entreprise, et Sabinus déclare que « *Ratihabitio mandato æquiparatur* » (1).

Il veut dire que le gérant est alors placé, vis-à-vis du géré dans une situation analogue à celle d'un mandataire vis-à-vis de son mandant, que la gestion ratifiée est comparable au mandat. Sans doute, cette expression ne doit pas être entendue en ce sens que la gestion se transforme en mandat par la ratification, que le mandat et la gestion d'affaires sont identiques, mais elle indique entre eux une ressemblance frappante.

2^e constatation. — En nous plaçant maintenant à la veille de la rédaction du Code civil, et en consultant l'un des jurisconsultes qui a eu

(1) Loi XII, § 4, Dig. de neg. gest.

sur cette rédaction le plus d'influence, nous retrouvons la même idée exprimée par Pothier qui, dans un appendice à son traité du mandat, fait de la gestion d'affaires une étude spéciale : « Le quasi-contrat de gestion d'affaires ressemble, dit-il, au mandat, car la gestion de l'affaire de quelqu'un qui avait intérêt qu'elle fût faite, qui est faite à son insu, est faite à la vérité sans un mandat formel ; mais on y suppose une espèce de mandat fictif et présumptif, y ayant présomption que celui dont on a fait l'affaire à son insu aurait donné l'ordre de la faire s'il l'eût su, puisqu'il était de son intérêt qu'elle fût faite » (1).

3^e constatation. — La même doctrine a été consacrée par notre Code civil, il n'est guère permis d'en douter. Il suffit, pour en être convaincu, de lire le 2^e alinéa de l'article 1372 : « Il (le gérant d'affaires) se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès », puis l'article 1998 : « Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire conformément au pouvoir qui lui a été donné. — Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au delà qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement. » Cette ratifica-

(1) Pothier : Du quasi-contrat negot. gest., p. 181.

tion de l'acte accompli par le mandataire au delà de ses pouvoirs n'est en somme que l'approbation d'un acte de gestion d'affaires.

Mais, puisque le mandat est le type sur lequel est modelée la gestion d'affaires, idée que les jurisconsultes romains exprimaient en disant qu' « elle est la figure du mandat », il est nécessaire, pour connaître l'étendue d'application de la gestion d'affaires, de savoir quelle est l'étendue d'application du mandat. Cette matière n'offre guère de difficultés, et il est admis par tous qu'en principe tout acte juridique peut faire l'objet d'un mandat (1), que ce soit un acte conservatoire, un acte d'acquisition ou même d'aliénation. Il n'est pas douteux qu'une personne ne puisse donner à une autre le mandat d'accomplir pour elle un acte qui vienne augmenter son patrimoine, d'accepter une succession par exemple.

Est-il alors logique de décider que la gestion d'affaires, qui présente avec le mandat une telle affinité, ne peut avoir pour objet que des actes purement conservatoires ? — Nous ne le pensons pas. Où se trouve le principe qui

(1) V. des exceptions à ce principe dans l'article 121 du Code de procédure aux termes duquel : « le serment sera fait par la partie en personne » ; dans les articles 234 et 238 du Code civil et dans l'article 877 du Code de procédure.

défend au gérant d'acquérir pour le géré, de faire entrer un bien dans son patrimoine? Nulle part.

C'est pourquoi nous acceptons volontiers les définitions suivantes qui ont été données de la gestion d'affaires :

« La gestion d'affaires est le fait d'une personne qui accomplit une ou plusieurs affaires pour autrui sans avoir reçu mandat, c'est-à-dire sans avoir été préalablement chargée par celui que l'affaire ou les affaires intéressent » (1).

« La gestion d'affaires consiste à faire sans mandat ce que pourrait faire un mandataire » (2).

« Il y a gestion d'affaires toutes les fois qu'une personne accomplit un acte juridique dans l'intérêt d'un tiers sans en avoir été chargée » (3).

Ces définitions concordent d'ailleurs avec le terme « affaires » qui est très large, très élastique et semble bien désigner tout fait de l'homme susceptible des conséquences juridiques.

(1) Demante, t. V, p. 641.

(2) Labbé.

(3) Planiol, 2^e éd., t. II, p. 692, n° 2273.

Il en résulte que l'organisateur d'une souscription qui agit dans l'intérêt du bénéficiaire sans en avoir reçu pouvoir, ce qui est le cas le plus fréquent, est bien un gérant d'affaires dudit bénéficiaire, alors même qu'il agit pour faire entrer un droit, un bien dans le patrimoine de ce dernier.

Quant à l'intention que peut avoir l'organisateur de ne pas se faire rembourser ses frais, elle entraînera une conséquence importante. L'organisateur ne pourra agir contre le bénéficiaire, pour le remboursement de ses frais, parce qu'il a par avance renoncé à ce droit qui découle de la gestion d'affaires ; mais, pour le reste, l'opération n'en est pas moins une gestion d'affaires ; l'organisateur n'en a pas moins représenté valablement le bénéficiaire, et celui-ci pourra, par exemple, se prévaloir de la gestion pour demander des comptes à l'organisateur, pour exiger du souscripteur (tiers) l'exécution de la convention qu'il a contractée avec l'organisateur (son représentant).

Avant de terminer l'examen de la nature des relations de l'organisateur et du bénéficiaire entre eux, il nous reste à faire remarquer que l'organisateur, dans le cas où il a reçu mandat du bénéficiaire (ce qui sera rare) d'accepter les offres des souscripteurs, devient

en même temps dépositaire du bénéficiaire lorsque les souscripteurs, en acceptant les offres, lui ont remis une somme d'argent pour le compte du bénéficiaire. L'intention des souscripteurs et de l'organisateur n'est pas en effet d'ordinaire que ce dernier devienne propriétaire des sommes qui lui sont remises par les souscripteurs.

SECTION IV

De la légalité des souscriptions organisées.

Les souscriptions organisées sont-elles permises par la loi ?

Cette question est facile à trancher après l'étude que nous venons de faire de la nature des souscriptions organisées. C'est en somme se demander si les diverses conventions créées par l'organisation d'une souscription, et plus particulièrement le contrat par représentant sont valables. L'affirmative n'est pas douteuse. Elle résulte suffisamment, à notre avis, de la règle générale posée par les articles 6 et 1134 (1) du Code civil qui édictent le principe

(1) Art. 6. — On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 1134. — Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

de la liberté des conventions, et déclarent celles-ci légales lorsqu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Or nous avons eu l'occasion de constater dans notre introduction que les souscriptions organisées méritent le plus souvent notre approbation aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue social. D'ailleurs un avis du Conseil d'État du 16 mars 1868 (1) reconnaît implicitement leur validité.

Toutefois dès que le but de la souscription est illicite, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, on rentre dans les termes de l'exception posée par l'article 6 du Code civil, et la souscription est entachée de nullité radicale, ne peut produire aucun effet. La loi du 29 juillet 1881 (2), sur la liberté de la presse, punit même, dans un cas particulier, de peines correctionnelles l'organisateur d'une souscription publique. Article 40 : « Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires,

(1) Déjà cité.

(2) C'est, à notre connaissance, le seul texte de loi qui parle des souscriptions publiques.

en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement. » Cette disposition législative se comprend fort bien, car c'est manquer de respect à la justice que de prendre des mesures destinées à paralyser la sanction qui est attachée à ses jugements, surtout lorsque ces mesures sont prises avec éclat au moyen d'une souscription publique. Mais il est à remarquer que le texte ne vise que les souscriptions publiques (1) ; les organisateurs de souscriptions privées ne sont donc pas sujets à l'application de cette peine, car en matière pénale l'interprétation restrictive est de rigueur : *Nulla pœna sine lege*. Il n'en résulte pas pour cela que l'organisation d'une souscription privée, faite dans le but prévu par l'article 40 précité, soit valable, car son objet n'en est pas moins illicite, contraire à l'ordre public ; elle est donc

(1) La prohibition contenue dans l'art. 40 de la loi du 29 juillet 1881 n'est qu'une reproduction de l'art. 5 de la loi du 27 juillet 1849 ; elle s'applique non seulement aux annonces faites dans les journaux et écrits périodiques, mais à tout acte patent et notoire tendant à provoquer la souscription, car alors la publicité existe. V. en ce sens : Circulaire ministérielle du 1^{er} août 1849 ; D. 49, 3, 89.

frappée de la nullité édictée par l'article 6 du Code civil. Si au contraire la souscription est ouverte, non plus dans le but d'indemniser le bénéficiaire de ses condamnations pécuniaires, mais en vue de lui faciliter des moyens d'appel (1), son objet n'a rien d'illicite. Il ne saurait alors être question de la déclarer nulle par application de l'article 6, et *a fortiori* de vouloir faire encourir à l'organisateur de cette souscription, dans le cas où elle est publique, les pénalités édictées par l'article 40 de la loi de 1881 sur la presse.

(1) V. D. 47, 2, 214.

DEUXIÈME PARTIE

Des effets généraux produits par les souscriptions organisées dans un but de bienfaisance.

Nous avons déterminé la nature des conventions diverses que peut produire l'organisation d'une souscription. Mais nous ne pouvons entrer dans l'étude détaillée des effets de chacune d'elles. L'analyse des effets des souscriptions littéraires, des souscriptions d'actions émises par les sociétés ou par l'État nous mènerait trop loin et sortirait d'ailleurs des limites de notre travail. Nous avons dû nous servir de ces souscriptions pour établir la nature des souscriptions en général, et combattre le système qui voit dans toute souscription publique un contrat *sui generis* présentant les caractères que nous connaissons. Cette tâche remplie, nous allons nous occuper simplement d'énumérer les principaux effets des souscrip-

tions organisées dans un but de charité ou de bienfaisance, d'indiquer quel sont les droits et les obligations qui en découlent.

Ces droits et ces obligations varient d'ailleurs suivant les distinctions que nous avons déjà faites. Il est nécessaire, pour les préciser, d'envisager les trois situations suivantes que nous avons dégagées :

1° Le souscripteur donne mandat à l'organisateur de faire au bénéficiaire une proposition de libéralité ;

2° Le souscripteur fait à l'organisateur une libéralité avec charge au profit du bénéficiaire ;

3° Le souscripteur fait une libéralité à l'organisateur agissant au nom du bénéficiaire.

Nous insisterons plus particulièrement sur cette troisième situation qui est, selon nous, en l'absence de toute manifestation de volonté des parties, celle qui doit être présumée la plus conforme à leur intention.

CHAPITRE I^{er}

Le souscripteur donne mandat à l'organisateur de faire une libéralité au bénéficiaire.

Cette situation entraîne notamment les conséquences juridiques suivantes :

Entre le souscripteur et l'organisateur il y a lieu d'appliquer les règles ordinaires du mandat.

Il en résulte que l'organisateur est tenu vis-à-vis du souscripteur de deux obligations principales.

Il doit : 1^o remplir son mandat ; 2^o rendre compte de sa gestion.

1^o Remplir son mandat, c'est-à-dire faire la libéralité au bénéficiaire. Il accomplit d'ordinaire cette mission en remettant entre les mains du bénéficiaire la somme d'argent dont le souscripteur l'a rendu détenteur (v. art. 1991, alinéa 1^{er}) ;

2^o Rendre compte, c'est-à-dire renseigner le souscripteur d'une façon complète sur l'emploi qu'il a fait des fonds à lui confiés (1), les

(1) Toutefois cette obligation de rendre compte imposée

rendre au souscripteur dans le cas où le bénéficiaire les aurait refusés (Art. 1993 du Code civil).

Il en résulte aussi que le souscripteur peut être tenu vis-à-vis de l'organisateur de l'indemniser des frais et avances qu'il a déboursés dans l'exécution de son mandat (Art. 1999, alinéa 1^{er}). L'intérêt des avances est même dû de plein droit à l'organisateur à dater du jour où ces avances ont été faites; il y a là une dérogation à l'art. 1163 du Code civil qui exige en principe une sommation pour faire courir les intérêts (Art. 2001 du Code civil).

L'article 2002 décide même que « lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat » (1).

au mandataire se trouve irréalisable, par la force même des choses, dans le cas où l'organisateur est chargé d'une distribution d'aumônes. Comme le dit fort bien M. Planiol: « Le distributeur, chaque fois qu'il laisse une aumône dans une pauvre demeure, doit-il se faire donner une quittance? Et si la personne ne sait écrire faudra-t-il qu'il aille chercher des témoins ? » Note sous Riom, 11 juin 1895; D. 97, 2, 49. Ici la dispense de rendre compte est la conséquence nécessaire du droit de distribution.

(1) L'application de ce texte est ici très rigoureuse, car on expose chaque souscripteur à se trouver obligé bien au delà

Il en résulte enfin que le souscripteur peut, quand bon lui semble, révoquer le mandat (1), retirer par conséquent des mains de l'organisateur la somme qu'il lui a remise; que l'organisateur peut renoncer à exécuter le mandat, que la mort, l'interdiction ou la déconfiture, soit du souscripteur, soit de l'organisateur, rend inefficace la souscription en mettant fin au mandat (Art. 2003 et suiv.).

Entre le souscripteur et le bénéficiaire il y a lieu de considérer qu'avant l'acceptation du bénéficiaire le souscripteur n'a fait qu'une offre. Il faut donc décider que cette offre peut tomber soit par la rétractation, soit par la mort du souscripteur, et que l'acceptation du bénéficiaire, survenue après ces événements, est inopérante (2).

du montant de sa souscription. C'est une raison de plus pour restreindre le domaine de la situation dont nous étudions les effets.

(1) C'est pourquoi il ne peut ici être question pour l'organisateur d'agir contre le souscripteur pour se faire mettre en possession de la souscription, au cas où le souscripteur se serait seulement fait inscrire sur la liste de souscription pour une somme de..... sans avoir rien déboursé.

(2) Comparez : Cass., 22 mai 1867; D. 67, 1, 401; S. 67, 1, 280; Cass., 11 juin 1882; D. 82, 1. 303.

Mais si l'acceptation du bénéficiaire est intervenue en temps utile, avant que l'offre du souscripteur soit devenue caduque, alors le contrat de donation est valablement formé ; non pas sans doute en tant que donation ordinaire, car les formalités (1) des articles 931 et 932 sont trop rigoureuses pour qu'elles soient observées, mais du moins en tant que don manuel, si la remise de la somme d'argent est effectuée entre les mains du bénéficiaire. Il s'ensuit que le bénéficiaire est investi de la propriété de la souscription.

(1) L'art. 2 de la loi du 21 juin 1843 exige même que le mandat, donné par le donateur, de consentir une donation ordinaire soit lui-même passé en la forme authentique.

CHAPITRE II

Le souscripteur fait à l'organisateur une libéralité avec charge au profit du bénéficiaire.

De cette situation découlent les effets suivants :

L'organisateur a le droit d'exiger du souscripteur l'accomplissement de sa promesse, il peut le forcer à payer le montant de sa souscription (1), car c'est envers lui que le souscripteur s'est obligé.

Quels sont les droits du souscripteur ?

Il est d'abord certain que le souscripteur a le droit de révoquer la libéralité qu'il a faite à l'organisateur lorsque celui-ci n'accomplit pas la charge imposée. Ce droit du souscripteur

(1) Répétons que l'organisateur ne peut exercer ce droit qu'autant que la donation est régulière en la forme. Faisons remarquer aussi que si cette donation est valable comme don manuel, ce qui est le cas le plus fréquent, ce droit de l'organisateur n'a plus lieu d'être exercé par lui ; il s'est trouvé réalisé au moment de la formation du don manuel qui, pour sa validité, exige la tradition réelle de la souscription.

résulte de l'article 954 du Code civil; cet article n'est lui-même qu'une application de la règle générale édictée par l'article 1184 suivant laquelle toutes les fois que des obligations ou des prestations réciproques sont imposées à deux parties contractantes, chacune peut, si l'autre ne remplit pas ses engagements, reprendre ce qu'elle a donné. L'article 1184 pose le principe pour les contrats synallagmatiques, et l'article 954 le rappelle pour les contrats unilatéraux, quand ils participent, comme la donation avec charges, de la nature des premiers. Tel est du moins l'avis de jurisconsultes éminents tel que Demolombe : « Le maintien de la donation, dit-il, étant subordonné dans l'intention du disposant à l'accomplissement du mode, on peut dire que le mode lui-même, à ce point de vue, a le caractère d'une vraie condition résolutoire » (1). C'était d'ailleurs déjà, dans l'ancien droit, l'opinion de Furgole : « La donation, dit-il, n'est faite qu'en considération de la charge » (2), et d'après Ferrière : « La donation qui est faite à quelque charge contient une charge ajoutée par le donateur à sa libéralité en sorte que la

(1) Demolombe : Donat. et test., t. III, § 569 et suiv.

(2) Furgole : Des test., ch. VII, sect. III, n° 112.

donation est révoquée au cas que la charge n'ait pas été accomplie » (1).

Il ne suffit pas de dire en sens contraire que la nature de la donation est de gratifier le donataire, de lui procurer un avantage, qu'elle est un contrat unilatéral qui ne peut obliger le gratifié, et jamais un contrat synallagmatique ; que la preuve de ce qu'on avance se trouve dans l'article 894 du Code civil, d'après lequel « la donation est un acte » parce qu'une seule personne est obligée.

A ce raisonnement il est facile de répondre que le législateur, dans l'article 894, à supposer que ce texte manifeste son intention, n'a prévu que la convention pure et simple qui enrichit le donataire sans procurer aucun avantage à une autre personne. Certes dans ce cas normal le donataire n'est pas un obligé, et son acceptation n'est requise que pour rendre le contrat irrévocable de la part du donateur.

Mais il n'en est plus de même quand le donateur a stipulé des charges ; l'acte oblige alors celui qui donne et celui qui reçoit, et il participe ainsi de la nature des contrats synallagmatiques. Il y a donc lieu de lui faire l'ap-

(1) Ferrière : Sur la coutume de Paris, t. III, titre 13.

plication de l'article 1184, et de décider que le donateur peut faire résoudre, révoquer la libéralité lorsque le donataire n'exécute pas la charge qu'il s'est engagé à accomplir. Peu importe même, croyons-nous, que l'inexécution de la charge provienne ou non de la faute du donataire grevé, d'un cas fortuit, ou de force majeure. Cette solution résulte de l'article 1184 qui ne fait aucune distinction et qui pose le principe d'où émane l'article 954. Le donateur a donné dans un but déterminé, ce but n'étant pas atteint, la libéralité n'a plus de cause, et en conséquence il a le droit de la révoquer; dès que cette cause fait défaut, n'importe comment et pourquoi, l'action résolutoire peut être exercée (1).

Il est donc incontestable que le souscripteur peut réclamer à l'organisateur le montant de sa souscription lorsque ce dernier n'a pas fait des fonds l'emploi prescrit, n'a pas exécuté la

(1) V. en ce sens : Larombière, art. 1184, n° 6; Demolombe, XX, n° 577; Laurent, XII, n° 506; Aubry et Rau, VII, p. 412, § 707 *bis*; Baudry et Colin, I, n° 1562. M. Planiol n'admet pas que l'art. 1184 puisse s'appliquer quand l'inaccomplissement de l'obligation du donataire provient d'un cas fortuit, mais il croit trouver dans cette inexécution une condition résolutoire tacite qui agit de plein droit en vertu de l'art. 1183. Note sous Dalloz, 1892, 2, 137.

charge au profit du bénéficiaire (1). Mais faut-il aller plus loin et dire que le souscripteur a non seulement l'action en révocation contre l'organisateur, mais encore une action directe pour le forcer à s'exécuter ?

A la lecture de l'article 1184, on est bien tenté d'accorder au souscripteur cette action directe. En effet, cet article, dans son alinéa deuxième, dispose que : « La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le *choix* ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. » Et on peut ajouter, pour permettre l'exercice de cette action par le souscripteur, que celui-ci, en stipulant la charge, a par là même l'intention tacite d'attacher à sa réalisation toutes les sanctions possibles, non seulement celle qui dérive de l'action en révocation, mais aussi celle qui tend à l'exécution directe de l'obligation au cas où cette exécution est conforme à la loi.

Toutefois, il nous paraît impossible d'accorder au souscripteur l'action directe pour faire exécuter la charge établie au profit du bénéfi-

(1) D. 59, 2, 180 ; S. 59, 2, 221 ; Besançon, 26 mai 1882 ; D. 82, 2, 236 ; S. 83, 2, 121.

ciaire. Nous ne voulons pas tirer argument de l'article 954 qui, en n'accordant au donateur que le droit de faire révoquer la convention, semble ne pas vouloir lui concéder celui de faire exécuter les charges. Si les rédacteurs du Code n'ont mentionné dans l'article 954 que le droit de révocation, c'est qu'ils n'avaient en vue, en l'édictant, que de grouper toutes les causes de révocation des donations, et on comprend fort bien qu'ils n'aient pas parlé de l'action directe restée alors en dehors de l'objet de leurs préoccupations.

Si nous refusons au souscripteur l'action directe pour faire exécuter la charge, c'est simplement parce que le souscripteur, en stipulant cette charge de l'organisateur, n'a pas agi en son nom personnel. Nous savons qu'il a agi comme gérant d'affaires, comme représentant du bénéficiaire. C'est ce dernier seul qui est devenu le titulaire du droit né de la stipulation ; c'est lui seul qui doit pouvoir en poursuivre l'exécution. Nous verrons en effet que personne ne peut agir en justice pour un autre en qualité de gérant d'affaires. Il serait d'ailleurs contradictoire d'accorder l'action à deux personnes à la fois : au souscripteur et au bénéficiaire. Certes l'article 1184 accorde à la personne, envers laquelle l'autre contractant

n'a pas rempli ses engagements, les deux actions : l'action résolutoire et l'action directe ; mais cet article ne vise que le cas où les deux contractants agissent uniquement en leur nom personnel. Dans la donation avec charge au profit d'un tiers, le donateur agit bien aussi en son nom personnel en faisant la libéralité au donataire, mais, quand il stipule la charge, il agit au nom d'autrui.

C'est pourquoi nous croyons que l'action directe compète au bénéficiaire seul. Cette solution ne sacrifie pas les intérêts du donateur, du souscripteur, car l'action en révocation suffit amplement à sanctionner son droit.

Nous avons répondu par là même au point de savoir quel est le principal droit du bénéficiaire, lorsque le souscripteur a fait à l'organisateur une libéralité avec charge au profit dudit bénéficiaire. Celui-ci peut réclamer à l'organisateur la stipulation que le souscripteur a faite pour lui ; il peut agir directement contre l'organisateur pour le forcer à payer ce que le donateur a souscrit à son profit. Peu importe que le souscripteur soit à ce moment décédé ou qu'il soit devenu incapable de disposer, car le bénéficiaire ne tient pas son droit directement du souscripteur, mais bien de

l'organisateur; il est l'ayant cause de celui-ci et non du premier.

Il est évident que le bénéficiaire de la charge ne peut jamais demander la révocation de la libéralité, pour la raison bien simple qu'il ne lui est pas possible de faire rentrer dans son patrimoine des biens qui n'en sont pas sortis (1).

(1) V. : Demolombe, XX, n° 597 ; Laurent, XII, n° 499 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, I, n° 1569.

CHAPITRE III

Le souscripteur fait une libéralité à l'organisateur agissant au nom du bénéficiaire.

Lorsqu'une souscription est organisée par une personne pour une autre personne, il faut d'ordinaire, à notre avis, considérer l'organisateur comme le représentant du bénéficiaire.

Quels sont les effets engendrés par l'organisation de cette souscription ?

Distinguons le cas où l'organisateur est mandataire du bénéficiaire et celui où il est gérant d'affaires du même bénéficiaire.

SECTION I^{re}

Le bénéficiaire donne mandat à l'organisateur.

Ce point ne peut pas nous retenir longtemps. Il y a lieu d'appliquer ici entre le bénéficiaire et l'organisateur les effets du mandat. Nous les connaissons déjà car nous les avons indiqués quand nous nous sommes occupés du cas où le souscripteur est le mandant de l'organisateur.

SECTION II

**Le bénéficiaire est représenté par l'organisateur
gérant d'affaires.**

Presque toujours l'organisateur agit de sa propre initiative, sans avoir reçu aucun ordre; c'est un gérant d'affaires du bénéficiaire, et, lorsque celui-ci accepte la souscription, il ne fait que ratifier un acte de gestion d'affaires.

§ 1^{er}. — *Nature et conséquences de l'opération intervenue
entre le souscripteur et l'organisateur.*

Avant d'aborder l'étude des effets de la ratification par le bénéficiaire de l'acte fait par l'organisateur, il nous faut déterminer quelle est au juste l'opération juridique intervenue entre le souscripteur et l'organisateur, et quelles en sont les conséquences. Eux seuls sont-ils liés, ou au contraire le bénéficiaire a-t-il un droit acquis à se prévaloir du contrat qui a été conclu pour son compte, et ce droit est-il à l'abri de tout changement de volonté de la part soit du souscripteur, soit de l'organisateur, soit de tous les deux ensemble?

On a prétendu (1) que, dans le cas où la gestion d'affaires n'était obligatoire que sous condition de ratification, il existe entre le maître et le gérant un rapport non pas quasi-contractuel, mais conventionnel. Le contrat, conclu avec le tiers par le gérant, donne naissance à un rapport de droit encore imparfait et incomplet. Pour être parfait, il lui manque la volonté de celui dans le patrimoine duquel le contrat est destiné à produire ses effets : la ratification n'est pas une condition accessoire de l'efficacité du contrat, elle est au contraire une partie constitutive du contrat et « la cause efficiente de son existence même » (2). Trois volontés sont en effet nécessaires pour créer le rapport de représentation ; or, si celles du représentant et du tiers existent, celle du représenté fait au contraire défaut. Assurément, on ne peut pas dire que, dans l'intervalle qui existe entre la conclusion du contrat et la ratification, le rapport juridique soit nul ou inexistant ; mais il est en suspens, il y manque un élément constitutif : la volonté du représenté. De ce principe on

(1) Tartufari : Della rappresentanza nella conclusione dei contratti, 1892, p. 420.

(2) Tartufari, *op. cit.*, p. 416.

conclut : le gérant ne peut par sa seule volonté révoquer le contrat entre le moment de sa conclusion et celui de la ratification, car le tiers a en effet un intérêt certain à attendre la ratification de celui en vue duquel il a contracté, et cet intérêt doit être protégé et défendu. De son côté, le tiers ne peut pas non plus révoquer le contrat, car sa volonté ne peut rien sur l'existence du rapport que le gérant et lui viennent de créer (1). Mais on admet dans ce système que ce que le tiers et le gérant ne peuvent faire isolément, ils le peuvent d'un commun accord.

Nous croyons qu'il faut aller plus loin, et décider qu'avant la ratification il existe un contrat parfait. Il y a seulement incertitude sur le point de savoir si ce contrat produira ou non ses effets dans le patrimoine du représenté (bénéficiaire). La ratification n'est pas un élément nécessaire à la formation du contrat, « elle consolide un droit déjà formé entre le contractant et l'absent qui a été représenté à son insu et qui l'approuve » (2). Pour prouver que le contrat est formé avant la ratification,

(1) Tartufari, *op. cit.*, p. 421.

(2) Labbé : Ratification des actes d'un gérant d'affaires, p. 46.

il suffit de se demander ce que veut le gérant d'affaires. Il veut représenter le bénéficiaire, c'est-à-dire créer un lien direct entre le représenté et le tiers avec lequel il contracte. Or qui crée ce lien de droit ? Est-ce le représenté ? — Non ; c'est la volonté du représentant concourant avec celle du tiers, du souscripteur. Le représenté, lui, ne participe pas directement à la formation de ce rapport ; il accepte seulement les effets d'un rapport qui existe avant toute ratification et indépendamment d'elle. Lorsque le bénéficiaire ratifie, il prend pour lui le contrat conclu par un autre. Dans le cas de mandat, le représenté donne pouvoir au représentant de contracter pour son compte, c'est-à-dire qu'il accepte, avant qu'il soit conclu, le contrat passé par le représentant dans les limites de son pouvoir ; dans le cas de gestion d'affaires, cette acceptation intervient une fois le contrat formé. Mais, dans les deux cas, c'est la volonté du représentant, mandataire ou gérant d'affaires, qui concourt directement avec celle du tiers contractant pour former le contrat ; et ce contrat, en cas de volonté conforme du représenté, produira immédiatement tous ses effets dans son patrimoine (1).

(1) Labbé, *op. cit.*, n^{os} 29 et 49.

Le contrat est donc conclu immédiatement, et avant toute ratification, entre le gérant et le souscripteur. C'est pourquoi le bénéficiaire a aussi immédiatement un droit acquis à agir directement contre le souscripteur ; la ratification lui donne seulement l'exercice de ce droit. Et c'est parce qu'il a acquis un droit que le bénéficiaire doit être à l'abri des changements de volonté du souscripteur ou de l'organisateur (gérant d'affaires), et à l'abri aussi des événements qui viendraient modifier la situation du gérant. C'est ainsi que la mort, l'incapacité du gérant n'empêcheraient pas la ratification (1). En un mot, le bénéficiaire, en ratifiant, est placé dans la situation d'une personne qui a elle-même conclu le contrat.

L'organisateur, gérant d'affaires du bénéficiaire, peut-il agir contre le souscripteur pour le forcer à payer sa souscription (2) ?

La négative est certaine. L'organisateur n'est pas titulaire du droit. Le bénéficiaire seul a cette qualité, et seul il peut agir contre le souscripteur.

Admettre le contraire serait enlever toute

(1) Labbé, *op. cit.*, p. 27.

(2) Cette question ne se pose qu'autant que la souscription gratuite est valable en la forme.

signification à une règle ancienne, qui n'a pas perdu sa raison d'être, et que l'on a coutume de formuler ainsi : « Nul ne plaide en France par procureur. » Voici comment M. Glasson (1) explique le sens de cette maxime : « Elle ne veut pas dire, et personne ne l'a jamais soutenu, que Secundus ayant un procès et ne pouvant y vaquer lui-même, ne puisse confier à Primus la direction de ce procès, le choix de l'avoué et le soin de faire tous les actes qui se rattachent au procès. Cela veut dire simplement que malgré la direction du procès confié à Primus, le nom de Secundus doit figurer personnellement dans l'exploit ; les condamnations à prononcer doivent l'être contre Secundus et non pas contre Primus mandataire ; enfin le mandataire Primus ne peut être admis à figurer dans l'instance qu'en justifiant des pouvoirs qu'il a reçus de Secundus. Voilà absolument et uniquement le sens de l'ancienne maxime : « *Nul ne plaide en France par procureur.* »

Merlin (2) exprimait la même idée en disant que « personne ne peut agir en justice pour les intérêts d'autrui en qualité de *negotiorum*

(1) Glasson : Procédure civile, I, p. 169.

(2) Merlin : Questions de droit. V. Prescriptions, § 15.

gestor, et que pour pouvoir poursuivre en justice le droit d'un tiers, même sous son nom, il faut y être autorisé par une procuration expresse ou implicite ».

L'existence et surtout l'utilité de cette règle ont été contestées (1).

Son existence ne peut faire de doute. Elle ne se trouve contenue, il est vrai, dans aucun article du Code de procédure, et elle ne peut davantage s'appuyer sur la seule tradition, puisqu'aux termes de l'article 1041 du même Code « toutes lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile sont abrogés » ; mais elle est consacrée par les lois des 21 mai 1865 (2), 24 juillet 1867 (3) et 21 mars 1884 (4) qui l'admettent implicitement puisqu'elles y dérogent expressément.

Quant à son utilité, il est plus difficile de la saisir. Peut-être se justifie-t-elle par la raison que de même que nul n'est forcé d'accepter un

(1) Naquet : De la maxime que « Nul ne plaide en France par procureur, si ce n'est le roi ». *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. IV, année 1875, p. 650. — V. Garsonnet : *Précis de procédure civile* revu par Cézard-Bru, 4^e éd., p. 58, n^o 76 et suiv.

(2) Art. 3.

(3) Art. 17 et 53.

(4) Art. 6.

bénéfice, *invito beneficium non datur*, de même nul n'est forcé de se prévaloir d'un droit, et qu'en tous cas le titulaire du droit est seul juge des moyens qu'il faut employer pour faire reconnaître ce droit en justice.

L'organisateur, gérant d'affaires du bénéficiaire, ne peut donc contraindre le souscripteur à payer sa souscription ; le bénéficiaire seul peut agir contre lui parce que lui seul est titulaire du droit. Il n'en serait autrement que si l'organisateur avait reçu pouvoir du bénéficiaire d'agir à cet effet.

§ 2. — *Effets de la ratification faite par le bénéficiaire de l'acte de l'organisateur.*

Nous savons que la ratification de l'acte accompli par l'organisateur est l'approbation, donnée par le bénéficiaire, de ce qui a été fait en son nom sans mandat. Par la ratification le bénéficiaire fait sien l'acte de gestion relatif à son patrimoine, se place dans la situation qu'il aurait eue s'il avait conféré antérieurement un mandat à l'auteur de l'acte. Le contrat créé par le gérant d'affaires et le tiers (souscripteur) va produire son effet dans le patrimoine du bénéficiaire en vue duquel ils avaient contracté. Tel est l'effet principal de

la ratification; elle est assimilée sur ce point à un mandat préalablement donné *ratihabitio mandato æquiparatur*. « Rien n'est plus juste, dit M. Labbé, plus simple et plus fécond que cette idée. Le gérant s'est placé par sa volonté dans la situation d'un mandataire, il en a accepté les charges et les devoirs, il a entrepris de gérer une affaire pour autrui comme s'il en eût reçu la commission, il a supposé que le maître lui en aurait donné mandat, s'il n'en avait été empêché par l'absence ou l'ignorance. Le tiers avec qui le gérant a contracté a consenti à traiter celui-ci comme représentant autorisé du véritable intéressé, il a considéré la personne du maître comme sa partie adverse dans le contrat. Quant au maître, en ratifiant, il reconnaît qu'il a été bien et utilement représenté, il prend à sa charge tout ce qui a été promis ou déboursé dans son intérêt; n'est-ce pas identiquement la position du mandant qu'il a acceptée? L'idée de mandat est donc au fond des esprits et au fond des choses, non comme un fait qu'on présume exister, mais comme un type, une règle à laquelle on rapporte tout ce qui se fait » (1).

C'est de cette idée qu'il faut partir pour

(1) Labbé, *op. cit.*, n° 5. p. 9.

indiquer les autres effets de la ratification.

Envisageons les effets de la ratification :

1^o Entre le bénéficiaire (géré) et le souscripteur (tiers).

2^o Entre le bénéficiaire et l'organisateur (gérant).

1^o La ratification met le bénéficiaire dans la position qu'il aurait occupée s'il avait lui-même contracté. Il en résulte, comme conséquences médiate, que, si le souscripteur s'est engagé gratuitement envers l'organisateur représentant du bénéficiaire, il y a lieu de décider qu'entre le souscripteur et le bénéficiaire se produiront les effets ordinaires des libéralités ; nous ne voyons notamment aucune bonne raison pour dispenser cette souscription des règles de fond relatives au rapport et à la réduction, par exemple, et même des règles de forme, si la souscription est seulement constatée par écrit et n'a pas fait l'objet d'une tradition réelle. Nous nous empressons cependant d'ajouter que si les règles de forme sont nécessaires pour permettre au bénéficiaire d'agir utilement contre le souscripteur, les règles de fond doivent être écartées lorsque le bénéficiaire aura été mis en possession de la souscription, dans l'hypothèse, très fré-

quente, où la somme déboursée par le souscripteur est d'une importance minime et peut être considérée comme un simple présent ou une aumône modique.

Le souscripteur peut avoir joint une charge à sa souscription. Alors le bénéficiaire, en ratifiant, est tenu de l'exécuter et se trouve dans la situation de l'organisateur lorsque le souscripteur fait à ce dernier une donation avec charge.

2° La ratification (1) a pour effet de faire naître entre l'organisateur et le bénéficiaire les droits et les obligations qui dérivent du quasi-contrat de gestion d'affaires.

Passons d'abord en revue les obligations du gérant ; elles se trouvent contenues dans les articles 1372 et suivants du Code civil.

Le gérant doit : 1° « continuer la question qu'il a commencée.... se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire » (Article 1372).

Loysel (2) disait déjà, en parlant de cette

(1) La ratification est en effet la condition générale qui consacre la gestion d'affaires (V. Planiol, 2^e édit., t. II, n° 2279 *in fine*).

(2) Loysel : Institutes coutumières, liv. III, titre II, n° 6.

obligation du gérant : « qui s'entremet doit achever, et qui commence et ne parfait sa peine perd. »

Le gérant doit : 2^o apporter à la gestion de l'affaire « les soins d'un bon père de famille » (V. article 1374).

Cette disposition de l'article 1374 n'est qu'une conséquence de la théorie des fautes dont l'appréciation en cette matière est laissée souverainement aux juges ; ils apprécieront, suivant la nature de l'affaire entreprise et suivant l'aptitude plus ou moins grande du gérant à diriger cette affaire. L'alinéa 2 de l'article 1374 atténue la responsabilité du gérant (1).

Nous n'insistons pas sur ces deux obligations du gérant, car le bénéficiaire d'une souscription ne pourra guère s'en prévaloir contre l'organisateur. En ratifiant il reconnaît en effet que son affaire a été bien gérée et qu'elle est terminée.

Le gérant doit : 3^o rendre compte au géré. Il est obligé, comme tout administrateur, de fournir un compte exact et fidèle des sommes

(1) « Néanmoins, les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire peuvent autoriser le juge à modérer les dommages-intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant » (art. 1374-2^o).

qui ont pu être employées par lui pour le compte du géré ou qu'il a reçues pour lui. Cette obligation dérive de l'article 1993 : « Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion. » Or, d'après le dernier alinéa de l'article 1372, le gérant d'affaires se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le gérant. Si donc l'article 1372 assimile sur ce point le gérant d'affaires au mandataire, il est certain que, comme ce dernier, elle le soumet à l'obligation édictée par l'article 1993.

Quant aux obligations dont le géré est tenu, elles sont posées par l'article 1375 ainsi conçu : « Le maître, dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites. »

La première obligation, dont il est fait mention dans cet article, celle qui est imposée au géré de remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, est, par l'effet de la représentation, assumée directement par le bénéficiaire en faveur du tiers (souscripteur); elle passe, peut-on dire, par-dessus la tête du gérant. Cette obligation n'existe d'ailleurs

qu'autant que le souscripteur s'est fait promettre quelque chose et ne s'est pas contenté de souscrire gratuitement de façon pure et simple.

Les obligations du géré d'indemniser le gérant et de lui rembourser les dépenses qu'il a faites naissent au contraire vis-à-vis du gérant. Elles ont été formulées par le législateur pour que l'initiative généreuse du gérant ne tourne pas à son détriment et qu'il n'éprouve aucune perte de la gestion de l'affaire d'autrui.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces deux obligations ne sont qu'incidentes, car, d'une part le géré peut n'avoir pas contracté d'engagement personnel, d'autre part la gestion peut parfois se faire sans frais ; l'action du gérant n'a pas alors à s'exercer faute d'objet.

§ 3. — *Effets de la non-ratification du bénéficiaire.*

En ce qui concerne le bénéficiaire, l'effet résultant de son refus de ratifier est bien simple ; il ne peut être ni créancier ni débiteur en vertu du contrat que l'organisateur gérant d'affaires a conclu pour son compte et dans son intérêt. Il est complètement étranger à cette opération en vertu de ce principe

toujours vrai : « Res inter alios acta, aliis nec nocere nec prodesse potest. »

En ce qui concerne le souscripteur ou tiers, comme il ne s'est engagé que sous la condition de la ratification du bénéficiaire, si cette condition ne se réalise pas il est complètement libéré de son obligation, ou plutôt, par suite de l'effet rétroactif de la condition, il est censé n'avoir jamais été obligé. Par suite, s'il a versé des fonds entre les mains de l'organisateur représentant du bénéficiaire, il peut les répéter puisqu'ils se trouvent sans cause en la possession de l'organisateur. La dette, en vue de laquelle il a payé entre les mains de l'organisateur, ne s'est pas formée puisqu'elle ne devait exister que sous la condition de la ratification du bénéficiaire ; il a donc payé indûment et il peut se faire rembourser sa souscription par l'action que les Romains appelaient *condictio sine causa*.

Ici se pose une question intéressante : Au cas de non-ratification du bénéficiaire, l'organisateur peut-il, au lieu de restituer à chaque souscripteur le montant intégral de sa souscription, prélever sur l'ensemble des souscriptions une somme égale à ses déboursés, aux frais qu'a pu lui occasionner l'organisation de la souscription, et garder cette somme pour

lui, en faisant contribuer chaque souscripteur aux dépenses faites? (1).

L'affirmative n'est pas douteuse lorsque l'organisateur est un mandataire des souscripteurs. Le mandant est en effet tenu d'indemniser son mandataire de tous les frais engendrés par la gestion. L'organisateur, en gardant pour lui une somme égale à ses déboursés, ne fait donc que se payer ce qui lui est incontestablement dû.

Mais la même solution ne peut plus être admise quand l'organisateur agit uniquement au nom du bénéficiaire. En effet en vertu de quel titre l'organisateur ferait-il un tel prélèvement sur ce qui appartient aux souscripteurs? Les souscripteurs ne sont en aucune façon débiteurs de l'organisateur, pas plus au cas de non-ratification du bénéficiaire qu'au cas où celui-ci ratifie. Aucun lien de droit n'unit les souscripteurs à l'organisateur, ils sont complètement étrangers l'un à l'autre. Certes l'organisateur aurait pu, au cas de ratification du bénéficiaire, se faire indemniser car la ratification aurait fait naître à son profit l'action de gestion d'affaires. Mais cette demande d'indemnité ou plutôt ce paiement qu'il se serait fait aurait été

(1) V. D. 1903, 2, 121. note *in fine*.

justifié par sa qualité de créancier du géré (bénéficiaire). Lorsque la ratification n'intervient pas, cette créance lui échappe par là même ; il ne saurait être question qu'il l'exerce contre les souscripteurs avec lesquels il n'a pas traité personnellement et qui ne lui doivent rien. Il doit donc restituer à ceux-ci le montant intégral de leurs souscriptions.

TROISIÈME PARTIE

Des souscriptions organisées pour les personnes morales.

Avant d'aborder l'étude des souscriptions organisées non plus pour un ou plusieurs individus mais pour une personne morale, il nous paraît utile d'examiner brièvement quelles sont les règles spéciales de la capacité des personnes morales, car ces règles peuvent réagir sur l'organisation et les effets de la souscription.

CHAPITRE I^{er}

De la capacité des personnes morales.

On admet d'ordinaire que les personnes morales sont des êtres fictifs, de pures abstractions (1). Aussi le législateur seul peut les

(1) V. Savigny : *Traité de droit romain*, II, § 86 (traduction

créer et leur donner une capacité juridique. Mais une fois qu'elles sont nées où trouver les principes qui fixent leur capacité ? Ni le Code civil ni les lois commerciales ou administratives ne contiennent de théorie complète sur ces personnes abstraites, et il est fort difficile d'imaginer *a priori* une ligne de démarcation qui délimite leur domaine juridique.

Puisque, a-t-on dit, nous nous trouvons en présence de personnes, rapportons-nous à la théorie générale des personnes humaines et reconnaissons à la fiction les mêmes droits qu'à la réalité. De là on a tiré la conclusion très simple que les personnes civiles sont en possession de la même capacité que les personnes physiques. Elles ne sont privées que des droits ou qui leur sont refusés par la loi, ou qui ne peuvent leur appartenir à raison même de leur qualité de personnes morales : tels que les droits de famille (1).

C'est, il nous semble, donner une trop grande importance aux mots et aux expres-

Guénoux); Baudry-Lacantinerie: Précis de droit civil, 6^e éd., t. I, n° 107; Laurent, t. I, p. 369, etc. De très nombreux systèmes nouveaux sont venus s'attaquer au principe de la personnalité fictive. V. Negulesco: Le problème juridique de la personnalité morale, Thèse. Paris, 1900.

(1) Lyon-Caen, Journal La Loi, 27 avril 1881.

sions, et nous allons le voir en étudiant la règle de la spécialité; nous étudierons ensuite la règle de l'autorisation administrative.

SECTION 1^{re}

De la règle de la spécialité.

Il est une autre théorie qui, mise en lumière, et soutenue avec beaucoup de force par Laurent, est aujourd'hui très en faveur (1). D'après le jurisconsulte belge le nombre et l'étendue des droits qui compètent aux personnes morales doivent se déterminer par le but que le législateur s'est proposé en les créant, et tout droit qui ne leur est pas absolument nécessaire doit leur être refusé. Les hommes seuls sont des personnes véritables; d'eux seuls on peut dire qu'ils ont des droits; ils ont la faculté d'user de leurs biens suivant leur bon plaisir, parce qu'ils naissent avec des besoins moraux, matériels et intellectuels qui exigent satisfaction; pour y subvenir ils jouissent de droits qui ne peuvent être restreints que dans la mesure de l'intérêt social. Au contraire, les

(1) Laurent, I, n° 301 et suiv.; Beudant, note dans D. 79, 1, 5; Baudry et Colin: Donat. et test., I, n° 409; Gautier: Revue critique, 1882, t. XLVIII, p. 611.

personnes morales sont moins des personnes que des institutions chargées d'un service déterminé; elles ne peuvent acquérir la personnalité que pour accomplir leurs fonctions; leur droit de contracter et d'acquérir est strictement limité comme la mission qui leur est confiée. En dehors de leurs attributions, elles n'existent plus, elles sont frappées d'une incapacité radicale. La loi qui crée ces êtres fictifs ne les accepte pas sans motifs, elle leur donne l'existence parce qu'ils ont une raison d'être qui doit servir de mesure à leur capacité. Quand le gouvernement reconnaît la personnalité civile à un hospice par exemple, c'est afin de permettre à cet établissement d'accomplir plus facilement sa mission, et non pour l'autoriser à se livrer à des occupations n'ayant aucun rapport avec le service des infirmes. Comprendrait-on qu'il fût permis de lui adresser des libéralités à charge de filer du coton ou du lin, ou de s'adonner à des opérations commerciales? Lorsqu'il s'agit des établissements chargés d'un service public, il est utile également qu'ils n'empiètent pas sur leurs attributions respectives, afin d'éviter tout double emploi et de prévenir le désordre et la confusion. — Le Conseil d'État fait depuis longtemps l'application de cette théorie. Le 13

juillet 1884 (1) il formulait le principe de la spécialité en ces termes : « Les établissements publics ne sont aptes à recevoir et à posséder que dans l'intérêt des services qui leur ont été spécialement confiés par les lois et dans les limites des attributions qui en dérivent. »

Nous croyons que le principe de la spécialité est le plus juridique. Les auteurs qui prétendent que les personnes morales ont la même capacité que les personnes physiques, à l'exception des droits qui leur ont été expressément retirés, s'appuient sur l'article 902 ainsi conçu : « Toutes personnes peuvent disposer et recevoir soit par donation entre vifs, soit par testament, excepté celles que la loi déclare incapables. » Cet article, disent-ils, ne fait pas de distinction entre les personnes physiques et les personnes morales. Il pose en principe que la capacité est la règle et l'incapacité l'exception ; il faudrait donc pouvoir s'appuyer sur un texte pour limiter la capacité des établissements publics.

Ce raisonnement est vrai pour les personnes physiques qui ont une capacité naturelle et par suite complète, mais non pour les personnes morales dont la capacité est artificielle et bor-

(1) D. 82, 3, 23.

née en conséquence dans son étendue. Il est juste de penser que le législateur a voulu proportionner leur capacité à leurs besoins et aux services qu'elles sont appelées à rendre. Leur champ d'action n'est pas indéfini, il est limité aux attributions qui leur sont accordées.

Nous admettons le principe de la spécialité mais il ne faudrait pas appliquer cette règle avec une rigueur absolue. Le Conseil d'État a été jusqu'à refuser à certains établissements tout droit qui ne leur avait été pas octroyé par un texte particulier. Nous croyons que le principe de la capacité limitée ne demande pas pour être observé une pareille interprétation. Il suffit de refuser aux personnes morales les droits qui sont contraires à leur but et c'est en cela que consiste leur spécialité.

Sans doute, quand le législateur a circonscrit la capacité d'un établissement dans son titre, la gestion ne donne lieu à aucune difficulté, cette personne morale ne peut dépasser les bornes qui lui ont été assignées.

Mais s'il n'a pas été précisé de limites à l'activité d'une personne civile, cet être moral pourra faire tous les actes conformes à sa mission. « L'être moral reçoit avec la vie l'indication de la carrière qu'il doit parcourir ; il n'est jamais reconnu par l'État qu'avec

une destination définie et un caractère spécial » (1).

SECTION II

De la règle de l'autorisation administrative.

Le principe de la spécialité n'est écrit dans aucun texte de loi et si le Conseil d'État en fait une application constante, les corps judiciaires proprement dit l'approuvent plus difficilement (2). La même difficulté ne peut s'élever à propos de l'existence de la règle de l'autorisation en matière de dons ou de legs aux établissements publics et d'utilité publique, car elle est formellement inscrite dans les articles 910 et 937 du Code civil : « Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale (Art. 910).

« Les donations faites au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établisse-

(1) Piébourg : De quelques questions sur les personnes civiles, p. 30.

(2) Cass., 31 janvier 1893 ; Sirey, 93, 1, 345 ; D. 93, 1, 513 ; Cass., 26 mai 1894 ; S. 96, 1, 129 ; D. 95, 1, 217.

ments d'utilité publique seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissements après y avoir été dûment autorisés » (Art. 937).

Il résulte de ces textes que les personnes de mainmorte sont frappées de l'incapacité de recevoir à titre gratuit sans autorisation. En édictant cette règle importante, les législateurs du Code civil ont voulu : 1° sauvegarder les intérêts des familles qu'un de leurs membres pourrait compromettre par des fondations ou d'autres libéralités hors de proportion avec ses ressources personnelles; 2° protéger les établissements de mainmorte eux-mêmes en les empêchant d'accepter trop rapidement et sans examen des libéralités faites parfois dans des conditions trop onéreuses pour elles; 3° prévenir les dangers que peut offrir une trop grande accumulation de biens entre les mains de ces personnes, au point de vue politique et économique, soit parce qu'elles tendent à acquérir ainsi une trop grande puissance, soit surtout parce que les biens qui leur appartiennent sont sinon mal gérés, en tous cas retirés de la circulation.

Cette incapacité de recevoir à titre gratuit, dont les établissements publics et d'utilité publique sont frappés et dont ils ne peuvent

être relevés que par une autorisation du gouvernement, doit-elle subsister même quand il s'agit pour elles d'accepter un don manuel ; et l'autorisation administrative est-elle obligatoire pour une pareille libéralité ?

Cette question autrefois douteuse (1) est aujourd'hui résolue dans le sens de l'affirmative par les auteurs la jurisprudence (2). Et c'est à bon droit.

En effet, si le don manuel est affranchi des règles de forme des donations, il demeure au contraire soumis aux règles de fond. Or, la règle posée par l'article 910, placé au chapitre II intitulé : « De la capacité de disposer et de recevoir », n'appartient nullement à la catégorie des dispositions de forme.

De plus, les termes de l'article 910 sont formels. L'article 910 ne dit pas : « Les actes portant donation..... n'auront leur effet qu'autant que....., etc. », mais : « Les dispositions entre vifs..... ». Peut-on employer un terme plus général et comment prétendre que les simples dons

(1) Dans le sens de la négative : Cass., 26 novembre 1833 ; D. 34, 1, 40 ; Paris, 12 janvier 1835 ; D. 35, 2, 46.

(2) Paris, 7 décembre 1852 ; D. 53, 2, 92 ; Paris, 28 janvier 1881 ; D. 82, 2, 103 ; Nancy, 29 avril 1893 ; D. 94, 2, 335 ; Demolombe : Donations, t. I, p. 603 ; Laurent, t. XI, n° 301 ; Aubry et Rau, t. VII, p. 649, note 67.

manuels sont restés en dehors de la règle édictée par cet article?

Donc, à ne consulter que le texte de la loi elle-même, l'affirmative paraît certaine. Elle devient évidente si l'on considère son esprit et son but. Nous avons indiqué les raisons qui ont poussé le législateur à frapper de l'incapacité de recevoir les personnes morales. Or, ces raisons, nous l'avons vu, ne perdent rien de leur valeur quand il s'agit de dons manuels.

Disons donc en employant les termes d'un arrêt de la Cour de Paris du 22 janvier 1850 (1) : « Protégés, quant à la forme, par la simplicité du droit naturel, les dons manuels doivent être assujettis, quant au fond, aux précautions prises par le droit positif pour mettre un frein aux donations imprudentes ; notamment en ce qui concerne les établissements publics, ce serait en vain que le législateur aurait pris de sages mesures pour modérer les acquisitions à titre gratuit si par le moyen de dons manuels exorbitants il était permis d'échapper à la surveillance de l'autorité supérieure. »

Nous verrons toutefois que l'autorisation administrative ne peut pas toujours être exigée.

L'autorisation administrative doit-elle pré-

(1) D. 50, 2, 27.

céder l'acceptation de la libéralité faite à la personne morale pour que cette libéralité produise son effet, pour que le disposant soit irrévocablement dépouillé ?

L'affirmative résultait formellement de l'article 937.

Mais cette nécessité de l'autorisation préalable imposée aux personnes morales entraînait bien des inconvénients dans la pratique. En effet, en exigeant que l'acceptation suivît l'autorisation, on faisait courir à l'établissement gratifié le danger de perdre la libéralité. Il suffisait, pour que l'espérance de l'établissement donataire s'évanouît, que le donateur se repente ou meure dans l'intervalle souvent assez long qui s'écoule entre la sollicitation et l'autorisation administrative.

Aussi plusieurs lois (1) avaient dérogé au principe de l'autorisation préalable en faveur de certaines personnes morales, avaient autorisé certains établissements publics à accepter

(1) V., pour les communes, les lois du 18 juillet 1837 (art. 48) et du 5 avril 1884 (art. 113); pour les départements, loi du 10 avril 1871 (art. 53); pour les hospices et hôpitaux, loi du 7 août 1851 (art. 11); pour les bureaux d'assistance médicale gratuite, loi du 15 juillet 1893 (art. 11), etc. V. aussi Léonce Aucoc : Les établissements publics avant la loi du 4 février 1901.

provisoirement les libéralités qui leur étaient adressées.

Une loi récente du 4 février 1901 est venue ajouter à l'article 937 la disposition suivante : « Tous les établissements peuvent, sans autorisation préalable, accepter provisoirement ou à titre conservatoire les dons et legs qui leur sont faits. » Le législateur a ainsi pris une mesure d'ensemble, généralisé le système de l'acceptation provisoire en étendant à tous les établissements publics une faveur qu'il avait auparavant accordée à quelques-uns seulement. Désormais, la donation faite à tout établissement public va se former presque immédiatement après l'offre, et le donateur est lié. Sans doute la donation n'est pas parfaite et il reste à accomplir la formalité de l'autorisation, mais celle-ci opère avec effet rétroactif et est indépendante de la volonté du donateur. Ce dernier vient-il à mourir ou à révoquer la libéralité, l'établissement donataire n'en gardera pas moins le bénéfice de la donation s'il se fait autoriser à accepter.

Résumons-nous en disant que la personne morale est un être fictif que l'État seul peut créer, dont la capacité est restreinte au but pour lequel elle a été reconnue, dont chaque

acquisition à titre gratuit, même par don manuel, est soumise à la surveillance, à l'approbation des pouvoirs publics.

Il est indispensable d'avoir ces règles présentes à l'esprit pour déterminer la valeur et les effets des souscriptions organisées pour les personnes morales.

CHAPITRE II

Conséquences des règles spéciales aux personnes morales sur l'organisation des souscriptions pour personnes morales.

SECTION 1^{re}

Conséquences de la règle qu'aucune personne morale n'existe aux yeux de la loi, si elle n'a pas été l'objet d'une reconnaissance légale.

Au cas où le souscripteur fait une offre à une personne morale non reconnue et que cette offre est acceptée par elle, il n'y a aucune convention de formée, car la personne morale non reconnue n'existe pas comme personne civile, n'a aucune capacité. Il faut donc appliquer les règles qui gouvernent les actes inexistants.

L'acte inexistant est nul de plein droit, en vertu de la loi, sans qu'il soit besoin de former une demande en nullité ; on ne peut pas annuler un acte qui n'existe pas. Il ne peut donner lieu à aucune action, il ne saurait être ratifié ni confirmé par une prescription quelconque, puis-

qu'on ne peut confirmer le néant. Il en résulte que le souscripteur n'est nullement obligé, et qu'on ne peut le forcer à payer ce qu'il a promis et ce qui a été accepté; si on le poursuivait, il pourrait opposer une exception tirée de la non-existence de la convention.

Le souscripteur a-t-il payé? Il peut agir pour se faire restituer cette somme, et, si on lui oppose la convention, il pourra répondre par une réplique fondée sur l'inexistence de celle-ci.

— Il ne peut être question de considérer l'organisateur de la souscription comme le mandataire de la personne non reconnue, car cette personne étant incapable d'accepter ou de faire une offre par elle-même ne peut valablement charger une autre d'accepter ou d'offrir pour elle.

— Mais si cette personne morale non reconnue ne peut profiter d'une souscription directe faite en sa faveur, n'est-il pas possible de la gratifier indirectement? Supposons par exemple que le souscripteur donne à l'organisateur en stipulant une charge pour cette personne non reconnue. Il est certain que tant que cette personne n'aura pas été reconnue elle ne pourra pas plus bénéficier de la charge qu'elle ne pouvait bénéficier d'une disposition directe, car,

comme le dit Laurent (1), « recevoir sous le nom de charge, n'est-ce pas recevoir » ; or, celle-ci est incapable de recevoir parce qu'elle n'existe pas. Mais si l'obstacle qui empêche de la gratifier est une situation de fait et non une prohibition de la loi, certains auteurs (2) permettent de la faire bénéficier d'une charge si plus tard elle est approuvée par les pouvoirs publics. Ainsi un établissement d'utilité publique non encore reconnue pourra, au cas de reconnaissance ultérieure, tirer avantage d'une charge stipulée pour lui au moment où il n'existait pas encore légalement.

SECTION II

Application de la règle de la spécialité.

Quand une souscription est organisée pour une personne morale, il est rare que cette personne morale soit appelée à recueillir purement et simplement le montant de la souscription. Presque toujours les souscripteurs n'ont pas l'intention, en se dépouillant, de la laisser faire des fonds l'emploi qu'elle jugera

(1) T. XI, n° 194.

(2) Planiol, t. III, 2^e édit., n° 3020, p. 857.

convenable; ils ne s'engagent que sous certaines conditions, imposent une charge en retour de leur prestation.

Si la charge peut être exécutée par la personne morale parce qu'elle rentre naturellement dans ses attributions, il n'y a pas lieu à difficultés. Ainsi une souscription est faite en faveur d'une commune à charge par elle d'édifier un monument, de construire un pont, de percer une rue; d'un État, à la condition de lancer un sous-marin; d'une fabrique, pour la restauration de l'église; d'un bureau de bienfaisance, pour les pauvres; d'un hôpital, pour les malades; d'un hospice, pour les vieillards et les infirmes. Dans tous ces cas la personne civile étant parfaitement capable de remplir l'obligation dont elle est grevée, elle en est tenue comme le serait une personne physique.

Mais supposons que la charge, licite d'après les principes généraux du droit, ne rentre pas dans le cadre des services particulièrement assignés par les lois ou les décrets à cette personne morale. Une souscription est par exemple organisée au profit d'un hospice à charge par lui de fonder une école, au profit d'une fabrique à charge par elle de construire un chemin vicinal. Une pareille charge ne peut être exécutée par la personne morale, car elle

est manifestement en dehors de ses attributions ; aussi l'autorisation d'accepter la libéralité ne lui sera pas accordée.

Mais supposons qu'elle l'obtienne, quel sera le sort de la disposition ? La personne morale pourra-t-elle garder le montant de la souscription, ou devra-t-elle le restituer aux souscripteurs ?

Si on admet, avec certains auteurs (1), que l'article 900 du Code civil est un texte impératif, il faudrait laisser à la personne morale le bénéfice de la souscription, sans qu'elle ait à exécuter la charge. En effet, cet article décide que « dans toute disposition entre vifs ou testamentaires, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs seront réputées non écrites ». Or, l'exécution de la charge étant impossible et contraire aux lois, il faudrait la biffer et maintenir néanmoins la disposition.

Nous croyons qu'il est préférable de considérer l'article 900 comme un texte interprétatif de la volonté du donateur, fondé sur l'intention présumée du disposant. Le législateur a supposé que celui-ci aurait de lui-même

(1) Laurent, t. II, n^{os} 5, 263 et 432 ; Demante et Colmet de Santerre, 2^e édit., t. IV, n^o 16 *bis*.

effacé la condition impossible ou illicite, s'il en eût connu le vice, afin de donner effet à la libéralité. L'article 900 doit donc cesser d'être applicable s'il est reconnu en fait que la volonté du disposant a été de ne pas laisser s'opérer la mutation gratuite de propriété en dehors de l'accomplissement de la condition. La nullité de la condition, reconnue impossible, entraînera alors la nullité de la disposition tout entière (1).

La solution de la question que nous avons posée est donc avant tout une question de fait. Dans les cas que nous avons prévus, la nullité de la condition aura d'ordinaire pour conséquence le renversement de l'acte tout entier, car les souscripteurs n'attachent pas à l'accomplissement de la condition une importance accessoire ; ils seront donc en droit de réclamer le montant de leurs souscriptions.

SECTION III

Application de la règle de l'autorisation administrative.

L'application pratique des principes généraux que nous avons déduits des articles 910

(1) V. Demolombe, t. XVIII, n° 20 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n° 81 et suiv.

et 937 du Code civil ne fait aucune difficulté lorsqu'il s'agit d'une souscription pure et simple, gratuite, adressée directement par le souscripteur à un établissement public. Mais il n'en est plus de même lorsque le souscripteur, pour accomplir sa libéralité, traite avec un intermédiaire, et tel est bien le cas en matière de souscriptions organisées.

Toutefois l'hypothèse suivante, qui est de nature à se présenter souvent, est assez simple : L'organisateur de la souscription est le représentant légal de la personne morale bénéficiaire ; le souscripteur par exemple fait remise d'une somme à la commission administrative d'un hospice qu'il désire gratifier. Il n'y a là en somme qu'un don manuel fait par le souscripteur à la personne morale, et, comme tel, cet acte nécessite en principe l'autorisation administrative.

Dans le cas où l'organisateur de la souscription pour la personne morale n'est pas le représentant légal de celle-ci, mais un simple particulier, il y a lieu de se demander en quelle qualité ce particulier agit. Si l'organisateur est un représentant conventionnel, ou encore un gérant d'affaires de la personne morale, celle-ci recueille directement les effets de l'acte de souscription ; et s'il contient une libéralité

pour la personne morale, l'autorisation administrative devra intervenir pour que celle-ci soit apte à en profiter.

Et il en est de même si l'on considère que l'organisateur est le mandataire du souscripteur. Dès que la personne morale accepte la libéralité que l'organisateur fait au nom du souscripteur, l'autorisation devient nécessaire.

L'organisateur est-il donataire du souscripteur à charge par lui d'accomplir une obligation au profit de la personne morale ? Ici encore, la personne morale devra se faire autoriser pour pouvoir bénéficier de cette charge. Cette solution est admise, et paraît en effet découler de la généralité des termes de l'art. 910, qui semble bien comprendre même les libéralités provenant d'une stipulation pour autrui.

Donc, en principe, dès qu'une personne morale bénéficie d'une souscription, de quelque manière que ce soit, de façon directe ou indirecte, elle doit avoir recours à l'autorisation administrative. Mais ce principe est surtout rigoureux en théorie ; dans la pratique, il souffre bien des tempéraments imposés d'ailleurs soit par les textes, soit par la force des choses.

D'abord, autant il serait dangereux de soustraire à la surveillance administrative toutes

les acquisitions à titre gratuit faites par les personnes morales, autant il serait excessif et gênant dans la pratique d'exiger cette condition de l'autorisation pour les souscriptions qui ne sont que des dons modiques. On ne peut craindre en effet que des sommes d'aussi minime importance contribuent à l'enrichissement exagéré des personnes morales. D'autre part, on doit présumer qu'elles ont été prises sur les revenus du souscripteur et qu'elles n'ont donc pas entamé son patrimoine de façon suffisante pour qu'il y ait lieu d'en tenir compte. Dès lors les dangers qu'on a voulu prévenir dans l'article 910 disparaissent, et cet article ne saurait s'appliquer.

Naturellement la modicité du don est chose très relative et variable, et dépend surtout de la situation de fortune du souscripteur. Mais si c'est là le principal critérium, ce n'est pas le seul. Autrement on serait conduit à permettre aux établissements publics de recueillir librement des sommes considérables, sous le prétexte qu'elles sont insignifiantes eu égard à la fortune du souscripteur. Il faut donc examiner de plus quelle est l'importance intrinsèque de la souscription, quel appoint ce don apportera à la fortune de l'établissement public, et avec

ces deux éléments les intentions du législateur seront respectées.

On ne peut exiger davantage l'autorisation administrative lorsque la personne morale est mise en possession de sommes à distribuer immédiatement. Ici l'autorisation ne peut être attendue.

CHAPITRE III

Des souscriptions organisées pour les pauvres.

Les pauvres forment dans notre droit un être collectif capable d'être le sujet de droits. Cette capacité résulte en particulier du texte des articles 910 et 937 du Code civil (1) qui supposent cette capacité puisqu'ils soumettent à l'autorisation les libéralités adressées aux pauvres d'une commune. Les dispositions qui leur sont faites ne sont donc pas nulles comme adressées à des personnes incertaines. Aussi lorsqu'une souscription est organisée pour eux ou, si l'on veut, lorsqu'une quête est faite

(1) V. ordonnance du 2 avril 1817, art. 3.

en leur faveur, ils sont capables de recueillir le montant de la souscription. Mais si les pauvres sont capables en droit, en fait, ils forment une foule indéterminée et incohérente qui ne peut être admise à exercer des droits. C'est pourquoi le législateur leur a donné un représentant légal : le bureau de bienfaisance.

Mais le bureau de bienfaisance est-il seul admis à recevoir et à gérer les libéralités faites aux pauvres ?

La question est controversée en doctrine car la jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens que les bureaux de bienfaisance sont les représentants nécessaires des pauvres (1) et elle les appelle à recueillir toutes les libéralités qui leur sont faites. Le Conseil d'État, dans divers avis, a proclamé en termes absolus que c'est aux bureaux de bienfaisance seuls qu'il appartient de recevoir les libéralités faites aux pauvres (2). Les 13 avril, 7 juillet et 13 juillet 1881 (3) il affirmait : « Les bureaux de bienfaisance tiennent des

(1) Cass., 4 août 1856 ; D. 56, 1, 453 ; S. 57, 1, 273 ; Cass. 14 juin 1875 ; D. 76, 1, 132 ; S. 75, 1, 469 ; Paris, 27 juillet 1897 ; D. 98, t. 112 ; S. 98, 2, 45.

(2) Comité de l'intérieur, 6 juillet 1831, avis du 15 février 1837.

(3) D. 82, 3, 23.

lois, décrets et ordonnances la mission exclusive d'administrer les biens des pauvres et celle de faire la répartition des secours. »

Mais cette jurisprudence a soulevé plusieurs critiques. On lui reproche d'avoir fait œuvre de législation. En effet, on peut se convaincre que ce droit exclusif des bureaux de bienfaisance n'est indiqué ni dans la loi du 7 frimaire an V qui les organise, ni dans la loi du 20 ventôse an V ou dans les décrets du 12 juillet 1807 et du 14 juillet 1812 qui s'occupent de déterminer les biens qui leur sont attribués.

Bien plus, l'article 76 de la loi du 18 germinal an X et le décret du 30 décembre (§ 9 de l'art. 36) donnent aux fabriques qualité pour recevoir des offrandes et des aumônes. Or le mot aumône veut bien dire « ce qui se donne aux pauvres ».

Le Conseil d'État, après avoir admis la vocation charitable des fabriques, la rejette dans son avis du 13 juillet 1881, pour les motifs suivants : 1^o les établissements publics n'ont d'aptitude à recevoir que dans la limite exacte de leurs attributions : or, les fabriques n'ont pas été instituées pour le soulagement des pauvres mais seulement pour l'administration des paroisses et le service du culte ; 2^o le terme d'aumônes employé par la loi de

germinal an X et par le décret de 1809 désigne uniquement les offrandes et les oblations volontaires faites par les fidèles pour les besoins du culte.

Il nous est important de remarquer que la jurisprudence n'admet d'ailleurs ce monopole exclusif du bureau de bienfaisance que s'il s'agit de gérer et d'administrer dans l'intérêt des pauvres des biens qui constituent des capitaux. Quant au produit des quêtes ou montant des souscriptions qui doit être distribué en une seule fois et qui a été recueilli, en dehors de tout concours de l'administration, le bureau de bienfaisance ne peut y prétendre (1). Espérons que les tribunaux resteront en ce sens pour le plus grand profit des pauvres (2).

(1) V. un arrêt très fortement motivé de la Cour de Caen du 12 janvier 1881; D. 1881; D. 82, t. 57; S. 84, 1, 145; Cass., 2 août 1897; D. 98, 1, 199.

(2) En effet, le privilège absolu des établissements constitués par l'Etat pour la répartition des aumônes, la Convention n'avait pas manqué de le consacrer dans sa loi du 24 vendémiaire an II, mais la loi du 7 frimaire l'a heureusement fait disparaître et Portalis en a admirablement démontré toute l'injustice et tous les dangers : « Les aumônes, disait-il, sont des dons volontaires et libres ; celui qui fait l'aumône pourrait ne pas la faire : il est le maître absolu de choisir le ministre de sa propre volonté. Sans doute, les commissions charitables sont des institutions utiles, mais ce serait dénaturer leur caractère que de les transformer en institutions exclusives. La bienfaisance souffle comme elle veut et où elle veut. » (Rapport de Portalis à l'empereur le 16 avril 1806.)

CONCLUSION

Nous voudrions ici, en nous résumant brièvement, souligner et préciser quelques-unes des conclusions générales qui se dégagent de notre étude.

Quant à la nature des souscriptions organisées, point sur lequel ont principalement porté nos efforts parce qu'il est capital, nous espérons avoir établi que les divers systèmes qui ont été soutenus pour les expliquer sont insuffisants. En faisant en effet l'examen critique de la théorie de l'engagement par déclaration de volonté unilatérale des systèmes de la donation simple, du contrat à titre onéreux et commutatif, du mandat, de la donation avec charges et du contrat *sui generis*, composé d'une donation et d'un contrat à titre onéreux et commutatif, nous avons pris soin d'indiquer les parties vulnérables de chacun d'eux ; nous avons aussi démontré que les quatre premières opinions sont toujours erronées et que les deux dernières le sont souvent.

Il pouvait paraître impossible d'arriver à une solution satisfaisante, et ce l'était en effet si l'on se bornait à vouloir ramener toute souscription organisée à un contrat unique et toujours identique, quelque composé qu'il fût.

Nous avons été ainsi conduits à employer une méthode plus rigoureuse et à envisager séparément les divers éléments que l'on rencontre dans l'organisation d'une souscription.

Ne nous contentant pas d'une analyse superficielle, nous avons d'abord pris l'acte du souscripteur en lui-même, abstraction faite de toute organisation. Nous avons alors remarqué que cet acte étant parfois une offre, plus souvent une acceptation d'offre, n'est en réalité au fond qu'une déclaration de volonté, élément essentiel de toute offre et de toute acceptation; acceptation d'offre, cette déclaration de volonté, nous l'avons vu, engendre une convention; offre, elle n'est qu'un élément de formation d'une convention. Mais *a priori* il ne saurait être question de dire quelle est la nature de cette convention ou de ce contrat de souscription.

En étudiant ensuite la situation de l'organisateur d'une souscription, nous avons reconnu que cette situation peut être aussi diverse et variable que l'intention des parties. C'est

pourquoi nous avons indiqué que l'organisateur pouvait jouer le rôle tantôt d'un simple messenger entre le souscripteur et le bénéficiaire, tantôt d'un représentant, muni ou non de pouvoirs, de l'une ou de l'autre de ces parties; qu'il pouvait même parfois être considéré comme contractant véritablement avec le souscripteur, mais en devenant alors débiteur d'une charge envers le bénéficiaire; qu'en somme il complétait, multipliait l'activité juridique d'autrui par la sienne propre.

Il est vrai que cette explication a pour effet de donner aux souscriptions organisées un champ d'action fort étendu et d'entraîner de nombreuses distinctions. Mais cette considération n'est pas une raison pour la faire rejeter, car elle seule est conforme aux notions de souscription et d'organisation qui sont des termes très généraux, elle seule est capable de rendre claires la plupart des décisions de la jurisprudence.

Renseignés sur la nature de la souscription indépendante de toute organisation et aussi sur le rôle variable de l'organisateur, nous nous sommes occupés de distinguer les diverses relations que crée toute organisation de souscription pour autrui. Il nous a été ensuite possible, en passant en revue chaque relation,

d'indiquer, suivant la nature des actes du souscripteur et de l'organisateur, les diverses conventions qui sont susceptibles de se produire, les différents rapports de droit que peut engendrer chaque relation.

Nous avons alors tenu à mettre en relief l'idée suivante : Toutes les fois qu'une personne organise une souscription pour une autre personne vivante, il convient de considérer cet organisateur comme le représentant non pas du souscripteur, mais du bénéficiaire de la souscription.

Nous avons dès lors rempli la partie la plus délicate de notre tâche. Nous nous sommes contentés ensuite de signaler brièvement, en tenant compte des distinctions que nous avons posées, les effets principaux des souscriptions gratuites ; mais nous avons insisté plus particulièrement sur les effets de la ratification et de la non-ratification du bénéficiaire.

Enfin dans notre troisième partie, nous avons dû esquisser les principes généraux qui régissent la capacité des personnes morales, avant d'en faire l'application en matière de souscription.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
LEBRET.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de Droit civil français, 4^e édition, Paris, 1869.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de Droit civil, 6^e édition. Paris, 1896.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET COLIN. — Traité théorique et pratique de Droit civil (Donations et testaments). Paris, 1895.
- BEAUMANOIR. — Coutume de Beauvoisis, 2 vol. Paris, 1842.
- BERTHELEMY. — Traité de Droit administratif. Paris, 1901.
- BEUDANT. — Note sous Besançon, 26 mars 1891 ; D. 93, 2, 1.
- BOISTEL. — Précis de Droit commercial, 2^e édition. Paris, 1878.
- BRESSOLLES. — Théorie et pratique des Dons manuels. Paris, 1885.
- CLARO. — Note sous Bourges, 1^{er} mai 1900 ; D. 1900, 2, 425.
— Note sous Paris, 21 octobre 1902 ; D. 1903, 2, 121.
- DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence et de législation. Paris. — Répertoire de législation de doctrine et de jurisprudence. Paris, 1869. — Supplément au Répertoire. Paris, 1887.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Code civil, t. V. Paris, 1849-1884.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, Donations et Testaments, t. III, et tomes XX et XXIV.

- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique du Droit français, t. XXXIII. Paris, 1904.
- GARSONNET. — Précis de Procédure civile, revu par Cézair-Bru. Paris, 1901.
- GIRARD. — Manuel de Droit Romain, 2^e édition. Paris, 1898.
- GLASSON. — Précis théorique et pratique de Procédure civile. Paris, 1902.
- GOUGET. — Théorie générale du Contrat avec soi-même, Thèse. Caen, 1903.
- GUILLOUARD. — Traité des Contrats aléatoires et du Mandat. Paris, 1893.
- HAURIU. — Précis de Droit administratif, 2^e édition. Paris, 1893.
- HUC. — Commentaire du Code civil, t. VIII. Paris, 1892.
- Journal « Le Droit », n^o du 11 octobre 1894.
- LABBÉ. — Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires. Paris, 1856.
- LAMBERT. — La stipulation pour autrui, Thèse. Paris, 1892.
- LAURENT. — Principes de Droit civil français.
- LOYSEL. — Institutes Coutumières, 2 vol. Paris, 1847.
- LYON-CAEN ET RENAULT. — Traité de Droit commercial, 2^e édition. Paris, 1889-1899.
- MERLIN. — Recueil alphabétique de Questions de Droit. Paris, 1819-1820.
- NÉGULESCO. — Le Problème juridique de la personnalité morale, Thèse. Paris, 1900.
- PILON. — Essai d'une Théorie générale de la Représentation dans les obligations, Thèse. Caen, 1897.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil. 2^e édition. Paris, 1900-1901. — Revue Critique, 1892. — Note sous Riom, 1^{er} juin 1895; D. 97, 2, 49.

POTHIER. — Traité du Mandat et du Quasi-Contrat de gestion d'affaires. Paris, 1821-1824.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence, années 1882 et 1892.

RUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de Droit commercial, industriel et maritime, 3^e édition. Paris, 1877-1881.

— Note sous Besançon, 26 mai 1882: Sirey, 83, 2, 121.

SALEILLES. — Essai d'une Théorie générale de l'Obligation d'après le projet du Code civil allemand. Paris, 1890.

SAVIGNY. — Traité de Droit romain, t. II. (Traduction Guénoux.)

SIREY. — Recueil général des Lois et Arrêts.

TARTUFARI. — Della rappresentanza nella conclusione dei contratti, 1892.

THALLER. — Traité élémentaire de Droit commercial. Paris, 1898.

VALERY. — Du Rôle de la Correspondance dans l'exécution des Contrats. Paris, 1895.

WORMS (René). — De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligations, Thèse. Paris, 1891.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

<i>De la nature des souscriptions en général</i>	9
CHAPITRE I ^{er} . — De la façon dont les souscriptions sont organisées.— Des personnes qui y prennent part	9
CHAPITRE II. — Exposé des divers systèmes soutenus pour rendre compte de la nature des souscriptions. — Conséquences et critiques de ces théories. Leur insuffisance	14
<i>Section I^{re}</i> . — Exposé des divers systèmes	14
§ I ^{er} . — La souscription est une déclaration de volonté unilatérale, productrice d'effets contractuels.	14
§ II. — Exposé du système qui considère la sous- cription comme une donation.	18
§ III. — Exposé du système de la jurisprudence : la souscription est un contrat à titre onéreux et commutatif	23

	Pages.
§ IV. — Exposé du système qui voit dans la souscription un mandat	27
§ V. — Exposé du système qui attribue à la souscription le caractère de contrat <i>sui generis</i> , à la fois à titre gratuit et à titre onéreux	31
<i>Section II.</i> — Examen critique des divers systèmes.	34
§ I ^{er} . — Examen critique de la souscription considérée comme un engagement par déclaration unilatérale	34
§ II. — Examen critique du système de la donation.	39
§ III. — Examen critique du système de la jurisprudence	50
§ IV. — Examen critique du système du mandat.	59
§ V. — Examen du système de M. Claro	64
<i>Section III.</i> — Examen d'ensemble des divers systèmes. — Leur insuffisance. — Conclusion à en tirer	76
CHAPITRE III. — Véritable nature des souscriptions organisées	78
<i>Section I^{re}.</i> — Définition de la souscription indépendante de toute organisation. — Situations diverses de l'organisateur.	78
<i>Section II.</i> — Relations à distinguer dans toute souscription organisée	88
<i>Section III.</i> — Examen de chaque relation	89
§ I ^{er} . — Relations du souscripteur avec l'organisateur	90
§ II. — Relations du souscripteur avec le bénéficiaire	103

	Pages.
§ III. — Des relations de l'organisateur et du bénéficiaire entre eux	112
<i>Section IV.</i> — De la légalité des souscriptions organisées.	123

DEUXIÈME PARTIE

<i>Des effets généraux produits par les souscriptions organisées dans un but de bienfaisance.</i>	127
CHAPITRE I ^{er} . — Le souscripteur donne mandat à l'organisateur de faire une libé- ralité au bénéficiaire	129
CHAPITRE II. — Le souscripteur fait à l'organisateur une libéralité avec charge au profit du bénéficiaire	133
CHAPITRE III. — Le souscripteur fait une libéralité à l'organisateur agissant au nom du bénéficiaire	141
<i>Section I^{re}.</i> — Le bénéficiaire donne mandat à l'or- ganisateur	141
<i>Section II.</i> — Le bénéficiaire est représenté par l'organisateur gérant d'affaires.	142
§ I ^{er} . — Nature et conséquences de l'opération in- tervenue entre le souscripteur et l'orga- nisateur	142
§ II. — Effets de la ratification faite par le béné- ficiaire de l'acte de l'organisateur	149
§ III. — Effets de la non-ratification du bénéfi- ciaire	155

TROISIÈME PARTIE

	Pages.
<i>Des souscriptions organisées pour les personnes morales</i>	159
CHAPITRE I ^{er} . — De la capacité des personnes morales.	159
<i>Section I.</i> — De la règle de la spécialité.	161
<i>Section II.</i> — De la règle de l'autorisation administrative	165
CHAPITRE II. — Conséquences des règles spéciales aux personnes morales sur l'organisation des souscriptions	172
<i>Section I^{re}.</i> — Conséquence de la règle qu'aucune personne morale n'existe aux yeux de la loi si elle n'a pas été l'objet d'une reconnaissance légale . . .	172
<i>Section II.</i> — Application de la règle de la spécialité.	174
<i>Section III.</i> — Application de la règle de l'autorisation administrative	177
CHAPITRE III. — Des souscriptions organisées pour les pauvres	181
CONCLUSION.	185
BIBLIOGRAPHIE.	191

